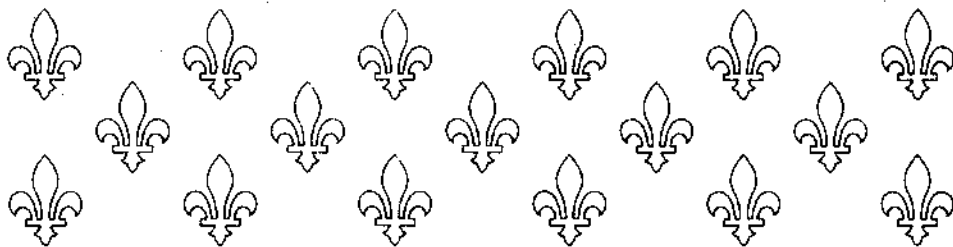


N.B.



# ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

### Commissions parlementaires

Commission permanente de l'agriculture,  
des pêcheries et de l'alimentation

Étude des crédits du ministère de l'Agriculture,  
des Pêcheries et de l'Alimentation (2)

Le mercredi 27 avril 1988 - No 5

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

*reçu  
le*

23-08-88

✓

**Table des matières**

Motion de félicitations à Radio-Canada à l'occasion  
du 50e anniversaire de ses émissions agricoles

M. Francis Dufour

CAPA-101

M. Jean-Pierre Jolivet

CAPA-101

M. Michel Pagé

CAPA-102

La Présidente (Mme France Dionne)

CAPA-102

**Étude des crédits**

**Remarques préliminaires**

M. Michel Pagé

CAPA-103

M. Jean-Pierre Jolivet

CAPA-113

M. Michel Pagé (réplique)

CAPA-118

**Discussion générale**

Dépenses fédérales pour l'agriculture

CAPA-120

Assurance-stabilisation

CAPA-126

Recherche

CAPA-129

Accord de libre-échange

CAPA-135

Crédits périmés

CAPA-140

Relations avec les chaînes d'alimentation

CAPA-144

Attachés commerciaux

CAPA-145

Le dossier Steinberg

CAPA-146

Margarine et beurre

CAPA-150

Planification, recherche et enseignement

CAPA-152

**Autres intervenants**

Mme France Dionne, présidente

M. Charles Messier

M. Georges Farrah

\* M. Michel Saint-Pierre, Régie des assurances agricoles

\* M. Gaston Grammond, ministère de l'Agriculture,  
des Pêcheries et de l'Alimentation

\* M. Jean-Yves Lavoie, idem

\* M. Guy Jacob, idem

\* Mme Agnès Jarnuszkiewicz, idem

\* Témoins interrogés par les membres de la commission

Le mercredi 27 avril 1988

**Étude des crédits du ministère de l'Agriculture,  
des Pêcheries et de l'Alimentation**

(Seize heures quarante-cinq minutes)

**La Présidente (Mme Dionne):** À l'ordre, s'il vous plaît!

Je déclare la séance de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation ouverte. Je constate qu'on a quorum et, M. le secrétaire, nous n'avons pas de remplacements?

**Le Secrétaire:** Aucun remplacement, Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Dionne):** Alors, le mandat de la commission est de procéder à l'étude des crédits budgétaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, les programmes 1 à 9, pour l'année financière 1988-1989.

Tout d'abord, j'aimerais passer la parole à M. le député de Jonquière, qui est aussi le vice-président de la commission.

**Motion de félicitations à Radio-Canada  
à l'occasion du 50e anniversaire de  
ses émissions agricoles**

**M. Francis Dufour**

**M. Dufour:** Oui et merci, Mme la Présidente. Avant le début des travaux, je veux me faire l'interprète du président, qui malheureusement est absent, sûrement pour de bonnes raisons, afin de proposer une motion - si j'ai le consentement, je pourrais la proposer - qui se lit ainsi: "Que la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation adresse ses vœux les meilleurs à la Société Radio-Canada à l'occasion du 50e anniversaire des émissions agricoles à son antenne, félicite ses artisans, passés et présents, pour la constance et la qualité de l'information ainsi transmise à près de deux générations de producteurs agricoles et indique à Radio-Canada toute son appréciation pour son oeuvre de promotion et de vulgarisation des affaires agricoles auprès de la population en général."

**La Présidente (Mme Dionne):** Alors, est-ce qu'il y a consentement pour...

**Une voix:** Consentement.

**La Présidente (Mme Dionne):** Consentement? Est-ce qu'il y a consentement?

**Une voix:** Oui, oui.

**La Présidente (Mme Dionne):** Alors, M. le député de Jonquière.

**M. Dufour:** En fait, cette motion se veut une motion de félicitations et de reconnaissance du bon travail de Radio-Canada. On n'a pas à en faire l'apologie pendant de nombreuses minutes puisqu'il n'y a pas beaucoup de gens autour de la table qui n'ont pas eu l'occasion d'assister - pour des gens comme moi - pratiquement aux débuts de ces émissions de Radio-Canada. Elles ont réussi à transmettre des connaissances, d'abord, à des gens et aussi à sensibiliser la population en général sur tous les bienfaits que l'agriculture peut rendre à une communauté. Il faut comprendre aussi que l'agriculture... On peut dire que ce sont les éléments essentiels qui ont assisté aux débuts du peuple du Québec, dans ce pays qu'on connaît si bien. Ce qui a d'abord fait l'ouverture de ces territoires, assez souvent, c'est l'esprit d'aventure de la population par rapport à des richesses naturelles qu'on peut identifier facilement. Mais, très tôt, on s'est rendu compte que l'agriculture était essentielle pour se nourrir. L'agriculture est une nécessité et le Québec n'a pas manqué d'être touché par l'agriculture.

Radio-Canada, de ce côté-là, a fait une oeuvre extraordinaire pour mieux sensibiliser, comme je l'ai dit au début, la population et, en même temps, elle a fait oeuvre de pionnière, surtout au plan de l'éducation. Encore aujourd'hui, il s'agit de regarder la qualité des émissions, le travail fait dans ce domaine par tous ces artisans et tous les individus qui se sont identifiés à ces programmes pour se rendre compte qu'actuellement, cela fait partie de notre vécu quotidien. En même temps, cela nous démontre et cela continue à nous démontrer tous les bienfaits que l'agriculture apporte chez nous, d'abord et toujours, je dirais peut-être non seulement comme l'industrie première, mais comme une des plus grandes industries qu'on a au Québec, basée sur une richesse. Je pense que, de ce côté-là, on devra continuer de le faire pour protéger la classe agricole, nos territoires agricoles et aussi les agriculteurs. Je pense que, de ce côté-là, on est entre de bonnes mains et souhaitons que Radio-Canada continue pour encore 50 années dans cette même veine. Je vous remercie, Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Dionne):** Merci, M. le député de Jonquière. M. le député de Lavolette.

**M. Jean-Pierre Jolivet**

**M. Jolivet:** Mme la Présidente, le vice-président vient de faire une proposition en disant que "pour les 50 prochaines années, que Radio-Canada puisse continuer". J'avais l'occasion, en fin de semaine, d'assister à un 75e anniversaire

d'une caisse populaire et une personne m'a fait la remontrance en disant: "Ce n'est pas avant plus longtemps que cela et vous ne serez peut-être plus là à ce moment-là." Je pense que c'est dans ce sens-là qu'on doit féliciter et dire notre appréciation à la Société Radio-Canada pour le travail de pionnière qu'elle a fait afin de permettre une vulgarisation auprès de l'ensemble des Québécois et leur permettre de connaître davantage les effets de l'agriculture, soit que l'agriculture est le moyen de nourrir une population et que c'est la base-même de l'ensemble de toutes les activités humaines.

Qui n'a pas eu l'occasion d'entendre ces émissions et d'en récolter les fruits? C'est une semence qui est jetée en terre propice pour les agriculteurs et les agricultrices qui l'écoutaient et pour la population qui veut se renseigner sur les différentes méthodes employées ainsi que sur les moyens de s'assurer que l'agriculture puisse prospérer au Québec.

Je dois vous dire que cela a eu des petits. Quand on parle de l'agriculture, on parle de toute l'horticulture qui gravite autour de l'agriculture elle-même. Tous les samedis matins, chez nous - je sais qu'il y en a ailleurs aussi - il y a des émissions par lesquelles on renseigne la population. Il sera bientôt temps de faire les premières semences préparatoires à celles qui seront dans nos petits jardins. On permet aux gens d'en profiter et on leur permet d'avoir les fleurs les plus belles possible autour de leur maison, mais aussi dans les jardins, pour ceux qui décident de se nourrir de produits frais de la nature.

En ce sens, Radio-Canada nous a donné la voie, par des émissions nous permettant, au cours des 50 dernières années, de renseigner la population, et nous lui devons donc notre plus grande appréciation. Je voudrais remercier les artisans du passé, du présent, et aussi ceux de l'avenir, parce que je sais que des gens vont continuer le travail, et je veux faire en sorte qu'ils soient assurés de notre plus grande gratitude.

**La Présidente (Mme Dionne):** Merci, M. le député de Lavolette. M. le ministre.

#### M. Michel Pagé

**M. Pagé:** Merci, Mme la Présidente. Je voudrais remercier M. le vice-président de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour la présentation de cette motion, à laquelle je souscris d'emblée. C'est évidemment avec beaucoup de respect et une appréciation très grande que, au nom du gouvernement du Québec, je dois saluer la contribution éminemment importante de l'équipe de Radio-Canada qui, pendant 50 ans, a diffusé, soit par le biais de la radio ou de la télévision, autant dans les milieux ruraux que dans les milieux urbains du Québec, des informations susceptibles de mettre en valeur l'agriculture québécoise. Ce sont

des informations qui, pendant plusieurs années, constituaient un point d'appui, un point de référence pour les agricultrices et les agriculteurs du Québec. Qu'on se rappelle les émissions diffusées à la radio sur le coup de midi, pendant plusieurs années. Pour nos agriculteurs, bien souvent, c'était le seul moyen de connaître les prix du marché, les indications, les tendances à l'égard de la production, les surplus de production, les baisses de production, ce qui influence directement les prix. Tout comme pour nos agriculteurs et nos agricultrices, bien souvent, c'était le seul moyen d'avoir des conditions climatiques susceptibles d'influencer leurs travaux quotidiens ou leurs travaux du lendemain.

Par la suite, évidemment, il va de soi que Radio-Canada, pendant plusieurs années, a pu vulgariser des techniques, diffuser des informations qui, dans la très grande majorité des cas, on doit le reconnaître, sont les informations diffusées par nos professionnels sur le terrain, dans les grands bureaux du ministère, un peu partout en régions. À l'époque, l'appareil gouvernemental n'était pas aussi structuré, aussi bien organisé qu'il l'est aujourd'hui.

Je voudrais évidemment saluer non seulement Radio-Canada, mais ce faisant, je voudrais souligner la contribution de beaucoup d'hommes et de femmes qui, finalement, en on fait l'oeuvre d'une vie, dans cette société d'État de communications, de revaloriser, d'informer, de diffuser et de véritablement mettre en relief, surtout chez ceux et celles qui ne sont pas directement concernés par l'agriculture et l'agro-alimentaire, l'importance du secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.

Je suis très heureux d'appuyer cette motion. Je souhaite longue vie à Radio-Canada. En ce qui me concerne, j'ai été à même de constater le haut degré de compétence de l'équipe de Radio-Canada affectée aux émissions agricoles en ce que, dès mon arrivée au ministère, j'allais chercher Mme Agnès Jamuszkievicz qui était, comme on le sait, journaliste à Radio-Canada dans le cadre des émissions agricoles. Donc, je veux témoigner, au nom du gouvernement du Québec, le plus profond respect et l'appréciation pour toute cette équipe qui a joué un rôle utile dans l'information pour nos agriculteurs, nos agricultrices, pour les Québécoises et Québécois en général.

#### La Présidente

**La Présidente (Mme Dionne):** Merci, M. le ministre. Avant de passer au consentement, j'aimerais peut-être ajouter quelques mots sur cette motion afin, bien sûr, de m'associer aux membres de la commission et au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation par la voie de son ministre, pour féliciter la Société Radio-Canada et les artisans. On se rappellera des gens comme Paul Boutet et Raymond Laplante qui sont décédés. D'ailleurs,

Paul Boutet était originaire de La Pocatière, de Kamouraska-Témiscouata. Et je suis convaincue que vous vous souviendrez des émissions de télévision. Dans le temps, à la télévision, c'était "Les travaux et les jours"; maintenant, c'est "La semaine verte". À la radio on avait "Le Réveil rural" et "D'un soleil à l'autre". Ce sont des émissions qui, par le passé, ont été très écoutées par nos agriculteurs et une grande partie de la population du Québec et qui le sont encore toujours. Plusieurs sont là le dimanche midi pour écouter des choses très intéressantes.

On va passer maintenant à l'adoption de la motion et je vais la relire pour le bénéfice du **Journal des débats**. "Que la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation adresse ses vœux liés meilleurs à la Société Radio-Canada à l'occasion du 50e anniversaire des émissions agricoles à son antenne, félicite ses artisans passés et présents pour la constance et la qualité de l'information ainsi transmise à près de deux générations de producteurs agricoles et indique à Radio-Canada toute son appréciation pour son œuvre de promotion et de vulgarisation des affaires agricoles auprès de la population en général."

Est-ce qu'il y a consentement à l'adoption? Consentement. Alors la motion est donc adoptée.

Nous passons aux déclarations d'ouverture et je demanderais à M. le ministre de nous adresser sa présentation.

### Étude des crédits

#### Remarques préliminaires

#### M. Michel Pagé

**M. Pagé:** Alors merci, Mme la Présidente. Je suis évidemment bien heureux en compagnie de mon équipe sous-ministérielle et plusieurs directeurs de services du ministère, M. le président de l'Office du crédit agricole, M. le président de la Régie des assurances agricoles, en fait plusieurs dirigeants d'organismes que j'aurai l'occasion de vous présenter au fur et à mesure que les programmes seront appelés.

Mme la Présidente, c'est évidemment un moment privilégié pour le ministère que l'étude des crédits, parce que cela nous permet évidemment de mettre en relief quelles ont été nos performances en regard des objectifs préétablis et aussi quelles sont nos intentions, quelles sont les interventions que nous entendons privilégier au cours de l'année budgétaire qui s'amorce.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, comme on le sait, joue un rôle de premier plan dans l'économie et dans l'agro-alimentaire québécois. Notre préoccupation essentielle, comme gouvernement, et ma préoccupation depuis que j'en assume la responsabilité, est de maximiser l'impact de ces interventions. À cette fin, le ministère s'est donné une vision du futur et des priorités

d'action pour le guider dans les aléas de la conjoncture et la multiplicité des choix à faire dans le quotidien.

L'année dernière, je faisais part aux membres de cette commission de mes préoccupations et de mes projets. Je voudrais aujourd'hui, avec vous, faire le point sur la situation de l'agro-alimentaire chez nous et dans le monde et vous faire part des intentions du ministère pour l'exercice budgétaire qui débute.

La situation des marchés mondiaux des produits agricoles fut caractérisée, l'an dernier, par la poursuite, la guerre commerciale entre les principaux pays exportateurs amenant la persistance de surplus de production ainsi que la guerre des prix et subventions. L'année 1987 fut la seconde année d'application de la nouvelle version du "Farm Bill" américain, loi qui, on se le rappellera, a été adoptée en 1985. Cette loi américaine a orienté de façon nouvelle la politique américaine. Les effets escomptés par cette dernière visent la récupération de la part mondiale américaine du marché des céréales.

Pour nos voisins américains, l'année 1987 fut une année charnière puisque pour la première fois depuis 1984, la valeur des exportations agricoles américaines s'est accrue. Ajoutons que certains indicateurs font état d'une stabilisation du prix des terres, d'une réduction de la dette agricole, d'une diminution des stocks et d'un niveau record de • revenus agricoles. En cours d'année, les responsables politiques des différents pays-membres de la Communauté économique européenne ont tenté de s'entendre sur des moyens permettant de rationaliser les interventions gouvernementales en matière d'aide économique au secteur agricole. À cet effet, ils se sont rencontrés à plusieurs reprises afin de trouver les moyens pour freiner la production et pour réduire les taux de subvention sur des produits spécifiques. Finalement, c'est en février 1988 que les membres de la Communauté économique européenne sont parvenus à un accord sur le contrôle des dépenses agricoles communautaires.

(17 heures)

Les perspectives mondiales du secteur agro-alimentaire ont une influence substantielle sur notre situation ici au Québec. L'agriculture oeuvrant de plus en plus sur des marchés ouverts, nous sommes directement concernés par ce qui se passe non seulement chez nos voisins du Sud mais à l'échelle mondiale, cela va de soi.

C'est ainsi qu'au cours de la prochaine année-récolte nous prévoyons que les approvisionnements mondiaux en céréales pour l'alimentation animale devraient baisser de 3 %. Si on tient compte d'une certaine stabilité de la consommation, cela nous indique que les stocks pourraient être ramenés à 80 % de leur niveau actuel, ce qui devrait contribuer à raffermir un peu les prix pour de telles céréales.

La poursuite du programme de retrait des superficies en culture et rabaissement du taux de

prêt aux États-Unis permettront de maintenir la production de blé à son niveau actuel. À l'échelle internationale, les prix devraient progresser très lentement tout au long de l'année.

La production américaine de viande rouge et de volaille pourrait s'accroître de 2,6 % en 1988. Cette hausse serait l'effet combiné d'une progression de 5,1 % de la production de volaille et d'une augmentation de 1,3 % pour les viandes rouges. La production de boeuf serait appelée à diminuer de 3,6 % tandis que les approvisionnements de porc devraient s'accroître de façon appréciable selon nos prévisions.

Ces tendances dans la production devraient faire fluctuer les prix des bouvillons entre 62 \$ US et 65 \$ US les 100 livres au début de l'année 1988. Au printemps, nous prévoyons qu'ils tendront vers un sommet de 70 \$ US puis se stabiliseront à 65 \$ US durant le second semestre de 1988, selon nos prévisions, ce qui a évidemment un impact sur le prix du boeuf que nous produisons au Québec.

Quant au secteur du porc, la hausse de production prévue devrait entraîner une baisse de son prix, ce qui n'est pas à l'avantage de nos producteurs évidemment. Au 1er mars 1988, les résultats de l'enquête américaine font état d'une hausse de 6 % du cheptel porcin et la moyenne des prix devrait se situer entre 45 \$ US et 50 \$ US.

Pour le secteur du poulet, le prix de gros qui est passé de 0,57 \$ US la livre en 1986 à 0,48 \$ US la livre en 1987 pourrait diminuer à 0,44 \$ US en 1988.

Pour le secteur agro-alimentaire, l'année 1987 fut très intense dans les négociations commerciales bilatérales et multilatérales. Dans le contexte actuel de la guerre des subventions de la Communauté économique européenne et des États-Unis, qui a un effet direct chez nous, et en raison du niveau très élevé des surplus, il devient essentiel de mettre un peu plus d'ordre dans le commerce international des produits agricoles.

Le 20 octobre 1987, le gouvernement du Canada a rendu publique son approche de la question de l'agriculture en vue des prochaines négociations commerciales et multilatérales de la ronde Uruguay.

Dans le domaine de l'agriculture, le Canada propose l'élimination de toutes les subventions qui faussent les échanges, qui font en quelque sorte que les règles du jeu sont peut-être plus ou moins "fair". Il est cependant essentiel, selon nous, que le Canada assume, durant ces négociations, la promotion de l'un des fondements de la politique agricole canadienne, c'est-à-dire que le Canada doit se battre, doit exprimer une position très claire et très ferme à l'égard des offices nationaux, notamment de commercialisation.

La position canadienne devra obtenir l'appui essentiel des pays de la Communauté économique européenne. Jusqu'à maintenant, comme on le sait, la communauté a adopté une attitude plus

réaliste en recherchant l'égalisation des subsides entre les pays et en proposant des mesures visant la réduction des subventions, la diminution des stocks alimentaires et en proposant un système de répartition des parts du marché mondial des céréales et des oléagineux.

Le Québec, pour sa part, a fait connaître au gouvernement fédéral sa position, à ce stade-ci des négociations, en lui demandant de respecter certains principes dont, tout d'abord, le droit constitutionnel du Québec de favoriser le développement de son agriculture par des politiques et des actions spécifiques et complémentaires à celles du gouvernement fédéral, en demandant de plus que le fédéral respecte le principe de la capacité pour le Québec d'utiliser la stabilisation des revenus agricoles comme instrument privilégié pour le maintien d'une certaine stabilité et pour assurer la croissance et la rentabilité de son agriculture et enfin, le principe du maintien des offices nationaux de commercialisation du lait de transformation, des oeufs, du poulet et du dindon et l'amélioration des mécanismes de gestion des approvisionnements pour mieux répondre aux objectifs de commercialisation internationale du Québec.

Quant aux négociations commerciales canado-américaines, elles se sont terminées le 3 octobre 1987 par la conclusion d'un accord de principe. Le texte juridique de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a été déposé le 10 décembre 1987 et paraphé par les chefs d'État américain et canadien le 2 janvier. Son entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 1989. Les gouvernements ont convenu, entre autres, d'un ensemble de mesures de libéralisation du commerce dans le domaine de l'agriculture et de collaborer tant sur le plan bilatéral qu'au sein du GATT pour améliorer et accroître davantage le commerce dans le domaine agricole.

Si on réfère maintenant à la situation dans l'agro-alimentaire au Québec en 1987, on retient que le Québec a effectué un virage important depuis les dernières années. Le ministère a appuyé ses interventions sur des règles mettant en valeur le dynamisme des entreprises québécoises du secteur agro-alimentaire. Dans l'ensemble, nous croyons que les efforts déployés ont porté fruit puisque 1987 est encore une bonne année pour l'agriculture québécoise. En effet, pour une deuxième année consécutive, le revenu net réalisé en agriculture a franchi le cap du 1 000 000 000 \$. Il a progressé de 7,4 %, passant de 1 047 000 000 \$ en 1986 à 1 125 000 000 \$ en 1987. Cette croissance résulte d'une hausse des recettes monétaires incluant les compensations d'assurances agricoles suivies d'une régression sensible des dépenses. Le Québec demeure donc au deuxième rang comme région agricole canadienne, tout juste après l'Ontario et devant la Saskatchewan.

Après avoir connu une stabilité relative en 1986, le volume des ventes des produits agricoles

a progressé de 1,4 % en 1987. Les ventes de productions végétales et animales ont compensé les baisses des secteurs forestiers et de l'érable. Après avoir connu une diminution majeure en 1986, la récolte de fruits a réalisé un bond impressionnant de 39,5 % en 1987. Pour l'ensemble des produits agricoles, l'année 1987 reflète une stabilisation générale des prix, quoique des fluctuations importantes furent observées entre les différents secteurs de production. De ce fait, les recettes monétaires se sont ainsi chiffrées à 3 540 000 000 \$, en 1987, en hausse de 1,2 % comparativement à l'année précédente. Les recettes monétaires se répartissent de la façon suivante: production laitière qui va chercher 35,1 %, production porcine, 19 %, l'aviculture avec 10,5 %, la production bovine avec 9,5 %, l'horticulture avec 6,4 % et les céréales avec 3,8 %.

Au chapitre de la transformation, la valeur totale des livraisons de l'industrie des aliments et boissons a atteint 11 660 000 000 \$, en hausse de 6 % par rapport à 1986. Cette augmentation constitue un fort redressement en regard des dernières années. En 1987, les ventes au détail des magasins d'alimentation se sont chiffrées par 10 500 000 000 \$ et se sont accrues de 11 % par rapport à l'année précédente.

Pour ce qui est du secteur des exportations, la valeur des produits agro-alimentaires exportés pour les trois premiers trimestres de 1987 affiche une baisse de 3,9 % en regard de celle obtenue pour la même période en 1986. La forte concurrence qui prévaut sur les marchés mondiaux est à l'origine de cette situation. Pour ce qui est du secteur de la restauration, celui-ci a connu une hausse substantielle de 9,5 % de ses recettes qui ont atteint 3 400 000 000 \$ en 1987.

Pour l'ensemble du secteur agro-alimentaire québécois, j'estime qu'il y a lieu d'être fier de la performance de chacun des grands secteurs, soit le primaire, le secondaire et le tertiaire. De plus, sans la collaboration de chaque travailleuse et travailleur qui oeuvre aux divers maillons de la chaîne agro-alimentaire, je crois que ces résultats n'auraient pu être atteints. C'est pourquoi, afin de poursuivre notre objectif de consolidation de nos entreprises, il faut agir de manière concertée pour faire face au défi d'une concurrence de plus en plus forte. L'agriculture québécoise, en 1988, continuera de composer avec les grandes tendances de l'économie agricole nord-américaine. Tout en affirmant ses propres caractéristiques, l'évolution du taux de change aura sans nul doute un effet déterminant sur les performances de ce secteur économique. Il est à prévoir que les entreprises oeuvrant dans le secteur de production animale bénéficieront de la stabilité anticipée du prix des céréales en 1988. Comme la production animale représente 75 % des revenus du secteur agro-alimentaire québécois, il va sans dire que l'économie agricole québécoise sera, d'une certaine manière, favorisée évidemment par la stabilité des prix de cette denrée.

Le volume global de production du secteur agricole pourrait augmenter de 3 %. Cette année, les prix devant suivre la tendance inverse, il est à prévoir que les recettes monétaires provenant de la vente de produits agricoles, excluant tout paiement gouvernemental, devraient demeurer stables. Cependant, la hausse anticipée des dépenses d'exploitation fera en sorte que le revenu net réalisé pourrait diminuer de 8,9 % en 1988, malgré la stabilité des revenus bruts.

Après quelques années de bonne santé financière, les entreprises liées aux productions animales telles que la volaille et le porc expérimenteront très probablement une baisse de leur marge bénéficiaire. Il est prévu que les revenus provenant du boeuf, du porc, des ovins, des fruits et des pommes de terre connaîtront des diminutions et, à l'inverse, les revenus provenant du lait, de l'aviculture et de la majorité des produits horticoles sont susceptibles de s'accroître en 1988. En somme, le secteur agro-alimentaire québécois sera de nouveau sensible aux grandes tendances des économies nord-américaines et mondiales.

Si on fait référence, maintenant, à l'action du MAPAQ en 1987-1988, en regard de ses performances et en regard de ce développement de l'agro-alimentaire québécois, on doit dire que le MAPAQ doit continuer à assurer avec vigueur le rôle de leadership qu'il a à assumer dans le secteur de l'agro-alimentaire au Québec. À cette fin, on se le rappellera, différentes interventions d'envergure ont été prises. L'une d'entre elles est certainement la réforme du financement agricole qui est un instrument privilégié de développement pour notre gouvernement.

À la suite d'importantes consultations de tous les intervenants, une réforme majeure du crédit agricole a été entreprise et s'est concrétisée par l'adoption du projet de loi 46 par l'Assemblée nationale. Celui-ci contient toute une série de mesures visant à adapter le régime québécois du crédit agricole à l'agriculture d'aujourd'hui. Afin d'améliorer le service à la clientèle et de simplifier l'administration, les huit lois ont été remplacées par une seule. Il en résulte une réduction substantielle du nombre de formulaires et de procédures.

À la demande des principaux intervenants, un comité de révision des demandes faisant problème, composé majoritairement de personnes possédant une expérience pratique dans le domaine agricole, sera créé afin de réexaminer les décisions de l'office. Le bureau de direction de l'office a été élargi de façon à ajouter deux représentants du milieu agricole. Ce dernier sera donc impliqué davantage dans la gestion des programmes de financement agricole. La réforme proposée devrait également améliorer substantiellement les programmes existants. Ainsi, le montant maximal d'un prêt global, à l'exclusion d'une ouverture de crédit, sera porté à 800 000 \$ et pourra, en fonction des besoins de l'entreprise, se répartir en tranches utilisables à des

fins de financement à court, moyen et long terme, compte tenu des garanties offertes.

Des modifications sont également apportées au mode de versements que l'on veut plus souple. Ainsi, la durée des prêts est ramenée sur 30 ans au maximum. De plus, la marge de crédit sera portée à 200 000 \$ sauf pour les productrices et les producteurs de bovins d'engraissement et de céréales qui conservent leur marge à 500 000 \$. La réforme du financement agricole comprend plusieurs nouvelles mesures pour faciliter l'établissement. Ainsi, la formation académique des candidats sera prise en considération dans la détermination et la bonification d'intérêts pouvant atteindre 50 % du taux d'intérêt sur les premiers 200 000 \$ empruntés. Le concept d'aspirant agriculteur a été renforcé pour permettre le versement de la subvention dès la première année d'implantation.

Afin de mieux vous présenter les avantages de ces nouvelles règles d'aide à l'établissement, je vous propose ici un exemple de cas type d'établissement de jeunes agriculteurs. Considérons ici un jeune producteur horticole de la région de Saint-Hyacinthe qui, à 25 ans, détient un diplôme d'études collégiales, un DEC agricole de l'ITA, du même endroit ou encore de La Pocatière et qui acquiert la ferme familiale, dont l'actif est de 251 000 \$, au moyen d'un prêt agricole à long terme de 147 000 \$. Selon les règles prévalant avant la réforme, ce genre d'agriculteur bénéficie pour son prêt d'une subvention d'intérêt de 4390 \$ la première année et totalisant 21 096 \$ les cinq premières années d'exploitation. En vertu de la Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs, il a droit aussi à un prêt sans intérêt de 50 000 \$ qui comporte une subvention d'intérêt de 3184 \$ la première année et de 16 743 \$ pour les premiers cinq ans.

Au total, cela lui fait, à ce jeune homme, à cette jeune fille, une aide de 37 839 \$ pour les premiers cinq ans. Maintenant, si on applique les nouvelles règles proposées, ce jeune agriculteur recevra une subvention d'intérêt de 10 244 \$ la première année, qui totalisera après cinq ans 35 454 \$. De plus, il obtiendra une subvention d'établissement de 15 000 \$ durant la première année d'exploitation avec ces nouvelles règles. L'aide totale reçue par ce jeune producteur horticole pour les cinq premières années d'exploitation de son établissement serait donc de 50 454 \$, soit 33 % de plus que celle qu'il aurait normalement reçue avant la réforme de l'aide à l'établissement qu'on a apportée comme gouvernement.

De plus, afin d'éliminer toute forme de discrimination, les femmes pourront profiter d'un nouveau concept d'établissement. Ainsi, il est maintenant possible d'emprunter pour l'achat d'une terre, même si l'on ne possède aucun bâtiment, aucune machinerie, pour autant qu'une ferme d'encadrement assure par contrat la réalisation des travaux ou la fourniture des

biens. Il est maintenant possible également, dans le cadre de la nouvelle loi, de considérer comme un prêt, un solde de prix de la vente d'une entreprise agricole effectuée par un producteur ou une productrice, en faveur d'une personne admissible à un prêt. Cette mesure est susceptible de faciliter la retraite des exploitants au profit de leurs enfants avec l'assurance d'une garantie de remboursement au même titre qu'une institution financière.

(17 h 15)

En ce qui concerne les activités courantes de l'office, au cours de la dernière année, la bonne performance du secteur agricole s'est fait sentir sur la demande de crédit. En effet, le volume des prêts à long terme s'est accru de 26 % et celui des prêts à moyen terme de 15 %, pour atteindre 159 000 000 \$ et 106 000 000 \$, respectivement. La confiance des agriculteurs dans les perspectives de développement les incite à investir pour accroître leur productivité.

Pour ce qui est des programmes d'assurance agricole, on a également fait notre boulot et ces programmes ont fait l'objet d'une attention particulière. La priorité a été accordée au redressement de la situation financière de la Régie des assurances agricoles en ce qui concerne le fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles. L'accroissement des contributions et diverses mesures administratives ont permis d'améliorer la situation. C'est ainsi que le déficit prévu de 470 000 000 \$ à la fin de 1988, quand j'ai pris charge du ministère, va être ramenée 100 000 000 \$.

Plusieurs programmes ont été bonifiés à la suite des suggestions du comité consultatif formé sur Cassurance-stabilisation et on peut indiquer que parmi les principales modifications, on doit noter, dis-je, l'abolition des certificats d'abattage afin de faire profiter les producteurs de bœuf de meilleurs prix. C'était demandé, c'était souhaité. La mise en place d'un régime spécifique pour le veau de lait et le veau de grain, parce que, comme on le sait, ces deux régimes qui étaient fondus en un seul antérieurement, démontraient un peu d'inéquité pour certains producteurs. L'établissement du prix de vente du maïs-grain en fonction de la moyenne ayant prévalu au Québec et non à partir du prix Montréal-camion, c'est-à-dire la valeur du maïs au port de Montréal, qui implique, évidemment, une prise en compte d'un prix plus juste pour les producteurs donc, évidemment, un régime de sécurité du revenu beaucoup plus adéquat, beaucoup plus sécurisant, quoi! Les mesures de correction ont produit les effets anticipés, de sorte qu'il est possible de fixer les cotisations à un niveau plus bas et ainsi de diminuer la charge supportée par les producteurs.

Le ministère a, de plus, procédé à une réforme en profondeur de ses programmes d'aide aux productrices et producteurs agricoles, en collaboration là aussi avec ses partenaires. Elle est en opération depuis avril 1987. Consolidation



et productivité sont les leitmotivs des nouveaux programmes. L'établissement du critère de jugement professionnel constitue pour le personnel du ministère chargé de les appliquer un acquis important. Désormais, le professionnel responsable d'un dossier doit porter un jugement et n'est plus prisonnier d'un ensemble de règles administratives lourdes et difficiles à adapter à chaque cas. Les procédures ont été réduites au minimum pour s'assurer d'une *cohérence* d'ensemble. L'accueil, tant par la clientèle que par le personnel du ministère, a assuré son succès. Des ajustements ont été apportés pour tenir compte de l'expérience de la première année d'activité et je reviendrai plus en détail quand je vous ferai part des orientations pour 1988-1989.

On a eu aussi, au cours de cette année, à se consacrer à la relance de l'industrie de l'élevage et des courses de chevaux. Afin de soutenir la relance de l'industrie de l'élevage et des courses de chevaux, des actions majeures ont été entreprises. Le projet de loi 89 a permis une rationalisation des différentes interventions par les organismes gouvernementaux. La nouvelle Commission de courses de chevaux du Québec, créée par cette loi, reprend en effet, les mandats de contrôle et de surveillance de cette industrie, mais elle se voit aussi confier d'importantes responsabilités en termes de restructuration du secteur.

Un plan d'action a également été mis en oeuvre pour assurer le développement de l'industrie sous la responsabilité de la commission. Ses principaux volets sont une augmentation de 1 800 000 \$ des bourses attribuées aux chevaux gagnants dès 1988-1989, un plan de cinq ans pour la modernisation des hippodromes avec un budget de 25 000 000 \$, l'élaboration d'un plan de marketing et de promotion qui devrait être en vigueur dès avril ou, au plus tard, en mai prochain.

Le ministère, quant à lui, a mis en place un programme de primes aux éleveurs de chevaux performants, auquel 500 000 \$ seront consacrés en 1988-1989. Ce secteur d'activité devrait connaître un dynamisme nouveau au cours des prochaines années et contribuer, évidemment, à sécuriser les milliers et les milliers d'emplois qui en dépendent.

La conservation de la ressource s'est inscrite au centre de nos préoccupations et de nos priorités en 1987-1988. Pour faire face aux nouveaux défis posés par la conservation des ressources sol et eau, le ministère a réalisé plusieurs actions. Un inventaire sur le degré de dégradation des sols a été préparé pour être en mesure de poser le diagnostic le plus précis possible. La mise en oeuvre d'un programme de recherche et de transfert technologique a également été amorcé afin de transmettre aux producteurs les connaissances nécessaires pour répondre adéquatement à cette nouvelle situation.

De plus, pour contrer, de façon efficace, les problèmes reliés à l'assainissement des eaux en

milieu agricole, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et celui de l'Environnement ont uni leurs efforts pour mettre sur pied un programme commun d'intervention de la gestion des fumiers. Ce programme entraînera des investissements de 500 000 000 \$ soit 536 000 000 \$, selon nos estimations, dont 338 000 000 \$ de la part du gouvernement du Québec, sur une période de dix ans. Il comprend un important volet concernant l'aide financière, l'entreposage, la mise en place d'organismes de gestion des surplus de fumier, achat d'équipements d'épandage en postémurgence et crédits à l'investissement pour ceux qui ont déjà fait de tels investissements.

Un programme novateur a été mis en place par le ministère pour soutenir la dynamisation du secondaire. La mise en place du programme Innovations marque une étape importante dans la stratégie du ministère visant à dynamiser le secteur secondaire, à l'aider, à le soutenir, à faire en sorte qu'il puisse se développer avec encore plus d'air dans les poumons. Ce programme vise, en quelque sorte, à assurer un meilleur positionnement des produits du Québec.

Ce nouveau volet du programme d'aide aux entreprises a pour objectif d'assurer une plus grande transformation des produits de base et l'adaptation de la production à l'évolution mondiale des besoins alimentaires. Les axes d'intervention privilégiés par cette composante du programme sont, premièrement, l'amélioration de la gestion de nos entreprises; deuxièmement, l'aide au financement de projets d'investissement à fort impact sectoriel; troisièmement, l'aide à l'implantation d'un système de gestion de la qualité; et, quatrièmement, le soutien à l'entrepreneuriat.

Il est hautement significatif de constater que, depuis sa création, treize entreprises oeuvrant dans la transformation se sont vu accorder une aide de plus de 2 000 000 \$ dans le cadre de ce programme pour la réalisation de projets qui devraient générer quelque 10 000 000 \$ d'investissements. À cet égard, dans le cadre de la nouvelle stratégie en agro-alimentaire Innovations, un nouveau volet sur la commercialisation des produits agricoles et alimentaires a été prévu. Cet aspect du programme vise à aider individuellement et collectivement les exploitants agricoles, les conditionneurs, les transformateurs de produits alimentaires de même que les intervenants du secteur de la distribution alimentaire au Québec à développer et à améliorer la fonction commercialisation au sein de leur entreprise. Cette nouvelle mesure contribuera à favoriser l'adaptation des secteurs agricole et alimentaire québécois aux difficiles et nombreuses exigences des marchés nationaux et internationaux.

Ce nouveau volet du programme Innovations, même s'il est jeune, même s'il a commencé seulement en août dernier, a déjà répondu favorablement aux besoins de 40 entreprises ou

organismes qui se sont partagé plus de 1 000 000 \$ et ont généré quelque 3 500 000 \$ d'investissements. La majeure partie de cet argent a été utilisée à la promotion de nos produits de même qu'à la réalisation d'études de marché. Par exemple, le ministère s'est impliqué dans diverses manifestations tenues lors de la Semaine internationale de l'agriculture et de l'alimentation en 1987, à Expo-Québec, Rendez-vous 87, salon Rest-Hôte, et du Super-Salon de l'alimentation.

L'accès aux grands réseaux de distribution est évidemment au centre de nos priorités et de nos préoccupations. Afin de faciliter l'accès aux grands réseaux de distribution, un groupe de relations commerciales a été mis sur pied pour promouvoir les produits agro-alimentaires québécois auprès des grandes chaînes d'alimentation et de restauration au Québec. Ce groupe a également reçu le mandat de tisser des liens réguliers auprès des institutions et autres groupes cibles afin d'influencer leurs décisions d'achat.

Je tiens à mentionner que j'ai personnellement rencontré les présidents et les membres de la haute direction des quatre grandes chaînes d'alimentation du Québec, ainsi que trois des plus importantes chaînes de restauration afin de les sensibiliser à l'importance de la production québécoise et de la qualité de nos produits ainsi que de la capacité de nos entreprises de transformation de leur fournir les produits dont ils ont besoin. De plus, l'organisation de rencontres entre acheteurs, producteurs et transformateurs a permis à des entreprises québécoises d'obtenir de nouveaux contrats. Qu'il suffise de se référer à Bexel qui produit maintenant 1 500 000 \$ de croquettes de poulet et 3 000 000 \$ de poulet en morceaux pour Scott's Restaurant, qui est la compagnie qui gère les restaurants Kentucky.

L'excellence promue à l'étranger. Comme on le sait, notre principal terme de référence lorsqu'on parle de notre promotion, c'est de mettre en valeur l'excellence de nos produits. Cette excellence, nous voulons la vendre à l'étranger. Chez nous, le ministère peut désormais appuyer énergiquement les efforts déployés depuis de nombreuses années par les intervenants québécois de l'agro-alimentaire et des pêches dans cette recherche de nouveaux marchés, grâce à l'embauche de sept attachés commerciaux oeuvrant à l'étranger, dans les villes qui présentent le plus d'intérêt dans le domaine agro-alimentaire, qui sont stratégiquement bien placées, soit New York, Boston, Chicago, Toronto, Tokyo, Caracas et Londres. La promotion effectuée sur les marchés étrangers fut intensive en 1987-1988. C'est ainsi que 85 entreprises ont reçu un support du ministère pour participer à des événements promotionnels à l'extérieur du Québec. Ces efforts de pénétration furent appuyés par la réalisation de 25 missions québécoises à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Europe, en Afrique, en Chine et au Japon. De plus, le Québec a été l'hôte de 32 missions

étrangères au cours de la même période.

D'autres initiatives du MAPAQ se sont traduites par des résultats concrets sur le terrain. Ainsi la mise en place du programme intégré de développement de la culture du soja qui comprend plusieurs volets pour en couvrir les divers aspects, recherche, aide à la production, transfert technologique et aide à la transformation, a permis de soutenir la croissance de la production qui est passée de 10 000 tonnes métriques en 1986 à 19 500 tonnes métriques en 1987, soit presque 100 % d'augmentation pour cette production.

Dans le secteur des cultures abritées, le ministère s'est impliqué dans quatre importants projets de culture sous serre qui ont généré des investissements de plus de 9 000 000 \$ et la création d'une cinquantaine d'emplois, particulièrement en régions, que ce soit dans les Cantons de l'Est, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans la région des Laurentides au nord de Montréal. Près de sept nouveaux hectares de culture sous serre sont donc ainsi en production ce qui a permis de réduire sensiblement la dépendance du Québec envers les marchés extérieurs pour son approvisionnement en tomates, en concombres, en poivrons et en laitue en feuilles. La mise en place de nouvelles technologies de pointe a également permis d'améliorer la qualité de la production tout en optimisant les rendements.

J'ai indiqué à plusieurs reprises devant cette commission l'importance de la recherche. Parce que la recherche, pour nous et pour moi, constitue la clé du développement pour les prochaines années. Ainsi, pour s'attaquer de façon efficace à des problèmes comme celui du dépérissement des érables, le Centre de recherche en acériculture a commencé ses opérations et onze projets de recherche ont été amorcés. Ceux-ci se répartissent en trois grandes volets. Le premier consiste dans l'étude de la nature et des causes de dépérissement afin de déterminer l'impact de la pollution sur les érables. Le deuxième est orienté vers la détermination d'outils, l'établissement d'outils de diagnostic précoce et quantitatif de dépérissement de façon à pouvoir identifier rapidement les érables qui sont atteints. Enfin, le troisième volet est axé sur le traitement, en particulier l'impact de la fertilisation potassique sur le dépérissement et la qualité de la production et les incidences de la micro-injection de substances régulatrices de croissance. Ces travaux vont se poursuivre en 1988-1989.

La signature de deux ententes de concertation et d'un contrat de recherche au montant de 1 200 000 \$ avec l'Université Laval illustre également la volonté d'accroître l'effort de recherche. En effet, ces ententes portent sur le partage d'équipement de recherche et l'encadrement d'étudiants par le personnel du ministère. Ce contrat de recherche assure des fonds sur une base stable aux chercheurs universitaires qui participent à l'atteinte des objectifs gouver-

nementaux. Les deux parties y trouvent donc leur compte. Le ministère s'est également associé à l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe pour intensifier la recherche en santé animale par un contrat de recherche de 1 100 000 \$ sur une période de trois ans, dont 350 000 \$ ont été affectés en 1987-1988.

De plus, la composition du Conseil de recherche en agriculture, le CORPAQ, a été élargie pour faire de la place aux représentants de nos clientèles. Également, deux nouveaux conseils ont été créés, l'un en économie et gestion agricole et l'autre dans le secteur des pêches. Des spécialistes de ces deux secteurs ont ainsi un lieu pour échanger et formuler des recommandations au ministère et on souhaite que cela devienne un carrefour susceptible de créer le plus d'interactions, finalement, entre leurs attentes et les intentions et les actions du ministère que je dirige.

Notre ministère a évidemment aussi le mandat et une responsabilité à l'égard de la protection des consommateurs et des consommatrices via, particulièrement, notre "sous-ministériat" à la qualité des aliments. Afin d'assurer une meilleure protection des consommateurs et des consommatrices, plusieurs mesures ont été prises. Parmi celles-ci signalons une présence et une disponibilité plus grandes des services d'inspection dans les établissements de consommation et de vente au détail afin de mieux protéger les consommateurs. Et je réfère évidemment à leur présence systématique les fins de semaine. De plus, l'entrée en vigueur du règlement sur les prémélanges médicamenteux et les aliments médicamenteux destinés aux animaux a permis de mieux protéger les consommateurs contre les risques de résidus dans les aliments et d'améliorer finalement la thérapie animale. (17 h 30)

La nouvelle réglementation sur la coloration de la margarine s'inscrit également dans notre volonté de mieux protéger les consommateurs tout comme, évidemment, les lois qui ont été adoptées par l'Assemblée nationale en 1987 nous permettent de mieux sécuriser consommateurs et consommatrices. Je réfère évidemment à la Loi sur les produits laitiers et la Loi sur les produits agricoles qui permettent maintenant au ministre de l'Agriculture d'intervenir.

On se rappellera que, dans le passé, s'il y avait des cas problèmes dans un établissement de produits laitiers ou encore dans un autre établissement traitant tout produit agricole, on avait le droit de recourir à des saisies de matériel mais on n'avait pas le droit, sauf si on avait une ratification de la part des tribunaux pour ordonner la cessation d'une activité susceptible de mettre en danger la santé du public. Or, en vertu des lois adoptées en 1987, on a maintenant ce pouvoir qui nous permet d'agir, encore une fois, toujours dans la perspective de mieux protéger nos consommateurs.

Différentes autres mesures sont venues

appuyer les efforts des intervenants du secteur. Parmi celles-ci, on doit signaler l'inclusion des ovins au régime volontaire de médecine vétérinaire. C'était attendu, désiré. C'est maintenant un acquis. Les modifications apportées à la Loi sur les terres publiques agricoles visent à réduire les délais de traitement des demandes et de délivrance des lettres patentes et la liquidation à moyen terme de l'ancien régime des terres de colonisation.

Je dois aussi référer à l'implication des laiteries du Québec pour plus de 5 600 000 \$ dans le financement du programme Lait-école pour une période de trois ans, ce qui nous permet de récupérer des sommes et évidemment de les affecter dans d'autres secteurs. Quand on verra tantôt une augmentation substantielle des crédits qui nous sont alloués par rapport aux dépenses de l'année dernière pour les transferts et la production agricole, qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Cela veut dire qu'on est maintenant capables de faire plus avec les mêmes sommes et on est même capables de faire plus dans certains cas avec un peu moins.

Je dois aussi référer au renouvellement de l'entente avec l'Association des médecins vétérinaires concernant le programme d'amélioration de la santé animale au Québec qui a été signée il y a quelques semaines et qui nous permet de maintenir un programme aussi pertinent, aussi performant auprès de nos agriculteurs et de nos agricultrices.

Ce bilan trop bref des actions entreprises au cours des derniers mois indique bien l'ampleur de la tâche accomplie grâce à l'effort soutenu de l'ensemble des employés du ministère et des partenaires concernés. Mme la Présidente, en terminant, si on réfère pendant quelques minutes à nos orientations pour 1988-1989, on doit établir que les crédits du ministère pour l'exercice 1988-1989 s'établissent à 561 000 000 \$ en hausse de 3,3 % par rapport aux dépenses probables de 1987-1988 qui sont de 543 100 000 \$.

Je suis particulièrement fier de signaler que les crédits périmés - cela est important parce que vous savez que c'est bien beau de voir des crédits votés mais encore faut-il voir jusqu'où ces crédits votés ont été dépensés - je suis fier de signaler que les crédits périmés atteindront en 1987-1988 le seuil le plus bas des dix dernières années, soit moins de 3 %. Il s'agit là d'une preuve de la rigueur administrative qui règne maintenant au ministère et de la volonté très claire qui nous anime chez nous de dépenser, de transférer aux producteurs ou encore à leur bénéfice, les sommes votées par l'Assemblée nationale et non pas en retourner, comme cela a déjà été le cas, jusqu'à près de 11 % au Trésor public en fin d'année.

L'évolution de la croissance des crédits s'explique principalement par une diminution importante des besoins anticipés de la Régie des assurances agricoles. On prévoit 29 400 000 \$ de diminution de leurs besoins anticipés, ce qui

représente 17 %. En effet, dans la majorité des régimes d'assurance-stabilisation, on observe une diminution des taux de cotisation, sauf le régime céréales qui accuse une hausse.

La contribution gouvernementale étant les deux tiers de la prime, toute baisse de celle-ci représente évidemment des économies pour la régie. Cette situation a été rendue possible par l'assainissement de la situation financière de la régie dont le déficit a été ramené à un niveau acceptable comme j'ai eu l'occasion de le signaler précédemment. Les producteurs bénéficient également de ces baisses des taux de cotisation.

Pour sa part, le programme de financement agricole connaît une croissance importante: 15,7 % pour atteindre 120 000 000 \$. Cette augmentation s'explique par les besoins de liquidité du fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, une addition de 7 200 000 \$ au programme de subventions à l'établissement, et les ajustements qui sont dus aussi aux fluctuations des taux d'intérêt. L'importance des sommes consacrées au financement agricole indique bien qu'il s'agit pour notre gouvernement, pour nos députés, pour moi comme ministre d'un instrument clé du développement agricole.

L'aide à la production agricole va connaître également une augmentation très appréciable: 14,8 % pour atteindre 96 000 000 \$ cette année. L'aide au développement de l'horticulture et du soja, la promotion de la formation agricole, les clubs de production agricole, l'aide au développement régional parce qu'on en fait une priorité, la conservation et la gestion des sols ainsi que le transfert de technologies en conservation des sols sont les activités pour lesquelles les hausses de crédit sont les plus importantes. Le drainage souterrain et l'aménagement des cours d'eau municipaux connaissent également une croissance appréciable.

Dans le domaine de la commercialisation des produits agro-alimentaires, les programmes d'aide aux entreprises du secteur bio-alimentaire et de développement de la commercialisation des produits agricoles et alimentaires québécois connaissent les augmentations les plus significatives. La recherche bénéficiera également de ressources additionnelles pour atteindre 27 600 000 \$, en hausse de 5 %. Les crédits consacrés aux contrats de recherche avec l'Université Laval, à la recherche en acériculture et à l'innovation technologique connaîtront les augmentations les plus importantes.

Les dépenses de transfert pour le secteur agriculture vont représenter 65 % des dépenses totales malgré la baisse importante enregistrée dans le programme de stabilisation des revenus. D'ailleurs, les dépenses de transfert du secteur agricole, si on ne tient pas compte des crédits de la Régie des assurances agricoles reliés à des facteurs conjoncturels, on en convient, augmentent de 12,7 %, passant de 203 000 000 \$, en 1987-1988, à 229 000 000 \$ en 1988-1989.

L'effort de rationalisation des dépenses de

fonctionnement entrepris au cours des deux dernières années a porté fruit. L'essentiel des ressources du ministère est consacré à de l'aide financière directe aux différents intervenants du milieu. Les interventions du ministère pour 1988-1989 s'articulent donc autour de six grandes orientations d'action qui se traduisent par des modifications ou des ajustements aux politiques, programmes ou encore à nos façons de faire. Les besoins changent, le ministère doit s'adapter aux nouvelles réalités. La consolidation, la bonification et la promotion des programmes de transfert relatifs à la production, à la commercialisation et à la transformation constituent une première orientation. Ainsi, de nouvelles approches ont été mises en place au cours des deux dernières années, tant en ce qui concerne l'aide aux producteurs et aux productrices agricoles que celle aux entreprises de transformation et de distribution. Il faut s'assurer que ces programmes répondent aux besoins des clientèles visées et que la promotion en est faite adéquatement.

En ce qui concerne, par exemple, l'aide à la production, plusieurs modifications ont été apportées cette année pour tenir compte de l'expérience de la première année, à la suite de l'annonce de la réforme des programmes en avril 1987. J'avais indiqué à ce moment-là qu'on n'avait pas la prétention d'être infaillibles et que, si besoin était, on serait là pour modifier nos programmes. C'est ainsi que j'aime signaler l'ajout de l'admissibilité des plans de drainage de surface au programme de conservation et d'amélioration des ressources sur les sols, en y allant maintenant avec des méthodes au laser, la possibilité dans le cadre de la lutte contre l'érosion et le transport de la pierre à chaux de profiter d'une aide maximum de 2500 \$ pour chacun de ces domaines comparativement à 2500 \$ pour les deux l'année dernière, l'ouverture à toutes les régions du volet concernant la lutte à l'érosion. On se rappellera que, l'année dernière, c'était limité à seulement trois ou quatre régions du Québec, c'est maintenant l'ensemble des régions du Québec qui pourront bénéficier des dispositions contenues dans ce programme.

L'ajout de la fêverole et de la fève blanche aux productions admissibles à l'aide financière pour l'achat d'équipements spécialisés pour la récolte et sa conservation. On sait qu'il s'agit quand même de deux céréales oléagineuses susceptibles de se développer, d'être utiles à développer dans des régions excentriques et, entre autres, dans des régions périphériques, notamment dans des régions comme l'Abitibi, parce que plusieurs régions du Québec ne peuvent développer, par exemple, le soja à cause de l'unité thermique et du facteur de la température. Ce n'est pas partout au Québec qu'on a l'avantage d'avoir des conditions comme celles qui prévalent notamment dans des régions comme celle de Saint-Hyacinthe. Alors, l'ajout de ces deux céréales oléagineuses sera très certainement bien accueilli en termes de modifications à nos

programmes par les producteurs des régions comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Abitibi et la région de Québec.

L'admissibilité des producteurs individuels, et non plus seulement des regroupements d'exploitation, à l'aide offerte, au conditionnement et à la conservation des produits horticoles. Le contact qu'on a voulu très étroit avec les intervenants de ce milieu, les différentes associations ou fédérations nous a convaincus d'apporter des modifications et ce sont les modifications que je me permets de vous annoncer aujourd'hui. L'augmentation des taux de subvention et du montant maximum de l'aide au développement et à la consolidation des cultures abritées, la hausse des maximums en ce qui concerne l'achat d'équipements horticoles et le logement de la main-d'œuvre agricole saisonnière, l'élargissement des critères d'admissibilité en ce qui concerne certaines productions animales, l'ajout de l'élevage caprin, de l'élevage d'oiseaux fermiers reproducteurs et de la pisciculture à l'aide et à l'amélioration de la productivité des élevages. Ces divers ajustements devraient permettre d'atteindre des résultats encore supérieurs.

La diffusion de politiques globales concernant la conservation des ressources, l'établissement en agriculture et l'alimentation va retenir l'attention de façon particulière au cours de la prochaine année. Dans ces trois domaines jugés prioritaires, les interventions du ministère sont nombreuses et nous voulons bien établir et faire connaître le cadre de nos interventions. Des politiques globales ont été ou seront élaborées en collaboration avec les intervenants du milieu. Leur diffusion auprès des clientèles cibles sera prioritaire, compte tenu de l'importance de ces sujets et de la nécessité d'obtenir l'adhésion et la participation du milieu. La politique de conservation des sols et de l'eau que j'ai rendue publique au début d'avril constitue un premier pas dans cette direction. Une autre orientation, c'est de finaliser et de commencer, d'amorcer finalement la mise en application des plans d'intervention intégrés, de développement ou de rentabilisation pour certaines productions. On se rappellera que c'est ce qu'on a fait en arrivant au ministère. On s'est préoccupé de certaines productions qui nous apparaissaient en situation délicate et nous serons en mesure, à compter de cette année, d'amorcer nos interventions visant la rentabilisation de certaines productions.

Une coordination des efforts tant au sein du ministère qu'avec les partenaires externes est nécessaire pour rentabiliser les productions comme le boeuf, le veau de grain et l'ovin en difficulté depuis plusieurs années. Il en va de même pour réaliser le potentiel de production prometteuse comme les cultures abritées, le soja, les céréales pour consommation humaine, l'horticulture ornementale et l'agriculture écologique. C'est pourquoi un coordonnateur a été désigné pour chacune des productions ci-haut identifiées avec la responsabilité de procéder à la consulta-

tion des divers intervenants afin d'en arriver à poser un diagnostic sur l'état de la situation et élaborer concrètement sur le terrain des propositions et des plans d'action bien définis, bien précis.

Cette démarche a été complétée dans le cas de la production ovine et un premier plan de développement sera mis en application au cours des prochains mois. Celui-ci repose sur diverses mesures visant notamment à accroître la productivité par la mise en place d'un réseau d'hybridation. En ce qui concerne l'horticulture ornementale, à la suite de rencontres que nous avons eues avec les intervenants, notamment un genre de mini-sommet interministériel avec les représentants des différentes associations d'horticulture ornementale qui s'est tenu le 31 août dernier, un processus de concertation et un plan d'action ont été enclenchés. La première retombée est la mise en place d'une ligne verte ou une ligne d'information téléphonique à l'intention des consommateurs. La poursuite du processus débouchera à court terme sur un plan d'intervention intégré parce que l'horticulture ornementale, c'est quand même une production qui représente, en chiffres d'affaires au-delà de 500 000 000 \$ annuellement dans notre économie. Nous voulons faire plus et leur fournir davantage de support, davantage d'encadrement et davantage d'aide pour faire en sorte que le Québec soit plus présent finalement dans cette production.

Afin d'assurer une meilleure protection aux producteurs et aux productrices agricoles, des mesures législatives d'importance seront proposées au cours de cette session, soit du printemps ou de l'automne, dans le domaine des garanties de paiement aux producteurs et du droit pour les producteurs d'exercer leur profession. Je dois vous dire que la Loi sur les garanties de paiement devrait être déposée d'ici, non seulement la fin de la session, mais on prévoit être en mesure de l'adopter d'ici la fin de la session du printemps, si c'est là le consentement de l'Assemblée nationale. Concernant l'autre loi, tout me porte à croire qu'elle devrait être déposée avant l'ajournement de nos travaux au printemps pour être adoptée avant la fin de la session à l'automne.

En ce qui concerne les garanties de paiement, des modifications seront proposées à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles. Ces modifications visent, d'une part, à ce que le pouvoir de la Régie des marchés agricoles d'exiger des garanties de solvabilité financière des acheteurs de produits agricoles ne soit plus limité aux secteurs assujettis à des plans conjoints, mais s'étende à tous les acheteurs de produits agricoles. D'autre part, les producteurs, par l'intermédiaire de leur union ou encore de leur fédération, pourront se donner un fonds permettant de les protéger contre les risques additionnels non couverts par les garanties des acheteurs.

Pour assurer l'efficacité de ces mesures, les

producteurs devront continuer d'utiliser les outils déjà à leur disposition, notamment, les pouvoirs prévus au plan conjoint. Dans le secteur plus particulier des bovins, les risques de non-paiement sont actuellement plus élevés. La situation financière précaire de quelques abattoirs explique ce taux de risque supérieur à celui des autres secteurs. Le ministère que je dirige fournira une aide financière à la Fédération des producteurs de bovins, si celle-ci décide d'utiliser le nouvel outil qui sera mis à sa disposition, soit le pouvoir d'exiger des contributions des producteurs pour la création d'un fonds de garantie. J'ai déjà indiqué, à ce moment-là, la volonté du gouvernement de nous y associer financièrement et les échanges que j'ai eus tout récemment encore avec la fédération m'indiquent et me portent à croire que cela va bien aller.

(17 h 45)

Une mesure législative sera également proposée pour assurer la protection du droit des exploitants agricoles d'exercer leur profession. Cette loi vise à empêcher les municipalités d'adopter des réglementations abusives en zones agricoles, à assurer une certaine immunité aux producteurs utilisant de bonnes pratiques agricoles et à permettre une médiation en ce qui concerne les situations conflictuelles entre producteurs et non-producteurs.

Je dois vous dire, Mme la Présidente et M. le député de Lavolette, qu'à cet égard, je suis heureux de constater la venue parmi notre groupe, à titre de vice-président de la commission, du député de Jonquière, qui, j'en suis persuadé, sera en mesure de faire valoir l'intérêt de l'agriculture auprès des municipalités. Très impliqué, comme il l'a été, dans les municipalités au Québec, je compte bien sur le fait qu'il pourra nous donner son appui.

La révision des lois sur la mise en marché. Devant l'importance que prennent les questions relatives à la mise en marché, nous avons enclenché un processus de consultation portant sur les dispositions de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles et sur le rôle que la Régie des marchés agricoles du Québec doit jouer dans le secteur agro-alimentaire. En effet, la Loi sur la mise en marché des produits agricoles date de 1956. Sa dernière refonte remonte à 1974. On comprendra que le monde de l'agro-alimentaire a bien changé depuis cette période et on peut facilement considérer que des amendements visant l'actualisation de ses structures sont maintenant nécessaires. Un groupe de spécialistes a eu la tâche, au cours des derniers mois, d'examiner les représentations des divers groupes invités à se prononcer sur ce dossier et 27 mémoires ont été déposés. Son mandat repose essentiellement sur l'examen de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles en vue de proposer les amendements nécessaires pour que cette loi réponde aux besoins actuels et futurs. Des recommandations me seront soumises très bientôt et on entend évidemment traiter ce

dossier avec diligence, compte tenu des impératifs que commande la situation actuelle dans plusieurs productions en regard de leur mise en marché.

Une autre préoccupation importante de notre équipe, c'est le maintien d'une présence forte et déterminante du Québec aux niveaux national et international. Des représentants du ministère sont présents à toutes les tribunes disponibles; des résultats prometteurs ont été obtenus, que ce soit par l'admissibilité des producteurs du Québec au programme d'aide aux céréaliculteurs ou par l'entente sur les paiements de l'Office de stabilisation des produits agricoles en 1987-1988. Cette nouvelle philosophie a porté fruit dans de nombreux dossiers. Je pourrais référer aux 34 000 000 \$ d'aide aux producteurs de céréales; on pourrait référer à l'entente sur les paiements de l'Office de stabilisation des prêts agricoles qui nous a rapporté 30 000 000 \$. Il en reste beaucoup à faire à cet égard. Beaucoup de chemin reste à faire et les prochaines semaines vont très certainement démontrer le message très clair, la volonté très ferme du gouvernement du Québec de s'associer à une démarche de regroupement des intervenants du Québec visant à faire en sorte que le fédéral puisse agir avec davantage d'équité et de justice pour l'agriculture et l'agro-alimentaire québécois.

Plusieurs dossiers feront donc l'objet de représentations fortes et vigoureuses de ma part auprès du gouvernement fédéral. Parmi ceux-ci il y a l'intention du gouvernement fédéral d'abolir le double prix du blé de consommation humaine. On sait que cette abolition aura un impact très important chez nos productrices et nos producteurs du Québec qui se sont inscrits dans cette production depuis quelques années. Lorsque nous sommes arrivés au ministère, c'était un peu plus de 15 000 tonnes de céréales pour consommation humaine qui étaient produites. L'année dernière, cela aurait été près de 80 000 tonnes ou un peu plus. Alors qu'on est en plein développement, que c'est une production qui va bien, qui est intéressante et qui est motivante, le gouvernement fédéral s'apprête, par l'abolition du double prix du blé, à mettre en péril cette production. C'est ce pourquoi le gouvernement du Québec a accordé entièrement son appui. J'ai personnellement appuyé cette démarche et ces revendications du regroupement des intervenants des provinces de l'Est du Canada.

J'accorderai également une grande attention à l'importante question des négociations commerciales canado-américaines. De façon spécifique, le Québec a obtenu que l'article 11 des accords du GATT soit maintenu, de manière à sécuriser nos plans nationaux contre les importations massives de surplus de nos amis du Sud. Concrètement, cela s'est traduit par l'inclusion du yogourt, de la crème glacée et d'autres produits laitiers sur la liste des produits protégés. Le Québec a été et demeure actif dans ce dossier afin de protéger

les acquis des agriculteurs.

Pour nous, il est essentiel que le gouvernement fédéral démontre clairement sa bonne foi et ajoute à la liste de ses produits protégés les oeufs d'incubation et les produits transformés de la volaille, par exemple. Dernièrement, il proclamait la mise en place d'un plan national de commercialisation de la pomme de terre. Ce plan est insuffisant quant aux moyens pour devenir vraiment fonctionnel. Il est nécessaire de lui donner plus de dents, entre autres, par l'imposition de quotas d'importation. Les interventions du gouvernement fédéral dans le soutien et le développement de l'agro-alimentaire canadien sont de plus en plus importantes et de nature à influencer les performances économiques de ce secteur. Mais, pour le Québec, les dépenses fédérales sont à la fois inéquitables et insuffisantes. En effet, les dépenses fédérales au Québec sont, en termes relatifs, de plus en plus faibles et on constate, depuis 1982-1983, que le bilan des interventions fédérales est négatif de 844 000 000 \$. Je ne dis pas pour autant qu'il nous doit 844 000 000 \$, mais si on voulait tracer un portrait de la part du gouvernement fédéral dans le revenu des agriculteurs dans l'Ouest et faire de même au Québec, toutes proportions gardées, c'est 844 000 000 \$ qui auraient pu être versés.

En fait, la part relative du budget fédéral dépensé au Québec est en chute libre, passant de 13,6 % en 1982 à 7,7 % en 1987-1988, soit un peu moins que la moitié de la part du Québec dans le secteur agricole canadien, qui est de 15,6 %. Conséquemment, afin d'offrir aux producteurs agricoles du Québec un niveau de soutien équivalent, le ministère doit lui consacrer des ressources financières substantiellement supérieures pour compenser le manque à dépenser du fédéral. Le ministère ne peut plus continuer à assumer seul le soutien de l'agro-alimentaire. À titre de ministre responsable de ce secteur, il est de mon devoir d'inviter tous les intervenants de l'agro-alimentaire québécois à exiger une politique fédérale plus équitable et neutre au plan national. Pour ma part, j'entends faire de ce dossier l'une de mes priorités au cours de la prochaine année et entreprendre, avec les intervenants québécois intéressés, les démarches nécessaires auprès des ministres fédéraux concernés.

En conclusion, l'année 1987-1988 a été marquée par des réalisations importantes dans le secteur agro-alimentaire du Québec, et il en sera de même au cours de l'année qui commence. À cette fin, évidemment, je compte sur la collaboration des membres de l'Assemblée nationale. Merci.

**La Présidente (Mme Dionne):** Merci M. le ministre M. le député de Laviolette.

**M. Jolivet:** Mme la Présidente, compte tenu de l'heure, étant donné qu'on a perdu un quart

d'heure, je préférerais le reprendre immédiatement plutôt que de le reprendre ce soir, à 11 h 15, après trois heures de travail. On aura un temps de repos entre les deux, on pourrait peut-être continuer jusqu'à 18 h 15 ou 18 h 20.

**La Présidente (Mme Dionne):** Est-ce qu'il y a consentement? Consentement.

**M. Jean-Pierre Jolivet**

**M. Jolivet:** Merci, Mme la Présidente. D'abord, permettez-moi de dire à tous ceux qui sont à cette table, aussi bien aux représentants du cabinet du ministre qu'aux employés des ministères et des organismes, que nous sommes heureux de les voir ici aujourd'hui. Nous aurons l'occasion de reprendre la deuxième partie du discours du ministre, qui n'a pas été prononcée, par les questions que nous aurons à lui poser.

Le ministre a parlé, pendant près de 50 minutes, des sujets qui faisaient son affaire, mais il a passé beaucoup de choses sous silence, qui soulèvent beaucoup de questions. Hier, j'étais dans la région de Roberval et j'ai eu l'occasion de prendre connaissance des problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs de façon quotidienne, que ce soit dans le contexte du libre-échange ou dans l'ensemble des programmes du ministère qui ont été refondus ou dans les programmes de financement pour la relève et pour ceux qui travaillent dans le secteur de l'agriculture.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'entreprends avec vous l'étude des crédits destinés au secteur agro-alimentaire, dans la mesure où cet exercice nous permettra d'avoir un forum de discussion privilégié sur les grandes orientations du ministère et du gouvernement dans un secteur d'activité bien précis, en espérant que le ministre saura, dans la mesure du possible, combler les attentes qu'on peut avoir comme représentants des agriculteurs et agricultrices qui ne sont pas tout à fait d'accord avec les gestes qu'il pose.

Les crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, en excluant le programme 10 qui est destiné aux pêcheries - portons notre attention sur ceux qui nous concernent aujourd'hui - s'élèvent, en 1988, à 538 800 000 \$ par rapport à des dépenses probables de l'ordre de 524 200 000 \$. C'est une croissance de 2,7 % inférieure au taux d'inflation. On verra, dans le discours du ministre, où il la situera dans l'avenir, mais l'indication qu'on a actuellement, c'est qu'il la fixe à environ 4,4 %. Cette croissance relativement faible des crédits destinés à l'agriculture en 1988 est deux fois moins élevée que les dépenses publiques de l'État québécois qui connaissent cette année un taux de croissance de l'ordre de 5,5 %, chiffre qui nous a été fourni par le président du Conseil du trésor.

Cette faible croissance de l'enveloppe de l'État destinée à l'agriculture nous étonne

d'autant plus que, selon le ministre des Finances, le Québec vit actuellement une période de vaches grasses. Excusez l'expression, mais elle est tellement connue, et, de plus, nous parlons actuellement d'agriculture. Par ailleurs, le ministre s'est toujours targué de dépenser au maximum les crédits qui lui étaient alloués par le gouvernement comme il en a fait mention dans son discours tout à l'heure. Il a réussi à obtenir plus de 16 300 000 \$ de crédits périmés nets en 1987. Plus de la moitié de ces crédits périmés, soit 8 200 000 \$, proviennent du programme d'aide à la production agricole. Nous aurons des questions à poser au ministre dans la mesure où nous lui avons dit, à l'époque, que les programmes auraient certaines difficultés de mise en place. Il aura la possibilité de nous donner toutes les indications nécessaires sur ce qui est arrivé à la refonte des programmes.

Donc, le programme 3 du ministère regroupe, pour l'essentiel, les nouveaux programmes mis en place le 1er avril 1987 par la réforme des programmes d'aide du ministère de l'Agriculture. Cette réforme, c'est bon de le rappeler, s'est traduite par une diminution importante, de 70 à 7, du nombre des programmes d'aide à l'intérieur desquels on retrouve une série de volets, une trentaine de volets. À ce moment-là, faut-il conclure des 8 200 000 \$ obtenus en 1987 pour ce programme, que la réforme des programmes d'aide a connu une période de rodage difficile ou encore que l'aide réduite de certains nouveaux programmes, par rapport aux programmes précédents, a eu un effet désincitatif sur les producteurs qui doivent désormais soumettre aux fonctionnaires du ministère un projet pour approbation avant d'obtenir une subvention automatique qui mise sur la responsabilisation des producteurs ainsi que sur leur capacité à évaluer leurs besoins? Nous entendons profiter aujourd'hui du cadre de l'étude des crédits pour amener le ministre à dresser un bilan de cette réforme des programmes d'aide et des efforts menés à l'automne par son sous-ministre à la production et aux affaires régionales pour apporter des correctifs à certains programmes mis en place par la réforme. Ce que les gens nous disent, c'est que nous avons des programmes qui sont restrictifs quant à l'entrée et qui sont moins payants que dans le passé, de telle sorte que, finalement, il y a des effets désincitatifs.

Toujours au chapitre du programme d'aide à la production agricole, qui constitue pour l'essentiel, hormis l'aide au financement agricole, le noyau des efforts du ministère à l'endroit des producteurs qui veulent accroître le rendement de leur culture ou de leur élevage, il faut rappeler que le budget prévu pour 1988 est inférieur de 32 300 000 \$ à celui - faut-il le rappeler? - qui a été dépensé en 1985 alors que nous étions au pouvoir. Il est clair pour nous que la rationalisation des programmes ne doit pas conduire à une diminution de l'aide apportée par

l'État à l'agriculteur québécois ou à l'agriculture québécoise. Une analyse des principaux indicateurs de l'activité économique du secteur agro-alimentaire laisse cependant planer certaines inquiétudes chez les gens concernés, quant aux perspectives de développement de l'agriculture québécoise.

Si on regarde le chapitre des exportations, les statistiques pour les trois premiers trimestres de l'année 1987 laissent entrevoir une baisse de 4 % par rapport à 1986. Cette baisse se chiffrerait à un *montant* de l'ordre de 1 250 000 000 \$ explicable en partie par la diminution marquée des prix du porc. Cette tendance à la baisse des prix du porc, prévue pour les années 1988 et 1989, est sérieusement préoccupante en raison de son impact sur la situation de ce deuxième secteur agricole en importance, représentant 20 % de la valeur de la production agricole du Québec.

La valeur des investissements réalisés dans le secteur agro-alimentaire constitue un bon indice du degré de confiance des intervenants du milieu face aux perspectives de développement de leur secteur d'activité économique. Or, les investissements dans le secteur agro-alimentaire ne cessent de diminuer depuis 1985. Ces investissements ont chuté de plus de 6 % cette année passant de 477 900 000 \$ en 1986 à 449 400 000 \$ en 1987. Et, par rapport à l'année 1985, il s'agit d'une diminution de plus de 15 %, soit 75 000 000 \$ de moins en 1987, avec 449 400 000 \$ en 1987 comparativement à 525 500 000 \$ en 1985. Ce phénomène persistant de diminution des investissements dans le secteur agricole est inquiétant pour les perspectives de développement du secteur agro-alimentaire québécois.

Parallèlement à la diminution des immobilisations, on observe une diminution de plus de 8800 emplois dans le secteur agricole depuis deux ans. Le nombre des emplois, en effet, est passé de 85 100 en 1985 à quelque 76 600 en 1987. Pour nous, il s'agit là d'une donnée qui permet de relativiser la situation actuelle de l'agriculture du Québec qui connaîtra, au dire même du ministre - on a des textes qui l'indiquent - une année difficile en 1988.

(18 heures)

Les négociations portant sur l'accord de libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis ont été sans contredit le dossier majeur en 1987 pour les producteurs et les productrices agricoles du Québec.

L'insertion de la possibilité pour le Canada de recourir à des contingents à l'importation pour certains produits agricoles prévus à l'article 11 des accords du GATT, dans le texte final de l'accord, n'a cependant pas dissipé toutes les craintes légitimes, il faut en convenir, des producteurs et des productrices du Québec, tout d'abord parce que l'article 11 est susceptible d'être aboli lors des prochaines négociations multilatérales des accords du GATT auxquelles le



gouvernement devra apporter une attention prioritaire. On aura l'occasion d'entendre le ministre sur cette question lorsqu'on arrivera à ce sujet, mais les rumeurs sont persistantes. Des rumeurs, qui nous provenaient de l'extérieur du ministère, nous indiquaient même que le ministre, sur toute la question de la libéralisation des échanges avec les États-Unis, pouvait avoir tendance à mettre un pion additionnel auprès du gouvernement canadien en leur disant que s'il n'acceptait pas certaines de leurs revendications, il remettrait même en cause la signature qu'ils ont portée.

On ne sait toujours pas quand le gouvernement fédéral donnera concrètement suite à sa volonté de faire inscrire la crème glacée et le yaourt sur la liste des produits protégés par l'article 11, conformément à l'engagement pris par le ministre Wise, en janvier dernier.

De plus, nous ignorons quelle sera la réaction des États-Unis lorsque le Canada donnera suite à cet engagement de recourir aux dispositions de l'article 11 pour établir des quotas à l'importation pour les produits laitiers.

Des inquiétudes sont toujours présentes dans le secteur des produits transformés de la volaille, notamment sur la mécanique de l'allocation des nouveaux quotas. L'importation massive de poussins américains a provoqué la destruction de quelque 485 poussins au Québec en février dernier.

Dans le secteur des fruits et légumes en conserve, l'industrie québécoise, par suite de l'abolition des tarifs, pourra difficilement concurrencer une industrie américaine bénéficiant d'économies d'échelle et d'avantages climatiques considérables. Nous souhaitons connaître la position du ministre à l'égard de ces secteurs qui seront probablement affectés par l'accord du libre-échange intervenu en décembre dernier entre le Canada et les États-Unis.

Dans le secteur laitier, le différend sur le prix du lait perdure depuis l'ordonnance du Conseil des ministres qui entérinait, le 16 novembre dernier, une entente intervenue entre les producteurs de lait et la Coopérative fédérée de Québec excluant les membres du Conseil de l'industrie laitière du Québec. Le différend porte essentiellement sur la nouvelle grille tarifaire, particulièrement sur le prix plus élevé exigé au secteur privé par rapport aux membres de la Coopérative fédérée de Québec dans la classe 4, utilisée pour la fabrication des fromages spécialisés.

La sécurité d'approvisionnement étant insuffisante pour les classes 3 et 4, cela explique en partie l'opposition du Conseil de l'industrie laitière qui a renoncé à exiger la cassation de l'ordonnance durant les négociations entreprises par le ministre auprès des parties. Or, les négociations dans ce dossier délicat et complexe ont débouché sur une impasse. Le ministre doit envisager la possibilité de soumettre de nouvelles propositions aux intéressés plutôt que de recou-

rir, comme il l'a évoqué, à une loi spéciale.

Une entente négociée est préférable à une solution imposée si l'on veut assurer un climat serein au sein de cette industrie. Nous entendons donc faire le point avec le ministre à la suite de l'échec récent des négociations qu'il a menées avec les intervenants du secteur laitier.

La refonte du financement agricole, quoique globalement positive, aurait pu faire l'objet d'une bonification à certains égards. Nous souhaiterions que le ministre le considère sa décision de ne plus verser de subventions à l'intérêt pour les prêts à moyen terme autorisés par l'Office du crédit agricole, compte tenu que l'on vit des temps de vaches grasses, comme j'aime le rappeler, au dire du ministre des Finances.

**Des voix:** Elles ne sont pas bien grasses.

**M. Jolivet:** Il va falloir que vous ajustiez vos flûtes.

**Une voix:** Oui, oui.

**M. Jolivet:** Nous souhaitons que le ministre apporte des modifications au règlement découlant du projet de loi 46, adopté en décembre dernier. Il faut assouplir l'accessibilité de l'aide à l'établissement liée à une formation agricole au niveau collégial pour les jeunes agriculteurs qui s'engagent, à l'intérieur d'une période donnée, à obtenir cette formation agricole. Le ministre nous a lu, tout à l'heure, les recommandations qu'il a faites. Nous aurons l'occasion d'y revenir et de gruger davantage d'informations dans le contexte aussi où on avait demandé d'être consultés en commission parlementaire sur les règlements. Je n'ai pas vu encore de commission sur les règlements de la loi 46.

**Une voix:**...

**M. Jolivet:** Non. On a eu les règlements, mais on avait demandé, lors de la commission parlementaire sur le projet de loi 46, qu'on puisse être entendu une couple d'heures pour regarder et éplucher avec vous l'ensemble des règlements. Cela a été demandé.

Nous savons qu'au chapitre de la formation agricole, on assiste à une diminution importante des inscriptions au programme collégial de formation en gestion agricole. Compte tenu de l'importance d'une solide formation que requiert la gestion d'une entreprise agricole, il faut mettre en oeuvre diverses mesures incitatives et souples afin de s'assurer que la relève agricole reçoive une formation agricole adaptée à ses besoins. Je réitère au ministre notre proposition à l'effet que la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se donne un mandat d'initiative. On pourra regarder avec nos collègues cette question de la formation agricole pour la relève, mais aussi pour une politique de formation continue pour les producteurs et les

productrices intéressés.

Quant aux fermes d'encadrement, le soutien à celles-ci passe par un concept plus généreux que celui prévu au projet de règlement. Nous nous opposons toujours, et le ministre en est conscient, au projet de loi 49, sur le point d'entrer en vigueur, parce que nous y voyons un geste très clair de désengagement de l'État en matière agricole. En effet, par ce projet de loi, le gouvernement transfère aux producteurs la responsabilité financière des garanties de prêts, assumées par le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, alors qu'un nouveau droit d'assurance de 1,85 %, soit en moyenne près de 2000 \$ sera perçu de tout prêt consenti aux producteurs par l'Office du crédit agricole. On revient à la loi 49 et on continue toujours à affirmer notre opposition.

À juste titre, le président de la Fédération de la relève agricole du Québec, M. Gilles Leduc, a dénoncé le projet de loi 49, et je cite: "Comme une façon discrète de retourner chercher auprès des jeunes les sommes d'argent nouvelles que leur apporte la Loi sur le financement agricole", texte tiré de **La terre de chez nous** du 25 février 1988. En liant l'adoption du projet de loi 49 à l'application de la loi 46 sur le financement agricole, le ministre a non seulement retardé l'entrée en vigueur du projet de loi 46, mais il a aussi, d'après nous, réussi à faire avaler la couleuvre du projet de loi 49 aux producteurs.

Le déficit des régimes d'assurance-stabilisation préoccupe le ministre, et les producteurs en savent quelque chose. Après avoir haussé les cotisations exigées des producteurs pour l'ensemble des productions, le ministre a choisi récemment de hausser les minimums assurables pour être éligibles aux divers régimes d'assurance-stabilisation offerts par le Québec. La plupart des productions couvertes sont soumises, depuis le 31 mars, à de nouveaux minimums qui augmentent considérablement et de façon particulière dans le cas du porc et des céréales. Par cette augmentation, le ministre veut réduire le déficit des fonds de stabilisation, mais au prix de la diversification des entreprises.

La protection du territoire agricole fait l'objet d'un mécontentement croissant chez les fédérations de producteurs de certaines régions, notamment à la suite de la décision de la Commission de protection du territoire agricole qui autorise des demandes de dézonage après les avoir antérieurement refusées à quatre ou cinq reprises. Nous attendons toujours les intentions législatives du ministre à l'égard de la réforme de la Loi sur la protection du territoire agricole promise depuis plus d'un an. Je dois dire ici que j'aurai l'occasion de questionner le ministre à partir de cas précis et à partir du fait qu'on a l'impression que le ministre est en train de se faire déborder par le côté, par les schémas d'aménagement où des territoires sont actuellement dézonés au moyen de l'adoption des schémas d'aménagement.

L'année 1987 a été marquée par un nombre important de faillites d'abattoirs en régions. Ces faillites se sont traduites, dans plusieurs cas, par le non-remboursement de paiements dus à des producteurs. Le ministre a évoqué en septembre dernier le dépôt d'une loi avant la fin de 1987 sur les garanties de paiement de denrées livrées par les producteurs agricoles. Nous arrivons en mai 1988 et le projet de loi n'a pas encore été déposé, alors que bon nombre de producteurs attendent toujours d'être remboursés.

Au-delà de la création de la Commission des courses de chevaux du Québec par le biais du projet de loi 89, le gouvernement en est venu à une entente avec la société Campeau au sujet du maintien de la piste de courses Blue Bonnets à Montréal, après le 30 juin 1988, par la vente des installations à une corporation sans but lucratif, le Jockey Club de Montréal. Le ministre n'a pas fait mention de cette partie difficile tout à l'heure, dans son discours. Or, on apprenait récemment que l'entente intervenue en janvier dernier serait compromise. Selon les porte-parole du Jockey Club, la participation du gouvernement québécois aurait fait l'objet d'une réévaluation à la baisse dans la mesure où la garantie de prêt initial de 44 000 000 \$ n'équivalait plus qu'à 85 % ou 90 % de ce montant, en tenant compte aussi de ce que la SDI dit du dossier. Or, sans cette garantie de prêt de 44 000 000 \$, le Jockey Club ne peut financer l'achat de Blue Bonnets. Nous souhaitons donc que le ministre fasse le point sur les modalités de l'aide du gouvernement du Québec dans ce dossier, au cours des prochaines heures.

Au chapitre des relations fédérales-provinciales, le ministre a certainement effectué récemment une volte-face remarquée et majeure en passant à une attitude de dénonciation vigoureuse de l'action d'Ottawa en matière agricole. Un tel changement de comportement étonne de la part d'un ministre qui, à l'occasion de l'étude des crédits de son ministère, à cette même table, le 1er juin 1987, rejetait les appels de l'Opposition en faveur d'une position plus musclée à l'endroit d'Ottawa en déclarant, et je le cite: "Les relations avec le gouvernement fédéral ont également fait l'objet d'une nouvelle approche. Pour nous, il s'agissait de passer d'une attitude de dénonciation à une politique de défense ferme et positive, mais cependant constructive pour les intérêts du Québec." Le ministre, dont tous reconnaissent pourtant l'intelligence - et je ne reviendrai pas au mot qui a été employé à l'Assemblée nationale aujourd'hui - a mis du temps à constater la faillite de son approche constructive à l'égard d'Ottawa, qui a reconnu le principe d'équité de l'aide fédérale aux producteurs de tout le Canada, mais qui n'applique pas ce principe pour les producteurs québécois dans le cadre de ses politiques depuis deux ans. On y reviendra lorsqu'on étudiera les demandes préliminaires que nous avons à faire.

Nous nous réjouissons du changement d'attitude du ministre à l'égard d'Ottawa, en signalant que certains de ses collègues du Conseil des ministres auraient avantage, peut-être, à l'imiter, quand on regarde la faillite des négociations avec le fédéral sur ce point. Ceci étant dit, nous attendrons le résultat concret de cette nouvelle attitude à l'égard d'Ottawa pour voir le résultat que cela va donner. Mais, l'attitude de l'actuel gouvernement fédéral à l'égard des agriculteurs québécois est injustifiable et inacceptable. Le Québec ne reçoit que 7,7 % des budgets agricoles fédéraux alors qu'il représente 15,5 % de la production totale agricole canadienne, alors que l'Alberta en reçoit trois fois plus et ne représente que 18,8 % de cette production canadienne.

L'exclusion des producteurs de céréales québécois de l'accès au fonds spécial d'aide aux céréales de plus de un milliard de dollars, mis de l'avant par Ottawa, l'impossibilité pour le producteur québécois de viande rouge de bénéficier des paiements fédéraux de stabilisation, à la suite de l'échec des négociations menées à votre initiative, ne sont que quelques-unes des politiques d'inéquité du fédéral à l'endroit du Québec, et on pourrait rappeler la sortie fracassante du ministre. Cette politique d'inéquité se traduit actuellement par un manque à gagner de près de 400 000 000 \$ par année, pour l'agriculture québécoise.

Donc, des correctifs s'imposent. Nous sommes prêts à nous associer à un front commun, composé de l'ensemble des intervenants du monde agricole, comme dans le cas qu'on a connu, des tarifs du Nid-de-Corbeau, afin de convaincre Ottawa, avec le même succès, de revoir ses politiques, pour que les agriculteurs québécois reçoivent la juste part qui leur revient des budgets fédéraux, mais nous ne sommes pas prêts à nous engager tête baissée simplement pour venir en aide à un gouvernement en difficulté dans ses négociations avec le fédéral. Nous sommes là pour le bien-être de l'ensemble des intervenants dans le secteur et non pas seulement pour le ministre.

Voilà, en gros, l'ensemble des commentaires généraux que j'avais le goût d'exprimer avant d'entreprendre l'étude des crédits du ministère. Nous pourrions, dans le cadre d'une discussion générale, aborder d'abord la problématique des relations fédérales-provinciales en agriculture, tout de suite après l'exercice du droit de réplique du ministre, et ensuite, nous pourrions passer à l'étude des programmes l'un après l'autre. J'aimerais cependant préciser, puisque le ministre a sursauté quand j'ai fait mention d'une ordonnance, que les renseignements que nous avons parlent d'une ordonnance du 16 novembre, non pas du Conseil des ministres, mais de la Régie des marchés agricoles du Québec. D'accord?

Alors, c'étaient donc nos commentaires, Mme la Présidente, et nous aurons l'occasion,

lorsque le ministre aura exercé son droit de réplique, de revenir sur des dossiers généraux avant d'aborder les programmes un par un.

**La Présidente (Mme Dionne):** Alors, merci, M. le député de Laviolette.

Nous suspendons les travaux jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 15)

(Reprise à 20 h 24)

**La Présidente (Mme Dionne):** La commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation reprend ses travaux.

J'appelle donc le programme numéro 1, M. le ministre.

**M. Jolivet:** Juste avant, Mme la Présidente,

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Laviolette.

**M. Jolivet:** Oui, si le ministre le permet, avant d'aller au programme, j'aurais quelques sujets généraux qui pourraient être regardés de façon qu'on puisse après cela aborder le programme 1, eu égard au fait qu'on va étudier après cela, programme par programme, et élément par élément si nécessaire.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Jolivet:** C'est qu'au lieu d'aller directement au programme 1, pour le moment, comme je vous l'ai expliqué, j'aurais quelques sujets généraux qui ne sont pas nécessairement dans le programme comme tels.

**M. Pagé:** Il n'y a pas de problème. D'abord, Mme la Présidente, je tiens à vous indiquer que si je suis en retard de quelques minutes, c'est que j'étais au Conseil des ministres, et, comme on n'a pas encore le don d'ubiquité, malgré les nombreuses qualités que nous avons dans notre formation politique, je ne pouvais être ici.

**M. Jolivet:** Heureusement, il y aurait double tâche à faire.

**M. Pagé:** Ah, mais on ne prend pas les bouchées doubles, chez-nous, on prend les bouchées triples.

**M. Jolivet:** Ah bon, donc double erreur.

**M. Pagé:** Ceci étant dit, je n'ai aucune objection à avoir des commentaires généraux, d'ailleurs, normalement on a un droit de réplique? Oui.

**La Présidente (Mme Dionne):** On se devait,

M. le ministre d'appeler le programme ...

**M. Jolivet:** Simplement pour les besoins..

**M. Pagé:** Programme 1. élément 1. Ah bon,

**La Présidente (Mme Dionne):** Pour la forme.

**M. Michel Pagé** (réplique)

**M. Pagé:** Avec les années, je perds un peu de vue ces pratiques de procédure.

Alors, Mme la Présidente, c'est avec évidemment beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance des propos du député de Lavolette, le porte-parole de l'Opposition en matière d'agriculture. Évidemment, c'est normal, c'est explicable qu'il s'inscrive dans une perspective de critique. C'est là que se situe sa responsabilité, son mandat est de critiquer. Je comprends que c'est un mandat qui n'est pas facile, un mandat qui est ingrat, un mandat qui l'oblige à s'inscrire toujours dans un négativisme, à voir toujours le mauvais côté des choses, chaque matin qu'il se lève. Je sais que ce n'est pas facile pour l'avoir vécu pendant neuf ans. Mais, quand même, je vais me permettre de lui répondre.

H a fait référence à la performance des programmes, il a fait référence à, selon lui, un **effet** désincitatif de l'application de nos programmes. Il a fait référence au montant, au pourcentage de 3,3 %, ou de 2 % environ d'augmentation du budget. Il a, parce que, il a semblé laisser croire ou vouloir laisser croire qu'il y avait moins d'argent, qu'on fournissait moins d'aide aux productrices et aux producteurs agricoles du Québec. C'est de bonne guerre, c'est normal. Cependant, je voudrais rétablir les choses dans leur juste et véritable perspective, en indiquant qu'au chapitre du budget, il faut bien prendre en considération que depuis deux ans on a mieux performé dans plusieurs secteurs de agriculture au Québec. On doit retenir et avoir à l'esprit, dans l'analyse du budget du ministère, que la performance gouvernementale en regard des programmes d'assurance-stabilisation, nous a permis de réduire de 37 700 000 \$ les crédits qui sont consacrés à la Régie des assurances agricoles du Québec, ce qui veut dire **19,4 %**, à même l'enveloppe globale, plutôt que d'affecter tant de millions de dollars à la Régie des assurances agricoles, ces sommes qui, globalement, sont en plus. Une partie importante de ces sommes n'est pas appliquée, finalement, pour combler des manques à gagner des producteurs agricoles dans la vente de leurs produits dans le cas des 12 programmes qui sont couverts par nos régies d'assurance-stabilisation.

C'est donc dire que la volonté du gouvernement de rétablir la santé de nos régimes nous aura permis, cette année, de récupérer rien de moins que 33 700 000 \$, ce qui est beaucoup d'argent. Ceci nous a permis d'accroître nos efforts dans d'autres programmes, nous a permis

de redistribuer et d'ajouter le produit de ces sommes récupérées à l'intérieur d'autres programmes, des programmes qui sont plus structurants, évidemment, parce qu'à chaque fois qu'on verse dans le cadre d'un régime d'assurance-stabilisation, c'est de deux choses l'une, soit qu'on n'est pas capable de trouver pour nos produits le juste prix représentant notre coût de production en tenant compte du salaire payé à l'ouvrier spécialisé ou encore on produit à un coût qui est au-delà des prix du marché et on a des pertes.

J'ai déjà dit que chaque fois, peut-être pas chaque fois, mais souvent, lorsqu'on versait des indemnités dans le cadre de nos régimes d'assurance-stabilisation, c'était faire la preuve de l'échec des politiques de commercialisation. Or, le succès des politiques de commercialisation commence à paraître. Pensons qu'on a beaucoup moins de déboursés dans le cadre de nos régimes d'assurance-stabilisation, et si on réfère aux crédits qui sont votés dans le présent budget, comparativement aux dépenses 1987-1988, parce que c'est toujours non seulement important, mais nécessaire de référer aux dépenses si on veut comparer des choses, on constate qu'en excluant les pêches et les sommes imputées à la Régie des assurances agricoles, on a 12,4 % d'augmentation, comparativement à une augmentation moyenne du gouvernement de 5,5 %.

(20 h 30)

Pour la plupart des programmes, la croissance est très importante. Si je réfère ici à Planification, recherche et enseignement, c'est 6,7 % d'augmentation de nos crédits cette année, comparativement aux dépenses réelles de l'an passé; Financement agricole, c'est 15,7 % d'augmentation; Aide à la production agricole, c'est 14,8 % d'augmentation; Commercialisation des produits agro-alimentaires, c'est 8,7 % des crédits pour ce secteur. Alors, quand vous nous indiquez que, finalement, c'est une augmentation globale qui, elle, est en deçà de l'inflation, il faut dire que c'est partiellement vrai parce que ce à quoi on s'était engagé - je m'y étais engagé personnellement, dans tous mes contacts avec les intervenants agricoles, notamment l'Union des producteurs agricoles - avait été de dire: vous savez, les sommes qu'on réussira à sauver en termes d'assurance-stabilisation, seront versées et imputées à d'autres secteurs de l'agriculture pour venir bonifier nos interventions en regard des agriculteurs et des agricultrices. À l'aide à la production agricole, on a 15 % d'augmentation, M. le député. Les producteurs agricoles du milieu sont contents et satisfaits. Je comprends que c'est votre job, votre mandat, et que c'est une responsabilité qui est plate pour vous, que vous devez assumer. Quand vous échangez avec les agriculteurs, vous devez voir le côté négatif.

Si on regarde maintenant les budgets de transfert et qu'on exclut la Régie des assurances agricoles, on avait 12,7 % d'augmentation en 1987-1988 alors qu'on dépensait 203 000 000 \$ en

paiements de transfert. Ce sont 229 000 000 \$ qui seront dépensés en paiements de transfert, c'est-à-dire de l'argent qui va aux producteurs agricoles. Donc, 25 887 000 \$ de plus pour 12,7 % d'augmentation. Ce qui est bien au-delà, évidemment, du rythme de croissance des dépenses gouvernementales. Vous ne contestez pas ces chiffres, j'espère.

**M. Jolivet:** Non, j'écoute.

**M. Pagé:** C'est bien, continuez. Par ailleurs, les dépenses de transfert en 1987-1988 étaient de 367 500 000 \$, dépassant de 100 000 000 \$ les dépenses d'il y a cinq ans. Il y a cinq ans, les dépenses étaient de 262 400 000 \$, en 1983-1984, paiements de transfert aux producteurs. Aujourd'hui, on en est à 367 500 000 \$, en 1987-1988, comparativement à 262 000 000 \$ en 1983-1984; 303 000 000 \$ en 1984-1985; 241 000 000 \$ en 1981-1982. Mais si on réfère en 1983-1984, cela ne fait pas longtemps, c'est la cinquième année budgétaire. Ce sont 100 000 000 \$ de plus qui sont versés par le ministère aux producteurs.

Si vous voulez maintenant référer aux crédits périmés. J'ai eu l'occasion d'y revenir quelques fois. La performance 1987-1988 aura été la meilleure depuis 10 ans. En 1982-1983, on avait annoncé ici à l'Assemblée nationale - je ne veux pas être méchant - avec le torse un peu bombé, qu'on allait dépenser 480 000 000 \$ pour les agriculteurs du Québec. Je me rappelle, j'y étais: j'écoutais les vibrants discours des députés de la majorité, à l'époque, qui étaient du Parti québécois. Mais en fin d'année, finalement, vous aviez dépensé seulement 423 000 000 \$. Vous aviez retourné à M. Parizeau, qui était président du Conseil du trésor à l'époque ou à M. le député de Drummond, M. Clair, 57 000 000 \$ sur les 480 000 000 \$ que vous aviez annoncés en début d'année, pour 11,9 %.

En 1983-1984, vous aviez annoncé 257 000 000 \$. Vous avez périmé 45 000 000 \$ pour 10 %. C'est beaucoup d'argent. C'est beau de l'annoncer, mais encore faut-il le dépenser.

En 1984-1985, vous aviez annoncé 515 000 000 \$. Vous avez dépensé 467 000 000 \$ pour 9,3 % de crédits périmés.

Nous, on a annoncé en 1987-1988 559 000 000 \$; on a périmé 16 388 000 \$ pour 2,9 %. Tout à l'heure, quand viendra le temps d'étudier les programmes d'aide à la production agricole, je vous indiquerai comment et quels sont les motifs pour lesquels on a dû périmé à ce poste 8 000 000 \$ cette année. Je suis convaincu, connaissant le haut degré d'honnêteté intellectuelle que vous avez, que vous allez le comprendre et que vous allez bien saisir la pertinence de mon argumentation.

Si je peux y revenir de façon un peu sommaire, Mme la Présidente, dans le programme d'aide à la production agricole, 8 000 000 \$ de crédits périmés. Je comprends que notre performance est déjà exceptionnellement remarquable

en ce qu'on n'a périmé que 2,9 %. Si vous fouillez, dans le **Journal des débats**, à l'étude des crédits de l'année passée, j'avais indiqué ma volonté très ferme de périmé le moins de crédits possible. 2,9 %, c'est bien.

Même à 2,9 %, ce qui totalise 16 000 000 \$, je vous donnerai en détail les explications des 8 000 000 \$ seulement dans le cadre de l'aide à la production agricole. Mais, 8 000 000 \$, dans le cadre de l'aide à la production agricole, c'est bien moins que les 18 000 000 \$ que vous avez périmés en 1982-1983. Dans le cadre du même programme, aide à la production agricole, le gouvernement précédent a périmé 18 730 000 \$ en 1982-1983, 10 950 000 \$ en 1983-1984 et 16 749 000 \$ en 1984-1985. Nous, nous périmons 8 221 000 \$ cette année, et on a plusieurs éléments qui expliquent un montant de périmés aussi important que 8 000 000 \$, même s'il est bien en deçà de ce que vous périmiez lorsque vous y étiez. Il s'explique par plusieurs éléments que je pourrai faire valoir au moment de l'étude de ce programme, dans le cadre de l'étude de nos crédits.

**M. Jolivet:** Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Laviolette.

**M. Jolivet:** Je voudrais aborder quelques sujet généraux. J'aurai l'occasion de revenir aux questions que le ministre voudrait se faire poser. J'ai d'ailleurs l'intention de les poser; c'était prévu dans l'ensemble de mes questions.

Au départ, je dirai que même si le ministre a vécu des années difficiles lorsqu'il était à l'Opposition, je ne prends pas ça de cette façon-là du tout. J'ai l'occasion de rencontrer les agriculteurs et les agricultrices du Québec et mon travail consiste à apporter ici les récriminations que les gens font et qui doivent être portées à l'attention du ministre pour examiner les possibilités de corriger certaines anomalies de sorte que l'argent profite vraiment le plus possible à l'ensemble de l'agriculture du Québec.

Si le ministre me permettait de regarder avec lui toute la question des inéquités du fédéral à l'égard de l'agriculture au Québec...

**M. Pagé:** Avant, Mme la Présidente, je n'avais pas terminé. Vous avez soulevé plusieurs points. C'était seulement le point...

**M. Jolivet:** Comme vous fermiez vos livres, je pensais que vous aviez terminé.

**M. Pagé:** Ah! non, non! Je n'ai pas terminé. Il reste deux ou trois petites choses.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Tout d'abord, je note que le député se sent confortable dans l'Opposition. Mes

collègues et moi allons tout faire pour qu'il puisse y demeurer longtemps. Ha, ha, ha!

**M. Jolivet:** Ça, ce n'est pas de vos affaires! D'une façon ou d'une autre, la population saura choisir en temps et lieu; c'est la décision qu'elle aura à prendre.

**M. Pagé:** Écoutez, Mme la Présidente, il faudrait être serein! Vous savez, quand on dit: Ce n'est pas de vos affaires, c'est un peu impoii.

**M. Jolivet:** Non, non, ce n'est pas de vos affaires, mais celles de la population. Vous, vous avez votre position et moi j'ai la mienne. Soyez assuré d'une chose...

**M. Pagé:** En tout cas, je note que vous êtes confortable dans l'Opposition. On va le retenir.

**M. Jolivet:** ...j'ai toujours été confortable dans tous les postes que j'ai occupés, dans la mesure où je m'occupais le plus honnêtement possible.

**M. Pagé:** On va vous aider à y demeurer. Cela étant dit, vous avez référé au nombre d'emplois en agriculture. Je sais que cela a été un des éléments d'argumentation de mon prédécesseur à quelques reprises depuis qu'il siège dans l'Opposition, à savoir que la diminution du nombre d'emplois en agriculture était dramatique. J'ai indiqué, lors de la conférence de presse sur les perspectives économiques de 1988 et la performance 1987, que notre ministère avait l'intention, via la Direction des études économiques, de bâtir un vrai système qui nous permettrait d'avoir le nombre le plus exact possible d'emplois en agriculture.

Comme on le sait les données proviennent de l'enquête de Statistique Canada sur la population active. L'enquête est menée auprès de 48 000 ménages au Canada, dont 7100 au Québec en général, ce qui veut dire 300 ménages ou 300 familles seulement en agriculture. On a 17 000 producteurs laitiers, 5000 producteurs de porc, 43 000 ou 44 000 producteurs agricoles actifs, peut-être 47 000 ou 48 000 quand on inclut ceux qui ne mettent en marché que 3000 \$ ou 4000 \$. Mais, l'étude à laquelle vous et votre collègue de Lévis référez, quand vous indiquez que le nombre d'emplois a diminué dramatiquement, a été menée auprès de 300 interlocuteurs ou interlocutrices en agriculture, ce qui est quand même bien peu. Dans le cas de ces données du secteur agricole au Québec, l'écart type indique la possibilité d'une assez grande erreur, si on réfère à l'échantillonnage. Ainsi, pour 1987, on établissait une probabilité de 95 % comme intervalle de confiance pour que la vraie valeur de l'estimation s'établisse entre 57 000 et 101 000 personnes, ce qui veut dire une erreur possible de plus ou moins 25 000 travailleuses ou travailleurs dans le secteur agricole. Alors, si

vous dites que c'est terrible parce qu'il y en a seulement 76 000, je vous répondrai qu'il pourrait y en avoir 101 000 selon les données mêmes de l'étude, des conditions et termes de référence prévus à l'étude menée par Statistique Canada, tout comme vous pourriez dire qu'il y en a seulement 51 000. Alors, citer une analyse statistique où la marge d'erreur est de plus ou moins 25 000 quand on fait référence à un chiffre d'environ 75 000, vous *conviez* avec moi que ce n'est pas ce qu'il y a de plus sûr ni de plus garant à l'égard de l'exactitude. C'est donc dire qu'à la lumière de cela, nous entendons établir un mécanisme qui nous permettra d'avoir un quantum plus précis, plus exact et reflétant davantage la réalité pour établir le nombre d'emplois en agriculture.

Au cours de l'étude des autres points, j'aurai l'occasion de répliquer en ce qui concerne l'entente qui cause problème sur la mise en marché du lait au Québec, l'entente à intervenir entre la Fédération des producteurs de lait, le Conseil de la coopération laitière et le Conseil de l'industrie laitière. Le député de Lavolette a fait référence aux accords du GATT et au droit de recours à l'article 11, mais je vous dirai que, le 15 février dernier, si ma mémoire est fidèle, le ministre de l'Agriculture du Canada avait déclaré produits protégés le lait, le yogourt et la crème glacée. Vous ne sembleriez pas trop certain tout à l'heure. S'il y a autre chose, de toute façon, au cours de l'étude des différents éléments et des différents programmes, on aura l'occasion d'y revenir, Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Lavolette.

### Discussion générale

#### Dépenses fédérales pour l'agriculture

**M. Jolivet:** Mme la Présidente, je reviens à ma question au sujet de l'inéquité du fédéral envers le Québec. Comme je l'ai dit à l'ouverture de nos travaux, on sait que l'agriculture québécoise ne reçoit que 7,7 % des dépenses fédérales alors que le Québec représente 15,5 % de la production. Je pense que le ministre ne pourra réfuter ces chiffres.

**M. Pagé:** C'est 15,6 %.

**M. Jolivet:** Cela n'a pas d'importance que ce soit 15,6 % ou 15,4 %, c'est une moyenne, 15,5 %, mais je ne pense pas que ce soit cela que... Le ministre se permet de m'interrompre, il aura l'occasion de faire sa réplique.

**M. Pagé:** Je ne vous parie plus.

**M. Jolivet:** L'Alberta, de son côté, reçoit 1 200 000 000 \$ du fédéral, ce qui est environ trois fois plus que ce que reçoit le Québec,

même si la production de l'Alberta ne représente que 18,8 % de l'ensemble canadien. Le Québec reçoit normalement plus ou moins 420 000 000 \$ par année et c'est une contribution qui devrait s'élever à environ 820 000 000 \$ ou 840 000 000 \$; il y a donc un manque à gagner d'environ 400 000 000 \$. On a les chiffres qui nous indiquent qu'il y a eu, au cours des deux dernières années, environ 800 000 000 \$ de manque à gagner. Plusieurs articles de journaux l'ont indiqué et plusieurs informations nous donnent à peu près les chiffres que j'ai mentionnés. Le principe d'équité qui a été adopté par les provinces en 1986 n'a donc pas été appliqué par Ottawa. Les producteurs céréaliers du Québec sont même exclus du fonds spécial d'aide aux producteurs de céréales, donc du budget de 1 000 000 000 \$ en 1986 et d'environ 1 200 000 000 \$ en 1987 qui était surtout destiné aux producteurs de l'Ouest et à ceux des Maritimes.

D'un autre côté, le Québec a reçu 37 500 000 \$ dans le cadre du programme spécial des céréales, en 1987, et 30 000 000 \$ pour l'entente sur les paiements de stabilisation. Le manque à gagner pour les producteurs de céréales du Québec s'établit à environ 200 000 000 \$. Le fédéral s'apprête à abolir ce qu'on appelle la double fourchette du prix du blé pour l'alimentation humaine afin de remplacer le régime de double prix par une compensation aux producteurs de céréales en fonction du niveau dit niveau historique de production. Cette proposition serait d'ailleurs désavantageuse pour le Québec dans la mesure où Ottawa, de façon indirecte, appliquerait les conclusions du Nid-de-Corbeau.

Je fais référence à ce que le ministre nous disait lors de la commission parlementaire du 1er juin 1987. Je lui relis un extrait de la page 1295: "Les relations avec le gouvernement fédéral ont également fait l'objet d'une nouvelle approche. Pour nous, il s'agissait de passer d'une attitude de dénonciation à une politique de défense ferme et positive, mais cependant constructive pour les intérêts du Québec." Le ministre indiquait que cette nouvelle attitude avait commencé à porter des fruits dans des domaines. En août dernier, lors de la conférence fédérale-provinciale de Victoria, disait-il, nous avons réussi, de concert avec nos collègues de l'Est du Canada, à introduire un principe important qui nous apparaît fondamental en ce qui concerne l'action menée par le gouvernement canadien, soit le principe d'équité comme élément fondamental de la politique agricole fédérale.

(20 h 45)

Le ministre ajoutait, dans son texte: "Cette philosophie se traduit dans le document portant sur l'application d'une stratégie nationale pour l'agriculture canadienne qui a fait l'objet d'un consensus entre les provinces et le gouvernement fédéral. D'ailleurs, dit-il, chacun des premiers ministres a eu l'occasion de ratifier cette

politique visant à établir une stratégie nationale pour l'agriculture de notre pays et le Québec y a joué un rôle de premier plan en faisant des propositions constructives."

Je regarde différents articles de journaux et des renseignements que nous avons, par exemple, dans *La Terre* de chez nous, un article écrit par Diane Hayfield, où on lit: "Un manque à gagner de 400 000 000 \$ pour l'agriculture québécoise", et on donne l'ensemble des éléments dont je faisais mention. Le ministre lui-même disait, lors des rencontres qu'il a eues avec la presse, qu'en 1987, la performance de l'agriculture québécoise soulève cependant plusieurs points d'interrogation pour 1988. Il disait que cela allait être une année délicate et fragile. On disait que le Québec ne recevait pas sa juste part. Je reviens avec les 800 000 000 \$ sur deux ans qui ont été perdus.

Le ministre, devant tout cela, est sorti d'une certaine rencontre et s'est dit: Il va falloir qu'on bouge et qu'on change notre attitude. Est-ce que j'ai bien compris? Le ministre peut me dire si je me trompe ou si je me leurre. C'est ce que nous semblons voir. Et, pressé par les organismes agricoles, l'UPA en particulier, par tous ceux qui interviennent en agriculture, il a dit: Il va falloir qu'on fasse quelque chose, parce qu'on s'aperçoit que la politique de bonne entente, ce qui a été proposé par le ministre, ne porte pas fruit. Le ministre, devant ces faits, a révisé ses positions. Ce même ministre - cela peut paraître, pour nous autres, un peu anormal, parce que ce n'était pas de même qu'il voulait agir - est devenu un dénonciateur, position qu'il ne voulait pas tenir à l'époque, nous disait-il. Ce même ministre devenu dénonciateur faisait valoir, je le disais, le 1er juin 1987, une autre position que celle-là. Cela nous surprend, mais on ne peut pas dire qu'on est contre le fait qu'il va falloir faire les pressions qui s'imposent. Mais il n'est pas sûr que vis-à-vis cette position, on décide d'embarquer dans une coalition, peu importe le terme, pour faire valoir les points de vue, parce qu'on n'est pas là pour défendre les positions du ministre. On est là pour défendre les intervenants du milieu agricole qui se sentent un peu frustrés actuellement de ne pas recevoir la part qu'ils devraient recevoir du fédéral, eu égard au principe d'équité dont on a fait mention tout à l'heure.

Je pourrais poser la question au ministre: Est-ce qu'il ne reconnaît pas actuellement, par la position qu'il tient, différente de celle qu'il tenait l'année passée, que l'échec des négociations sur le régime tripartite de stabilisation des viandes rouges et sur l'exclusion, d'un autre côté des céréaliculteurs québécois du programme spécial d'Ottawa pour les céréales; le manque à gagner de 400 000 000 \$ pour le Québec qui, en fait, ne reçoit qu'environ 7 % des budgets fédéraux en agriculture, tout cela, n'est pas un peu le résultat de son approche qu'il disait nouvelle à l'époque, positive et instructive?

Reconnaît-il que cette approche n'a pas porté de fruits et qu'en conséquence, il se doit d'utiliser une approche de dénonciation en appelant l'ensemble des intervenants à la constitution d'un front commun auquel, je l'ai dit, nous serions prêts à participer, dans la mesure où on ne participerait pas pour sauver le gouvernement, et faire en sorte que la discussion ne porte que sur des choses ad hoc et non pas sur un ensemble de choses visant à régler l'ensemble du problème qui perdure, pas seulement - je vais être honnête avec le ministre - depuis son arrivée au pouvoir, mais qui dure depuis fort longtemps, de 1974 même à aujourd'hui, et qu'en conséquence, ce devrait être un règlement global que le ministre souhaite?

Si les pressions doivent être faites avec tous les intervenants, nous sommes prêts à y adhérer dans ce sens-là, mais non pas simplement pour aller chercher des petites grenailles, des petits morceaux et des règlements à la pièce. Le ministre n'est-il pas conscient que la politique qu'il a établie, un peu comme on l'a remarqué dans d'autres dossiers d'autres ministres, que ce soit sur la question des sous-marins, la question des frégates, ou la question de l'ensemble des positions tenues par le gouvernement actuellement, que le Québec ne reçoit pas la juste part à laquelle il est en droit de s'attendre dans différents programmes, incluant ceux de l'agriculture? J'aimerais un peu connaître la position du ministre et qu'il nous indique dans quelle direction il veut que ce groupe de gens - peu importe comment on l'appelle - fasse action sur le gouvernement fédéral.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Mme la Présidente. D'abord je ne peux pas tenir grief au député Lavidette d'ignorer ou de ne pas avoir été en mesure de vraiment sentir ou percevoir la position que j'ai adoptée au nom du gouvernement du Québec depuis 1985 dans mes relations avec le gouvernement du Canada, étant donné qu'il est au dossier depuis moins d'un an.

J'ai indiqué, quand je suis arrivé la tête du ministère qu'on avait le défi de reprendre notre place dans l'ensemble canadien, compte tenu de l'absence évidente et de leadership et de participation de la part du Québec autour de la table des ministres de l'Agriculture canadiens depuis 1976 notamment, et compte tenu d'une présence strictement factuelle, non participative et même pas revendicative. On avait du chemin à faire. On avait du chemin à parcourir et on avait du rattrapage à gagner. J'ai indiqué que la position du Québec, autant elle serait participative, et ouverte, autant cependant elle serait ferme, autant elle serait très clairement exprimée... C'est d'ailleurs dans ce sens qu'à la suite des représentations du Québec et au rôle joué par le Québec, la politique agricole canadienne établissait comme premier principe dans

ce document de la conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture du Canada en 1986, cette politique agricole canadienne, qui a été, d'ailleurs, ratifiée par les tous les premiers ministres du Canada, un principe d'équité. Et c'est le Québec qui est allé le chercher.

On a joué dur, on a joué ferme on a défendu les intérêts de nos concitoyens et concitoyennes avec beaucoup de fermeté. Cependant, vient le temps, non pas de changer d'orientation, au contraire, vient le temps de s'inscrire dans la même démarche, mais avec plus de fermeté, en parlant plus fort et en démontrant très clairement que par rapport aux principes adoptés à la conférence des ministres de 1986, contenus dans la politique agricole canadienne, le gouvernement du Canada doit maintenant livrer la marchandise.

Le rôle du Québec depuis 1986 nous aura permis d'aller en chercher plus. Plus, mais pas encore assez. En 1985-1986, dernière année budgétaire du précédent gouvernement du Québec, la contribution du fédéral au Québec était de 341 000 000 \$. Après deux ans, elle est maintenant de 409 000 000 \$, ce qui est quand même plus qu'en 1985-1986 évidemment. Cela vient d'où? Cela vient, entre autres d'engagements du gouvernement fédéral, d'ententes fédérales-provinciales, à l'égard de la recherche notamment. C'est 35 000 000 \$ qui étaient confirmés à ce moment-là. Et là, vous avez indiqué à deux reprises dans votre question ou votre commentaire que les producteurs du Québec avaient été exclus du programme spécial des grains et je m'excuse, mais ce n'est pas le cas. Pour l'année de récolte 1986, c'est-à-dire en 1987-1988, nous sommes allés chercher 34 000 000 \$, alors qu'au tout début des échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, lorsque le fédéral avait annoncé 1 000 000 000 \$, c'était à l'automne 1986 et cela avait été annoncé par le premier ministre, M. Mulroney lui-même à Ottawa, le fédéral disait: Ce sont seulement les provinces qui exportent des céréales qui auront droit à ces montants. Comme on le sait, ici, nos exportations sont très marginales. En principe, selon l'intention initialement formulée par le gouvernement canadien, on aurait eu droit à peu près à 0,0. Or, on a démontré que nous étions, nous aussi, affectés par cette chute des prix et c'est 66 000 000 \$ pour les deux années, c'est-à-dire l'année de production de 1986 et celle de 1987 que nous sommes allés chercher. Alors, nous ne sommes pas exclus du programme spécial des grains, 66 000 000 \$ entrent dans les coffres de l'agriculture du Québec. En plus des paiements... Pardon?

**M. Jolivet:** Aux agriculteurs? De quelle façon? Directement? Par l'ASRA?

**M. Pagé:** Par l'ASRA.



M. Jolivet: Oui, tant qu'ils ne l'ont pas. Est-ce possible qu'il y ait des gens... C'est la question qui est posée.

M. Pagé: Cette question, je vais y revenir ensuite.

M. Jolivet: D'accord.

M. Pagé: D'accord?

M. Jolivet: C'est la question qui est posée.

M. Pagé: Le montant de 1 000 000 000 \$ est versé directement aux producteurs, on y revient tantôt. Cela amène tout le débat avec le fédéral sur le contenu de nos programmes, parce que nos programmes sont performants. Nos programmes correspondent davantage aux besoins, donnent plus de sécurité aux producteurs. Par conséquent, ils sont plus structurants à l'égard de l'économie en général. Si Ottawa et les provinces de l'Ouest avaient des régimes comme ceux qu'on s'est donnés au Québec, ils ne seraient pas en position difficile et délicate comme actuellement.

M. Jolivet: Que le ministre me permette de l'interrompre, je pense que la question va être posée...

M. Pagé: Vous n'aimez pas que je vous interrompe.

M. Jolivet: Non, mais je vous le demande.

M. Pagé: Moi, je vous laisse faire.

M. Jolivet: Je vous le demande.

M. Pagé: Je suis très généreux, moi.

M. Jolivet: Si vous ne voulez pas, je vais arrêter.

M. Pagé: Allez!

M. Jolivet: Je veux bien comprendre. Des agriculteurs qui n'étaient d'aucune façon assurés reçoivent directement le montant d'argent du fédéral?

M. Pagé: Ils sont très rares, ceux-là.

M. Jolivet: Oui, mais il y en a, s'il y en a.

M. Pagé: Ils sont rares quand même.

M. Jolivet: S'ils sont couverts par l'ASRA, s'ils ont une assurance, à ce moment-là, s'ils reçoivent des montants, on doit en tenir compte comme de l'argent qu'ils ont reçu et, en conséquence, déduit du montant.

M. Pagé: Dans le cas de certains paiements venant du fédéral, oui.

M. Jolivet: C'est cela.

M. Pagé: Et tout à l'heure le président de la Régie des assurances agricoles pourra nous dresser un tableau qui, quoique bref, sera quand même complet, de la problématique des paiements effectués par le fédéral dans le cadre de certains programmes et qui doivent être, en vertu de nos lois, déduits des sommes à être versées aux producteurs. Donc, c'est 66 000 000 \$ maintenant, en vertu de l'Office de stabilisation des prix agricoles. En 1986, c'est 33 000 000 \$ et en 1987, 32 000 000 \$ qui seront versés. Cela, c'est jusqu'à maintenant.

Si on se réfère aux demandes du Québec, on demande que le gouvernement canadien modifie son attitude. L'attitude du gouvernement fédéral est la suivante. Pour le gouvernement conservateur de M. Mulroney et ses députés, pour M. Blais - ses députés ici, du Québec - l'agriculture, c'est dans l'Ouest. Le Québec, c'est l'hydroélectricité, les pâtes et papiers, la transformation du bois, l'industrie manufacturière, l'aluminium, c'est une province industrielle. L'agriculture, pour M. Blais, M. Mulroney, les députés et les ministres fédéraux du Québec, c'est marginal, quoi qu'ils en disent. On veut faire modifier une attitude démontrant beaucoup d'inéquité, d'injustice et une véritable mauvaise conception et perception de la part du gouvernement fédéral de la contribution éminemment importante de l'agriculture dans l'économie du Québec. C'est ce qu'on veut faire modifier. On veut leur faire comprendre que, pour le Québec, l'agriculture, c'est important. De la ferme à la table, c'est un emploi sur 100. Et, une "job", en agriculture, que ce soit au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan ou en Colombie britannique, c'est la même "job" et il faudra que ces gens le saisissent et le comprennent.

Partant de là, on n'accepte pas ou on s'explique mal que les dépenses du gouvernement fédéral, au Canada, en agriculture, alors qu'elles ont augmenté de 193 % en quelques années, pendant la même période, ont augmenté de seulement 33 % pour le Québec. Tout comme on ne peut pas comprendre... Par exemple, on se référerait au régime d'assurance-stabilisation. Nous nous sommes donné un régime d'assurance-stabilisation. Notre gouvernement a adopté cette loi en 1974. Cela s'est développé par la suite tant et si bien que notre régime d'assurance-stabilisation, pour nous, répond plus exactement et plus complètement - si je peux utiliser le terme - aux besoins des producteurs que des programmes spéciaux comme celui des grains. Ce sont des programmes ad hoc. Ce sont des programmes qui dépendent du pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Même si on compare nos régimes au régime d'assurance-stabilisation, au "Western Grain Stabilization Act", ce programme

**prévoit** un régime de stabilisation des revenus des producteurs de céréales de l'Ouest, sauf que les provinces n'y participent même pas. Le fédéral y participe pour 75 %, le céréaliculteur y participe, lui, pour 25 %.

(21 heures)

Nous, nous avons nos propres régimes d'assurance-stabilisation. Par exemple, pour les viandes rouges, il y a un régime tripartite. On a demandé au fédéral qu'on puisse y participer, c'est-à-dire que les sommes versées en vertu des régimes fédéraux soient déduites des sommes versées par les régimes provinciaux, mais cela impliquerait une participation ou que les règles du jeu soient les mêmes partout.

**M. Jolivet:** Mais est-ce que le ministre peut médire...

**M. Pagé:** Je peux vous donner la liste de nos demandes, de ce vers quoi on se dirige. Ce qu'on demande, dans le secteur des céréales, on demande de verser aux céréaliculteurs du Québec, pour chaque tonne produite, une aide financière équivalente à celle dont ont bénéficié les producteurs des Prairies au cours des dernières années. Ce n'est pas compliqué. L'équité, la justice, c'est cela. Cela représenterait une récupération de plusieurs dizaines, de quelques centaines de millions. On demande la révision des programmes de stabilisation pour les grains, de les rendre équitables pour l'ensemble des producteurs du Canada.

Comment expliquer que l'intervention fédérale se fasse seulement occasionnellement au Québec, alors que dans l'Ouest canadien ils ont des programmes, comme je vous l'indiquais tantôt, qui sont nombreux. Parce que le fédéral a versé quoi? Sans avoir ses chiffres à la "cenne" près, il verse 685 000 000 \$ par année dans le cadre de l'aide au transport. En vertu de la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, ce sont 975 000 000 \$ en 1987-1988 qui ont été versés à l'Ouest, en plus du programme d'aide au transport, qui est de 685 000 000 \$. 948 000 000 \$ dans le programme de 1987; 140 000 000 \$, programme d'aide alimentaire, c'est-à-dire l'achat de blé, 2 063 000 000 \$.

**M. Jolivet:** Est-ce que le ministre pourrait m'excuser de l'interrompre? Dans le sens suivant, c'est que vous allez me faire le décompte de tout ce qu'il ne paie pas. Moi, ma question, ce n'est pas de savoir ce qu'il n'a pas payé, on le sait qu'il y a de l'argent qu'il n'a pas payé. Vous avez un principe d'équité que vous avez établi et qui ne s'applique pas.

Mais, la question que je pose... Je suis bien prêt à entrer dans une bataille, comparativement à ce qui avait été décidé par le Parti libéral du Québec à l'époque du Nid-de-Corbeau. C'est un député qui s'est embarqué, même si à l'époque, au départ, il avait été rabroué par son parti politique...

**M. Pagé:** Je m'excuse, M. le Président, Question de règlement. J'étais président du caucus et le Parti libéral du Québec était présent. Cela n'a pas plu au député de Lévis, mais que voulez-vous.

**M. Jolivet:** Au début, il faut dire que c'est le député qui de lui-même s'est offert à venir. Quand vous avez senti que c'était bon pour vous autres, vous êtes venus. On ne se comptera pas d'histoire. Mais ce que je vous pose, c'est qu'actuellement...

**M. Pagé:** Je m'excuse, vous dites des faussetés.

**M. Jolivet:** Non, c'est ce qu'on sait, de la part du député lui-même, à l'époque, M. Hermann Mathieu. Il s'est fait rabrouer à l'époque.

Deuxièmement, c'est au sujet de ce qui est actuel. Le ministre veut poser des gestes. Il y a des gens qui disent: Oui, il faut avoir un groupe de pression contre le fédéral pour qu'il donne réponse aux revendications justes et équitables du Québec en vertu du principe d'équité. Ensuite, ces gens disent: Nous sommes prêts à adhérer à un organisme, qu'il s'appelle coalition ou peu importe, mais dont le but est de faire non pas seulement une récupération de grenailles, ici et là, dans chacun des programmes, mais vraiment une politique globale de telle sorte qu'on n'ait pas à recommencer dans les années à venir, alors que c'est ce qu'on refait depuis les années 1974, peu importent les partis qui ont été au pouvoir au Québec.

Dans ce sens, je dis au ministre: Quels sont les gestes concrets? Vous pouvez me répéter tout cela, mais ce n'est pas ce que je veux savoir. Vous dites: J'invite tout le monde à participer à une coalition. Il y a des gens qui sont prêts, pas pour vous aider à régler vos problèmes de budget au gouvernement, mais pour aider les agriculteurs dans un programme au niveau fédéral-provincial qui soit une façon globale de régler le problème.

C'est ce que je veux savoir, qu'est-ce que vous allez faire comme ministre pour amener tout le monde à tirer dans le même sens pour que le fédéral, eu égard à la politique dont vous disiez l'année passée qu'elle n'a pas porté ses fruits... Et là, vous allez vers une politique de dénonciation.

Même M. Blais vous dit qu'il n'est pas tout à fait d'accord avec vous. Même l'UPA met en doute certaines de vos interventions par rapport à ce qui se dit au fédéral. Nous, nous ne voulons pas savoir s'il y a une chicane entre les deux. Vous avez dit que vous n'en vouliez pas. On n'en veut pas non plus. Ce qu'on veut, c'est ce que vous allez faire comme gestes concrets pour permettre aux agriculteurs du Québec de recevoir leur juste part selon le principe d'équité. C'est ce que je veux savoir.

Si vous dites: On va mettre en place une

coalition et tout le monde va embarquer, on regardera cela. En principe, nous ne sommes pas contre, je vous l'ai dit. D'ailleurs, vous avez parlé pour moi sans que je vous donne la permission d'en parler. Vous avez simplement pris l'intervention que j'ai faite en Chambre à l'époque quand j'ai dit: Si vous faites la même chose que le ministre responsable du commerce extérieur qui nous dit: Oui, oui, on est prêt à embarquer et qui, le lendemain, fait ce qu'il veut, là, ce n'est pas cela. Ce que l'on veut, c'est vraiment savoir quelles sont les actions que vous allez poser et puis, à ce moment-là, on embarquera si on juge que les actions que vous poserez le seront pour le bien-être de l'ensemble des agriculteurs du Québec et du Québec au complet. C'est ce que je veux savoir. Je ne veux pas savoir ce que le gouvernement fédéral ne donne pas, on le sait.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Alors, je vous dirai ce qu'on va faire: continuer à défendre les intérêts du Québec avec toute la vigueur et la détermination dont on est capable, en utilisant les moyens adéquats pour mettre en valeur notre argumentation et en travaillant très fort pour que les objectifs recherchés soient atteints en ce qui concerne la contribution ajoutée de la part des fédéraux, des bleus d'Ottawa.

**M. Jolivet:** Et par cela vous pensez que cela va régler le problème?

**M. Pagé:** On le verra aux résultats, M. le député.

**M. Jolivet:** Oui, mais on les a les résultats depuis deux ans. Vous n'avez pas été le superbe négociateur que vous deviez être.

**M. Pagé:** On a augmenté cela de 20 % en deux ans, tandis qu'avec vous cela faisait cela... et, quand vous aviez des chèques, vous les gardiez dans vos poches.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Jolivet:** Cela, le ministre peut bien s'amuser avec cela. Ce n'est pas cela que je veux savoir.

**Une voix:** Vous ne les déposiez pas dans le compte.

**M. Jolivet:** Oui, oui, ce n'est pas ce que je veux savoir. D'une façon ou d'une autre, il arrivait plus vite que de l'envoyer par la poste de la reine.

**M. Pagé:** Nous, c'est 20 % de plus en deux ans, mais ce n'est pas assez et on va aller en chercher plus. Maintenant, vous parlez de la mise

en place d'un organisme, d'une structure représentative du Québec. Vous dites: On serait disposé, mais on ne veut pas aider le Québec, puis on ne veut pas aider le gouvernement du Québec, puis on a des conditions, etc.

**M. Jolivet:** Ce n'est pas cela que j'ai dit. Là, vous vous méprenez. Je n'ai pas dit que je ne voulais pas aider le Québec. Je ne veux pas aider le Québec à régler ses problèmes de budget. Ce que l'on veut, c'est régler le problème de l'agriculture au Québec qui doit recevoir sa juste part du gouvernement fédéral. Donc, ce n'est pas le ministre que je veux aider, ce n'est pas le gouvernement du Québec que je veux aider, je veux aider les agriculteurs au bout de la course.

**M. Pagé:** Cela, vous n'avez pas besoin de me le dire.

**M. Jolivet:** Bon!

**M. Pagé:** Je doute et j'hésite à croire que vous vouliez aider le ministre de l'Agriculture du Québec...

**M. Jolivet:** On s'entend bien.

**M. Pagé:** ...malgré le respect que vous avez pour lui et, probablement, l'admiration que vous ne voulez pas démontrer. Mais de cela, je n'en doute pas, j'en suis bien conscient.

Pour répondre à l'autre partie de votre question, nous sommes à travailler actuellement, les gens de mon ministère avec l'Union des producteurs agricoles du Québec et avec la Coopérative fédérée du Québec à une démarche de représentation des intérêts du Québec et, comme ce n'est pas une démarche où le principal participant est le ministre de l'Agriculture du gouvernement du Québec, je dois par respect pour mes collègues de la table où nous sommes à bâtir notre argumentation, nos moyens, notre stratégie, etc., comme je ne suis qu'un membre à cette table sur trois, je vais leur soumettre à la prochaine réunion votre intérêt d'y participer, avec vos conditions, et ils communiqueront avec vous en temps utile.

**M. Jolivet:** La question n'est pas de savoir si vous allez faire le message, on est capable de le faire. Je vous dis que le but recherché par tout le monde c'est de trouver un règlement global pour l'ensemble du financement agricole au Québec selon un principe d'équité avec le gouvernement fédéral.

**M. Pagé:** À ce compte-là, vous avez des objectifs qui nous rejoignent.

**M. Jolivet:** C'est bien comme cela.

**M. Pagé:** Mais quand vous continuez et que

vous dites: On ne veut pas aider le Trésor et ce n'est pas à n'importe quelle condition, et patate et patate...

**M. Jolivet:** Ce que je veux dire, M. le ministre, c'est qu'il n'est pas question de régler votre problème de budget.

**M. Pagé:** Mais il est réglé le problème du budget, on dépense plus que vous.

**M. Jolivet:** Non, si vous comptez cela en argent en général, mais on va être correct, parce que les augmentations habituelles annuelles au minimum de l'inflation donnent au moins de l'argent de plus.

**M. Pagé:** C'est au-delà de 12,7 %, M. le député. Vous devriez être gêné de dire cela.

**M. Jolivet:** Pour le fonds d'aide spécial, en 1988, pour les gens qui cultivent des céréales, avez-vous fait des démarches auprès du ministre fédéral pour que cette fois-ci ils obtiennent le maximum?

**M. Pagé:** Quel fonds d'aide spécial?

**M. Jolivet:** S'il y a un programme d'aide.

**M. Pagé:** Le fonds spécial des grains, vous voulez dire?

**M. Jolivet:** Oui.

**M. Pagé:** Pour l'année de production 1987?

**M. Jolivet:** Oui, 1987.

**M. Pagé:** Nous sommes en contact avec le gouvernement fédéral là-dessus. Cela fait partie, c'est évidemment un des éléments, parce qu'il y a plusieurs éléments dans la demande qui sera formulée par, entre guillemets, le Québec, via cet organisme. Il y a plusieurs éléments dont celui-là.

**M. Jolivet:** Est-ce que le ministre a l'intention d'engager lui aussi un lobbyiste pour régler ses problèmes avec le fédéral?

**M. Pagé:** Pardon?

**M. Jolivet:** Est-ce que le ministre a l'intention de s'engager un lobbyiste comme le ministre du Commerce extérieur?

**M. Pagé:** Vous le souhaitez?

**M. Jolivet:** Non, je vous pose la question.

**M. Pagé:** Vous êtes contre?

**M. Jolivet:** Je vous pose la question. Je

veux savoir ce que vous en pensez.

**M. Pagé:** Non. Vous êtes pour ou vous êtes contre?

**M. Jolivet:** Non, ce que je veux dire, c'est que je crois comprendre que ce que souhaite le ministre dans le fond, c'est une coalition avec des gens qui proviennent chacun du milieu. Donc, ce n'est pas un lobbyiste que vous voulez avoir.

**M. Pagé:** Si le regroupement juge important ou utile d'embaucher des professionnels pour l'aider dans sa démarche, c'est le regroupement qui en décidera.

### Assurance-stabilisation

**M. Jolivet:** Est-ce qu'on pourrait avoir ce que vous m'avez dit tout à l'heure sur l'assurance-stabilisation?

**M. Pagé:** Mme la Présidente, M. Michel Saint-Pierre, le président de la Régie des assurances agricoles du Québec et son équipe. D'ailleurs, il pourra présenter son équipe, l'équipe de la régie qui fait un travail très professionnel. Amenez-vous M. Saint-Pierre et j'apprécierais que vous indiquiez...

**M. Saint-Pierre (Michel):** M. Blanchet, vice-président à l'assurance-stabilisation.

**M. Pagé:** M. Blanchet. Avez-vous votre équipe? Chacun des présidents va présenter son équipe.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le président, il faudrait recommencer, parce que vous n'êtes pas vis-à-vis le micro.

**M. Saint-Pierre:** M. Guy Blanchet, vice-président à l'assurance-stabilisation. M. Norbert Dubé, vice-président à l'assurance-récolte et Mme Christine Phaneuf, adjointe exécutive du président. Les autres ne sont pas présents ce soir, malheureusement.

**M. Pagé:** Pourriez-vous, M. le président, indiquer aux membres de la commission toute la problématique et la question des imputations de montants versés par le gouvernement du Canada dans certains de ses programmes d'aide aux céréaliculteurs canadiens et l'impact que cela a pour les producteurs du Québec en regard de l'applicabilité de la loi qui administre ces compensations versées à nos producteurs, loi du Québec?

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Saint-Pierre.

**M. Saint-Pierre:** Merci. D'abord, on doit dire que le régime d'assurance-stabilisation du

Québec est basé sur un modèle de production qui commercialise. Les coûts qui sont afférents à ce type de production sont les coûts de base du régime et ce sont ces coûts qui servent à établir le niveau de stabilisation. Des producteurs qui ne faisaient pas de commercialisation jusqu'à présent ont profité du régime du fait qu'il n'y avait pas de restrictions à l'entrée. Par contre, ils bénéficiaient forcément du fait que tous les coûts qui sont normalement encourus par un producteur qui commercialise n'étaient pas à leur charge. Je pense aux producteurs qui font chez eux une production intégrée de porcs, de volailles et de lait. Dans le cas du fédéral, enfin, le fédéral verse cette année un montant de l'ordre de 29,70 \$ dans le cas du maïs, ce qui fait une moyenne de l'ordre de 16,10 \$, je pense, par tonne moyenne de céréales, de maïs, disons, une moyenne pondérée, qui est versé uniquement aux producteurs qui commercialisent. Les producteurs qui ne commercialisent pas nous demandent de compenser en plus. Ce qu'ils nous demandent en fait, c'est de verser une indemnité supérieure à un groupe plutôt qu'à un autre, alors qu'ils ont payé la même prime et qu'ils ont adhéré à un régime qui protège un type de production bien spécifique, soit celle de ceux qui commercialisent.

**M. Jolivet:** Juste une question, c'est-à-dire que la personne qui commercialisait, c'était la personne qui avait une production, qui vendait à son voisin, admettons. Je veux un exemple.

**M. Saint-Pierre:** Il vendait à un centre de grains, effectivement, oui.

**M. Jolivet:** Mais le problème qu'il y a, c'est la personne qui, elle, au lieu de le vendre, l'utilisait pour ses besoins à elle. Donc, elle ne commercialise pas.

**M. Saint-Pierre:** Oui. Normalement, les entités, les fermes de production sont un peu plus petites. On parle d'une moyenne de peut-être 30 hectares dans ce cas. Ce sont des fermes qui sont, comme je vous le dis, intégrées dans la production porcine. C'est une grosse partie de celles-là. Dans le cas du lait, c'est assez général qu'elles font également des céréales. Dans le domaine de la volaille, c'est moins régulier mais, quand même, il y a une proportion.

**M. Jolivet:** Dans le fond, le principe de base qui a été utilisé, c'est celui qui commercialisait, étant donné que c'est une assurance pour la commercialisation. Est-ce cela?

**M. Saint-Pierre:** Oui, effectivement.

**M. Jolivet:** Et parce qu'ils ne se le vendaient pas à eux-mêmes, parce qu'ils n'ont pas le droit de se le vendre à eux-mêmes d'une certaine façon, ils ne faisaient pas de commerce dans ce temps-là, ils ne sont pas couverts.

(21 h 15)

**M. Saint-Pierre:** Lorsque la régie calcule son indemnité annuelle, elle se base sur son modèle de référence et elle prend les revenus et les coûts de l'entreprise qui fonctionne en vertu du modèle. Les producteurs n'ont pas forcément tous les mêmes revenus. Les revenus sont les revenus moyens. Donc, il y a des écarts et des disparités selon les saisons, selon les régions et selon les centres de grains. Il y a également des disparités selon les rendements, mais le paiement se fait toujours d'après le même modèle collectif avec les revenus d'une entreprise modèle et les coûts également. Un seul paiement est effectué par unité produite et ce paiement est uniforme. La demande qu'on a actuellement en main et qui ne peut être satisfaite, c'est de payer plus cher des entreprises qui ne fonctionnent pas selon le modèle stabilisé et qui n'ont pas tous les coûts du modèle.

**M. Jolivet:** Est-ce possible que des gens aient reçu - le ministre disait qu'ils sont peu nombreux, mais il y en a quand même qui ne sont pas assurés - des montants d'argent du gouvernement fédéral? Celui-ci a plus d'argent dans le fond que la personne qui, elle, est en instance d'assurance et qui dit: J'ai payé mon assurance tel prix. Avant de me retourner ce à quoi j'ai droit à la tonne, on va calculer le montant que j'ai reçu, parce que c'est un revenu du fédéral, c'est considéré comme revenu. Là, on le détermine en fin de compte et on lui dit: Voici, il faut que tu paies déjà ta prime pour l'année prochaine. Comme celle-ci a augmenté finalement, les gens n'ont presque plus rien au bout de la course et ils disent: On a une perte entre les deux. Si la demande est de régler pour un montant d'argent qu'il est possible de regarder, là, vous dites non à cela, s'ils ne faisaient pas de commercialisation.

**M. Saint-Pierre:** Tous les producteurs n'ont pas reçu le même montant effectivement. L'un vendait et l'autre utilisait ses céréales. Donc, il n'y a pas eu une vente dans un cas, sauf que le calcul fait est basé sur un modèle théorique, mais avec quand même des coûts très concrets qui sont ceux d'une entreprise qui a une certaine taille et un certain type d'équipement, qui a été achetée durant une année bien particulière. C'est la base de tous les régimes. Ce n'est pas un régime qu'on pense individuellement, un tel producteur selon qu'il a reçu une somme plus ou moins élevée. C'est vraiment un modèle unique.

Tous les producteurs auront reçu cette année, qu'ils commercialisent ou non, le même montant par unité produite. Le manque à gagner provient du fait qu'un versement fédéral a été reçu uniquement par une catégorie de producteurs.

**M. Jolivet:** La ferme, le prix, les coûts de production, cela est fait de quelle façon? Vous

dites que cela a été établi...

**M. Saint-Pierre:** C'est un comité qui regroupe le ministère et l'UPA. La régie ne fait qu'administrer ce modèle-là. Cette ferme a une dimension d'environ 190 hectares, c'est une ferme spécialisée avec un type d'équipement et un type de commercialisation, les coûts relatifs à la commercialisation, transport, camion, etc. C'est ce qui fait que, à notre avis, les producteurs qui ne commercialisent pas ont, au cours des années, accumulé un bénéfice du fait qu'ils recevaient une compensation égale à celui qui commercialise, sans avoir tous les coûts.

Cette année, le versement fédéral vient renverser en partie ce bénéfice. Évidemment, cela déplaît.

**M. Jolivet:** En tout cas, je sais que plusieurs producteurs disent qu'ils se trouvent un peu mal servis par rapport à ceux qui reçoivent le montant, alors qu'ils ont toujours été dans la production de commercialisation. Par rapport à ceux qui ne l'étaient pas, ils se sentent un peu frustrés.

**M. Saint-Pierre:** Oui. Ce qu'on peut quand même dire pour démontrer malgré tout qu'il n'y a pas d'inéquité, si on se compare d'abord aux versements qui sont faits et aux montants versés dans les autres provinces, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest, malgré le versement fédéral non reçu, les producteurs du Québec qui ne commercialisent pas auront reçu malgré tout un paiement net moyen de 43 \$, ce qui est exactement le même montant que ceux de l'Ouest ont reçu et ce qui est supérieur de 9 \$ à ceux de l'Ontario.

Si on prend maintenant ceux qui ont reçu en plus une somme moyenne de 16,19 \$, on voit que le niveau de stabilisation du Québec est nettement supérieur à ce qu'offrent l'Ontario et l'Ouest.

**M. Jolivet:** Ceux qu'on a eus dans nos bureaux de comté, ce sont ceux qui ont fait faillite depuis ce temps-là. Ils ont eu des difficultés, ils ont chialé et ils ont dit: il y a telle chose. Nous, nous demandons ce qui s'est passé et comment le régler. Il avait été question qu'il y ait une entente justement sur cette partie-là, mais cela n'a pas l'air à avoir...

**M. Saint-Pierre:** Il y a eu des ententes importantes en 1986. D'abord, il y a eu le fait qu'on a tenu compte, pour fins de calcul, d'un rendement moyen inférieur au modèle pour justement réduire les impacts. On a pris un rendement moyen de 4,32 tonnes qui est un rendement provincial plutôt que celui du modèle théorique qui aurait été de 6,06 tonnes. Déjà, il y a un gain qui totalise 12 000 000 \$ en argent considéré comme reçu, si on veut. Dans notre calcul des versements, ce sont donc 12 000 000 \$

de plus qui sont versés aux producteurs. C'est déjà une première entente qui a été négociée avec l'UPA. Il y a également des coûts additionnels qui ont été ajoutés pour tenir compte d'une année difficile en 1986, soit les coûts pour le séchage: cela totalise 9 000 000 \$ additionnels. Les deux sommes font au total 21 000 000 \$, alors qu'on essaie d'équilibrer un montant qui aurait été reçu et effectivement versé à nos assurés de l'ordre de 23 000 000 \$ ou de 24 000 000 \$. On arrive à peu près à un équilibre de ce côté-là.

**M. Jolivet:** Mais pour l'année qui vient de s'écouler?

**M. Saint-Pierre:** On va voir.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Le problème, Mme la Présidente, est très clair. Nos régimes garantissent au producteur qu'il va rejoindre son coût de production. C'est donc dire que si, pour le producteur, il en coûte... La situation dans laquelle on est à l'égard du producteur de céréales qui en fait la commercialisation, c'est que, si son produit lui coûte 1 \$ à produire, qu'il le vend seulement 0,75 \$, on compense les 0,25 \$ manquants, de sorte que ce producteur peut faire face à son coût de production en tenant compte, évidemment, d'un salaire payé à l'ouvrier spécialisé.

**M. Jolivet:** S'il reçoit un montant du fédéral, là, c'est soustrait?

**M. Pagé:** Le fédéral dit: Moi, j'aide maintenant les producteurs de céréales qui commercialisent, je donne 0,25 \$. Le producteur voit que le fédéral verse de l'argent à tous les producteurs canadiens. Il dit: Ces 0,25 \$, j'aimerais les avoir, sauf que, dans nos lois, on a une disposition très claire, parce que les producteurs y contribuent pour le tiers et nous pour les deux tiers. Autant ensemble on se donne une garantie que le producteur aura son coût de production, autant il est très clairement établi par la loi que toute somme versée au producteur devra être déductible de ce dollar; ce sont les règles du jeu. Aucun producteur, aucune des fédérations ainsi touchées, que ce soit la Fédération des producteurs de porc ou la Fédération des producteurs de céréales, n'est intéressé à ce qu'on modifie la loi, parce qu'il sait pertinemment que le régime du Québec est beaucoup plus sécurisant, beaucoup plus garant à long terme d'une stabilité que les interventions sporadiques, ad hoc, du gouvernement fédéral.

Nous, nous avons respecté la loi et c'est normal qu'il en soit ainsi, ce sont les règles du jeu. Cependant, à la suite des discussions qu'on a eues, on a accepté le principe de revoir les rendements, soit de quatre tonnes à l'acre plutôt que de six tonnes à l'acre, ce qui donne quand

même 12 000 000 \$ de plus à ces producteurs et on a réglé, il y a quelques mois, toute la question des coûts de séchage de l'année 1986, parce que, comme on le sait, l'année 1986 a été très humide. Il y a eu un coefficient d'humidité de 34 % ou 35 %, alors que le modèle donnait une moyenne de 27 % ou 28 % pour le coefficient d'humidité. Ce faisant, en modifiant pour cette année le modèle et les coûts de production, parce que le coût de séchage avait été ajouté, on a versé 9 000 000 \$ de plus aux producteurs, ce qui fait 21 000 000 \$, et ce dont on parle comme litige, c'est d'une somme de 24 000 000 \$.

Alors, non seulement nous pensons, mais nous soutenons et nous croyons avoir démontré que nous avons été très justes, très équitables envers nos producteurs qui commercialisent. Cependant, il faut retenir qu'encore une fois c'est fait à même le trésor du Québec, parce que le Québec y contribue pour les deux tiers et que le fédéral y met... zéro.

M. Jolivet: Est-ce que cela pourrait avoir des effets comme le fait que les gens qui ne commercialisaient pas, dans ce contexte, décident de commercialiser et cela augmenterait le coût global?

M. Pagé: Les coûts ne sont pas... Le fait de ne pas commercialiser, vous savez, on récupère, entre autres, au niveau des coûts de transport.

M. Jolivet: Oui, c'est cela.

M. Pagé: Je conviens avec vous que cette intervention du gouvernement fédéral, parce qu'elle s'adresse seulement aux producteurs de céréales qui commercialisent, est susceptible de créer une certaine dualité, celle des producteurs qui ne commercialisent pas et des producteurs qui commercialisent, en tenant compte que c'est un régime commun aux deux productions. On va voir. On va cheminer avec lui. Je dois vous assurer que nous sommes en contact étroit et soutenu avec lui.

M. Jolivet: D'accord.

La Présidente (Mme Dionne): M. le député de Lavidette, cela va?

### Recherche

M. Jolivet: Cela va. J'ai une autre question qui a trait au bilan de l'entente fédérale-provinciale sur l'agriculture. Une entente a été signée en mars 1987 dans le cadre de l'entente de développement économique régional. On se souvient que c'est pour une durée de trois ans, donc jusqu'au 31 mars 1990. Le budget prévu est de 35 000 000 \$ et financé...

M. Pagé: C'est une entente sur la recher-

che.

M. Jolivet: Oui, à 50-50 par Ottawa, et un montant de 17 500 000 \$. Il y a donc environ 6 000 000 \$ par année, chacun, pour des programmes dont la mise en oeuvre relèvera des deux ordres de gouvernements. Le programme comprend trois volets: premièrement, recherche et développement, basé sur les contrats aux entreprises et aux institutions de recherche; deuxièmement, innovation technologique et, troisièmement, conservation et amélioration de la qualité des sols. J'aimerais connaître...

M. Pagé: La ventilation.

M. Jolivet: C'est cela, le bilan de l'entente auxiliaire de 1987, le nombre de projets, les budgets investis pour chacun des volets de l'entente. Est-ce que le budget de 1987 va être totalement engagé?

M. Pagé: C'est une entente de trois ans. J'ai indiqué, au nom de mes collègues députés libéraux et au nom du Conseil des ministres, au début de 1986, que, pour nous, la recherche constituait un des meilleurs leviers pour diminuer les coûts de production, pour s'assurer qu'on soit plus performants, qu'on soit plus productifs, etc. C'est dans ce sens-là qu'on a négocié une entente qui, effectivement, implique des déboursés sur trois ans de 35 000 000 \$ à 50-50, ce qui veut dire 17 500 000 \$ du Québec et 17 500 000 \$ du fédéral. En 1987-1988, première année d'application de cette entente, 112 projets ont été approuvés dans les sept programmes; 20 200 000 \$ sur 35 000 000 \$ sont déjà engagés...

M. Jolivet: Déjà engagés?

M. Pagé: Oui, déjà engagés, dont 10 000 000 \$ du fédéral et 10 000 000 \$ du provincial. En recherche, l'engagement total est de 13 300 000 \$ sur 14 800 000 \$, ce qui veut dire que la presque totalité de l'enveloppe pour la recherche est engagée. Il reste un solde de 1 500 000 \$.

Concernant le transfert technologique, l'engagement pour 1987-1988 est de 3 900 000 \$ sur un montant total de 16 400 000 \$. Il reste 12 500 000 \$ en fait. Pour l'inventaire de la dégradation, qui était quand même très important, comme on veut intervenir assez rapidement, on a 3 000 000 \$ d'engagés sur 3 000 000 \$ de prévus dans la première année.

M. Jolivet: Concernant les contrats qui ont été donnés, soit à des universités, à des chercheurs, soit à des organismes, est-ce qu'il est possible d'en avoir la liste et comment ont-ils été donnés?

M. Pagé: Pour cela, on a un comité. M.

Gaston Grammond, sous-ministre à la recherche, pourra vous indiquer selon que) mécanisme on en arrive évidemment à des ententes dans le comité fédéral-provincial pour prendre tel projet, etc. Cependant, je ne peux vous donner la liste ce soir, M. le député. M. le ministre fédéral et moi-même devions l'annoncer il y a quelques jours, mais nous travaillons à autre chose actuellement, M. Blais et moi-même. Je ne crois pas qu'il soit opportun pour moi de me promener avec mon collègue, mon homologue fédéral, pour faire des annonces sur les listes d'entente. On est en train de travailler à autre chose.

**M. Jolivet:** Vous êtes en mésentente sur quelque chose.

**M. Pagé:** On n'est pas en mésentente.

**M. Jolivet:** Vous n'êtes pas en bonne entente.

**M. Pagé:** On n'est pas en mésentente. On n'a pas de relations de ce temps-ci.

**M. Jolivet:** Ce ne sera pas au manoir Bonne-Entente.

**M. Pagé:** Pardon?

**M. Jolivet:** Ce ne sera pas au Château Bonne-Entente.

**M. Pagé:** Non. On travaille à autre chose de ce temps-ci.

**M. Jolivet:** J'aimerais l'avoir de la part du sous-ministre.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Grammond.

**M. Grammond (Gaston):** Pas la liste?

**M. Pagé:** Non, la liste, on ne la donne pas.

**M. Jolivet:** J'aurai bien essayé pourtant.

**M. Pagé:** Je peux vous donner l'assurance que le matin où nous la rendrons publique, où nous la rendrons publique conjointement, je vous l'acheminerai à la première heure. D'accord?

**M. Jolivet:** Avant ou après?

**M. Pagé:** À la première heure avant, avec un embargo cependant.

**M. Jolivet:** D'accord.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Jolivet:** Comment choisissez-vous? Quels sont les critères? Qui peut faire une demande?  
(21 h 30)

**M. Grammond:** En fait, il y a des critères différents pour chacun. Il y a sept programmes avec différents critères, mais il y en a qui, dans certains programmes, se rapprochent. Si on prend le premier programme, celui pour de la recherche à contrat, c'est un programme qu'on appelle ouvert. Alors, tout le monde peut faire une demande, enfin ceux qui croient avoir des capacités pour faire de la recherche. Cela peut être des individus, des universités, etc. Le fonctionnement, le choix, la sélection des projets se fait via un comité de programmes, comité appelons-le d'experts qui évalue le projet, qui l'analyse en regard du contenu, de la procédure de recherche, et fait ensuite une recommandation au comité de gestion de l'entente. Le comité de gestion de l'entente, c'est deux personnes avec... On est six, trois du fédéral, trois du provincial et on décide si on prend, si on accepte ou on n'accepte pas le projet. C'est un mécanisme dans lequel il n'y a pas de critères précis pour la proposition d'un projet. Il faut que ce soit d'abord un projet qui soit avec une approche de recherche, un protocole valable de recherche - c'est cela le principal critère - et qu'il y ait une opportunité, c'est-à-dire qu'il y ait une raison de faire cette recherche-là, qu'elle n'ait pas déjà été faite. Alors, c'est cela le critère. Et c'est évalué par un comité.

Au niveau de la recherche sur les aliments, le deuxième programme, c'est un programme un peu différent. C'est un programme où il y a eu des priorités d'identifiées par les conseils de recherche du Québec et on a fait un appel général aux institutions, principalement aux institutions qu'on connaît et qui font de la recherche. Ces gens-là ont fait des propositions et on a retenu des propositions de recherche; je pense que sur 27 propositions il y en a eu 17 ou 18 qui ont été acceptées.

**M. Jolivet:** L'appel général a été lancé dans les journaux, par des avis?

**M. Grammond:** Cela a été lancé dans les journaux, par des lettres, principalement aux universités ou à différents organismes de recherche en agriculture. Alors, c'est principalement cela.

Le deuxième volet, le transfert de technologies, c'est un mécanisme qui est semblable à celui que j'ai expliqué en premier lieu, celui par la recherche. Seulement, il s'agit de projets de transfert de technologies: comité technique d'évaluation, avec experts, recommandations au comité de gestion et on évalue le projet, à savoir s'il est bien fait, deuxièmement, s'il est opportun. Dans ce domaine, tout le monde est aussi impliqué, pas impliqué, mais invité à faire des propositions. Les producteurs, les groupes de producteurs, etc., peuvent le faire à ce moment-là. Ils peuvent le faire aussi pour le volet recherche, s'ils ont, évidemment des compétences pour la recherche. Dans ce dossier-là, il y a eu



108 projets proposés, il y en a eu 47 qui ont été retenus à ce jour.

Pour ce qui est de la conservation et l'amélioration de la qualité des sols, le volet trois, l'inventaire des problèmes de dégradation, alors, c'est un programme où il n'y a pas eu d'appel d'offres, parce que c'est un programme qui est fait en régie. C'est le Québec qui administre ce programme-là et qui le réalise.

**M. Jolivet:** Quand vous dites en régie, c'est le ministère.

**M. Grammond:** Le ministère a ses budgets réguliers remboursés par le fédéral pour ce projet-là, sur la dégradation.

Pour ce qui est du volet recherche en sols, ce projet-là ressemble beaucoup au programme deux. On a fait la même chose, des appels auprès d'à peu près tous les gens qui font de la recherche en sols: consultants, université, etc. On a reçu probablement une trentaine de projets et on en a accepté, dans ce programme-là, 21 sur 27.

Et le dernier...

**M. Jolivet:** Est-ce que, quand vous dites dégradation des sols, est-ce que cela a trait aussi aux problèmes des érables quand on parle de la possibilité de l'acidification des sols?

**M. Grammond:** Oui, les projets qui sont soumis touchant ce problème-là sont considérés comme les autres et même, peut-être, l'aspect d'opportunité est peut-être plus élevé que dans certains autres cas.

**M. Jolivet:** Donc, comme vous avez un criblage certains des projets soumis, ce n'est donc pas dans celui-là qu'on pourrait retrouver un certain projet d'un professeur d'université demandant d'utiliser le système Sys-vac pour introduire pendant la saison morte de l'érable un certain ingrédient pour vérifier les problèmes de l'érable. Vous vous souvenez de ce dossier-là?

**M. Pagé:** Non.

**M. Jolivet:** Eh! que le ministre n'a pas de mémoire, M. le sous-ministre! Vous ne vous souvenez pas d'un certain budget, lors des engagements financiers, alors qu'on avait découvert qu'un professeur d'université avait offert ses services ou que quelqu'un, en tout cas, avait offert ses services pour utiliser le système Sys-vac pour vérifier certaines données.

**M. Pagé:** Ah oui, pendant l'été.

**M. Jolivet:** Oui, oui.

**M. Pagé:** Le système inversé pour fertiliser.

**M. Jolivet:** C'est pour cela que j'ai posé la

question. Je me suis dit, comme il y a un bon criblage, que ce n'est probablement pas là. Il n'est pas au courant de cela. C'est pour cela que j'ai posé la question, je savais que le ministre me répondrait. Ce n'est pas avec son criblage des projets qu'on aurait trouvé une chose semblable.

**M. Pagé:** Vous êtes où là?

**M. Jolivet:** Juste un petit aparté.

**M. Pagé:** Un obiter dictum.

**M. Jolivet:** Je n'ai pas vos termes d'avocat et je ne veux pas les avoir non plus. La seule chose que je vous dis, je vous rappelle cette chose.

**M. Pagé:** Vous étiez contre à l'époque ou vous étiez pour?

**M. Jolivet:** Moi, j'avais dit que j'avais trouvé drôle la façon dont on l'avait choisi. Quelqu'un arrive au ministère: J'ai une bonne idée, je vais l'utiliser, payez-moi! C'est ce que j'avais compris. Là, je comprends qu'ils ont des critères tellement bien sélectifs que ce n'est pas comme cela que cela marche. Je suis bien content de savoir que c'est mieux structuré.

**M. Grammond:** À moins que cette idée n'ait été jugée comme très valable sur le plan scientifique. C'est cela.

**Une voix:** Ce sont des comités qui jugent.

**Une voix:** On a voulu être plus efficace. Au lieu d'avoir trois comités réunissant 18 personnes, c'est le sous-ministre qui a trouvé que c'était valable.

**M. Jolivet:** C'est une bonne idée, sauf qu'on n'a jamais eu le résultat de cela.

**Une voix:** C'est en marche.

**M. Jolivet:** Ah bon. On a hâte. On va y revenir à un moment donné. D'accord.

**M. Grammond:** En fait, j'avais pratiquement terminé. Le dernier programme, qui est aussi un programme de transfert de technologies, mais dans le domaine des sols, fonctionne comme ce que j'ai mentionné pour le transfert de technologies. Même chose: comité qui reçoit, étudie, évalue et fait les recommandations. On les accepte ou non.

**M. Jolivet:** Dans ces programmes, y a-t-il une étude qui est faite ou qui a été proposée? En tout cas, je ne veux pas le savoir, je ne veux pas vous le demander, parce que je comprends la confidentialité jusqu'à l'annonce

publique par les ministres des dossiers. Mais, a-t-il quelqu'un qui a pensé proposer une étude sur l'utilisation actuelle des sols? Des gens ne peuvent pas vendre leur terre, parce qu'il n'y a pas d'enfants qui veulent prendre la relève. On se retrouve avec des sols presque pas utilisés, à un moment donné, non utilisés ou encore, on coupe le foin à tous les ans, mais il n'y a pas de changement.

**M. Grammond:** Ce genre de recherche, c'est une recherche, mais ce n'est pas éligible ici. C'est un programme complet qui vise le transfert de technologies et la recherche biologique ou biotechnique, si vous voulez. Alors, ce genre de projet ne serait pas éligible dans le cadre & / ces programmes.

**M. Jolivet:** Dans ce cas, si on parle de recherches biologiques, toute la question de l'utilisation, de l'irradiation au cobalt-60 pour des aliments fait-elle partie des recherches dans ce sens?

**M. Grammond:** Oui, cela se pourrait.

**M. Jolivet:** À savoir quels sont les effets sur l'être humain ou eu égard au fait que, si le Québec ne veut pas l'utiliser pour ses propres produits, il le fait pour les envoyer au tiers monde. À ce moment-là, il va falloir savoir ce que cela va produire au bout de la course.

**M. Pagé:** L'irradiation des aliments?

**M. Grammond:** C'est une technique. Cela pourrait être un projet acceptable.

**M. Jolivet:** Oui. On y reviendra, j'aurai une autre question. On peut dire qu'actuellement, l'ensemble des sommes est presque utilisé. Cela va bien pour la deuxième année de l'entente.

**M. Grammond:** Il y a 20 000 000 \$ d'engagés, comme M. le ministre...

**M. Pagé:** Il y a 20 200 000 \$ d'engagés sur 35 000 000 \$.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Jonquière.

**M. Dufour:** Je voudrais juste savoir, par rapport à ces analyses que vous faites de ces projets de recherche, si vous vous assurez d'un minimum de chance que ces recherches produisent des effets bénéfiques ou vont se rendre à terme? On peut présenter un projet de recherche et cela peut être intéressant, mais la recherche peut ne pas être concluante au bout. Est-il possible que cela arrive dans ces projets?

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Je comprends la question du député de Jonquière. C'est le cas que des recherches qui sont effectuées ne sont pas toujours concluantes ou encore que ces recherches ne sont pas toujours concluantes dans les délais souhaités.

La recherche étant évidemment une science ou une action qui ne garantit pas ses résultats, cependant, on doit reconnaître que les investissements qui ont été faits en recherche, que ce soit au niveau des universités, que ce soit au niveau de nos stations de recherche, que ce soit au niveau de nos ITA, que ce soit au niveau de notre faculté de médecine vétérinaire, que la contribution de ces efforts, de ce capital humain des chercheurs dans différentes disciplines, auront contribué et ont contribué de façon très significative à renforcer l'agriculture. Il suffit de se référer à toute la question de la défense des cultures, à toute la question du développement de nouvelles pratiques, de nouveaux produits. Exemple concret, ici, dans la région de Québec, à l'automne, en octobre, on vendait en kiosque des fraises d'automne, faites avec des cultivars d'automne. Cela a été développé à l'Université Laval. Tout le volet de la culture en serre avec, évidemment, l'adaptation de techniques propres au Québec au niveau de l'énergie, cela s'est fait chez nous. C'est définitif que, s'il fallait demander la garantie et la caution personnelle du chercheur avant de lui donner 100 000 \$ pour faire une recherche, il ne s'en ferait pas beaucoup, M. le député, mais, globalement, les résultats sont non seulement positifs mais éminemment utiles à l'agriculture.

**M. Jolivet:** J'écoutais la réponse à la question qui a été posée, parce que j'ai eu l'occasion, avec les Français qui sont venus, de visiter les recherches qui se font à l'Université Laval sur les cultivars pour avoir justement la possibilité d'en arriver à quelque chose qui, avec l'utilisation à plus grande ou à moyenne intensité de lumière, permet d'avoir des serres bâties pour le Québec et d'en arriver à produire une culture sans sol, mais dans un milieu fermé qui est la serre. C'est intéressant, parce que au bout de la course il y a des résultats positifs. Même si ce n'est pas ce qu'on recherche, à un moment donné, il y a peut-être d'autres choses qui vont surgir, qui seront importantes plus tard. La recherche, c'est toujours au moment où l'on pense ne jamais l'avoir qu'on l'a le plus souvent.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Messier:** M. le ministre, j'aimerais connaître votre évaluation du programme, sur tout le volet 1. Est-ce que cela correspond à 100 % de vos attentes? Parce qu'il me semble que le programme fédéral-provincial c'est beaucoup de temps en évaluation. Est-ce que cela correspond aux champs ou aux créneaux d'inter-

vention que vous vous étiez fixés au début?

**M. Pagé:** Le volet 1?

**M. Messier:** Disons tous les volets, tous les programmes fédéraux-provinciaux, bilatéraux, parce que qu'il faut qu'il y ait un comité technique et après cela un comité de gestion. Avant l'annonce des programmes, est-ce que cela correspond à vos attentes?

**M. Pagé:** Oui. En fait, ce qu'on s'est fixé comme objectif, étant donné une volonté politique d'ici d'investir davantage dans la recherche et cela, de façon générale autant dans l'alimentation que dans d'autres secteurs, d'investir des sommes importantes quant au problème de la dégradation des sols qu'on commence à vivre avec une certaine acuité au Québec... Qu'il me suffise de mentionner la dégradation du sol à la suite de l'érosion, c'est près d'un hectare par jour de terre qui se perd, qui s'en va dans les ruisseaux, qui s'en va dans les rivières, globalement. On commence comme dans la région où vous êtes comme député, on commence à sentir un problème de plus en plus aigu de compactage du sol dans les régions où on a de la monoculture. C'est un problème qui est ressenti depuis quelques années dans l'Ouest canadien, mais ici on commence à le vivre. C'est ce pourquoi cette entente était bien importante pour nous. C'était d'établir un plan défini de trois ans d'investissement de sommes importantes. Comme on l'indiquait tout à l'heure, au-delà de 112 projets ont été approuvés à ce jour. Le mécanisme des comités techniques, des comités de gestion, c'est normal en semblable matière dans le cadre des ententes fédérales-provinciales. C'est la même chose en habitation. C'est la même chose dans d'autres secteurs.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député.

**M. Messier:** Au niveau des comités techniques, c'est fédéral-provincial, ce sont des fonctionnaires qui se réunissent. Après cela, au niveau du comité de gestion, c'est fédéral-provincial. D'accord?

Pourquoi, lorsque cela passe au comité technique, c'est approuvé et, quand cela vient au comité de gestion, c'est refusé? C'est quoi vos balises pour accepter ou refuser, parce que sur six demandes que la région de Saint-Hyacinthe vous a formulées, six ont été refusées?

**M. Jolivet:** Si j'étais le ministre de l'Éducation, je dirais qu'elles ont été mal présentées.

**M. Messier:** Hum!

**M. Jolivet:** Il m'a dit cela sur le cégep, je vous fais la même réponse qu'il m'a donnée. C'est farfelu comme réponse, ce n'est pas cela qu'on doit donner.

**M. Messier:** Le taux de succès semble relativement bas dans la région.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Grammond.

**M. Grammond:** Le comité de programmes, ce qu'on appelle un peu le comité technique, va faire son évaluation particulièrement sur l'aspect technique du projet. Il va regarder le protocole. Il va regarder si les approches sont bonnes au point de vue recherches, au point de vue scientifique.

(21 h 45)

Il va aussi, bien sûr, se poser des questions sur l'opportunité et faire une recommandation au comité de gestion. Cela arrive souvent, si des recommandations sont techniquement bonnes, que par contre au niveau de l'opportunité du projet, on juge au comité de gestion de ne pas les retenir à cause du fait qu'on pense que ce n'est pas ce qui est le plus prioritaire à faire avec l'argent de l'entente par rapport à d'autres projets qui ont déjà été faits.

Au comité de gestion, on regarde aussi l'ensemble des autres projets de recherche qui sont faits dans le cadre d'autres programmes comme le programme de subventions aux universités. Ce sont parfois des choses qui échappent au comité technique, c'est-à-dire de regarder si vraiment ce champ d'intervention n'est pas couvert. C'est pour ces raisons, normalement, qu'un projet n'est pas retenu.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Messier:** Est-ce que ces grandes balises sont connues? Parce que présenter un projet au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation coûte environ 10 000 \$ ou 15 000 \$. Prenez le temps d'un professionnel, d'un ingénieur disons, si cela lui prend deux semaines... Trouver les fermes agricoles pour faire le test, les ententes, présenter cela, c'est relativement dispendieux. On refuse du revers de la main et on dit: Recommencez, refaites vos classes.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Grammond.

**M. Grammond:** Du revers de la main?

**M. Messier:** Disons que c'est une petite lettre de trois ou quatre paragraphes pour dire que le projet est refusé.

**M. Grammond:** Non. Cela peut être coûteux pour certaines personnes, certains groupes ou certains consultants de monter un projet, mais ils le font toujours, dans un programme comme cela. Dans tous ces programmes, ils le font toujours à leurs risques et périls. Et cela, ils le savent. C'est bien connu.

Parfois aussi, on reçoit un projet qui a déjà

été refusé ailleurs, parce qu'il n'était pas tellement bon. Donc, on le refuse nous aussi. Cela arrive de temps en temps. Mais en gros, les règles du jeu sont assez bien connues par notre clientèle. Il arrive assez souvent aussi que le comité de gestion au sujet des projets, va faire des recommandations différentes de celles du comité technique sur le montant alloué. Cela arrive assez souvent aussi.

**M. Messier:** Une question au ministre. Est-ce que cela ne serait pas plus opportun d'avoir l'argent 100 % au fédéral et de l'administrer nous-mêmes plutôt que de faire affaire avec des comités techniques ou des comités de gestion? Le fédéral ne veut pas? Ce sont des annonces politiques?

Ne serait-ce pas opportun, au lieu d'avoir des comités techniques et des comités de gestion, d'avoir l'argent du fédéral plutôt que d'avoir des comités bilatéraux? Il y a de l'opportunité politique là-dedans, de faire des annonces conjointes fédérales-provinciales.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre. M. le député de Laviolette.

**M. Jolivet:** D'une façon ou d'une autre, même si c'était juste le Québec qui avait l'argent, il va y avoir un comité pour vérifier. La question que je poserais, ce serait la suivante: il y a un comité qui aura à décider de quelque chose, parce qu'il y a beaucoup de demandes. Est-ce lui qui les choisit?

L'autre question, c'est: Est-ce qu'il va y avoir réévaluation? Si deux gouvernements ont mis 35 000 000 \$, il va falloir qu'on évalue les résultats de cela pour pouvoir aller plus loin, si on désire faire un autre programme pour les trois ou quatre ans à venir.

**M. Pagé:** Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Messier:** Merci, M. le député.

**M. Pagé:** Dans les relations fédérales-provinciales, si on se réfère à de telles ententes - qu'elles aient cours dans le domaine de l'agriculture, du transport ou du développement régional - celles-ci sont administrées conjointement. Il faut quand même comprendre la légitimité, que chacun des Trésors, qu'il soit fédéral ou provincial, est quand même tributaire de ses gestes, de ses imputations budgétaires devant les contribuables du Québec ou du Canada.

L'autre élément, c'est évident que, même si c'était administré uniquement par Québec, il y aurait effectivement des comités, des critères, etc.

**M. Jolivet:** Ma dernière question, Mme la Présidente.

**M. Pagé:** J'aimerais demander au député de Saint-Hyacinthe pourquoi il a limité sa question au volet 1.

**M. Messier:** Ah non! Tous les volets, tous les programmes fédéraux...

**M. Pagé:** Est-ce parce qu'il sait que, dans le volet 2, il y a une entreprise de son comté qui a été aidée?

**M. Messier:** Peut-être que, dans le volet 3, aussi, il y en a qui ont été aidées.

Ma question est que je trouve cela un peu embêtant. Lorsqu'il y a des fonctionnaires fédéraux et provinciaux, il s'agit que les fonctionnaires fédéraux disent non pour que cela ne marche pas au fédéral pour nous. Clac! Le projet est refusé. S'il y avait juste...

**M. Pagé:** Pas nécessairement. Ces comités fonctionnent à partir...

**M. Messier:** Ils se lancent la balle. Les fonctionnaires se lancent la balle.

**M. Pagé:** ...d'objectifs, d'analyse du contenu d'un canevas de recherche qui est soumis, de la pertinence, de l'utilité d'une telle recherche. C'est comme cela qu'on procède. Il faut dire que ce sont quand même des professionnels qui sont là et qui agissent en semblable matière. Ce ne sont pas des hommes et des femmes politiques qui se tiraillent, si je peux utiliser le terme.

**M. Messier:** Non, non. Sans se tirailler, je veux dire si...

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Grammond.

**M. Jolivet:** ...les gens du comité, cela réglerait peut-être le problème. Dans la mesure où on s'aperçoit que les gens prennent la meilleure décision et où, si quelqu'un n'est pas satisfait, il peut en appeler de la décision, c'est là une façon de demander les raisons pour lesquelles... Il doit certainement y avoir moyen de faire valoir son point de vue.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Grammond.

**M. Grammond:** Il n'y a pas une cour d'appel officielle. Cependant, on rencontre tous les gens qui ne sont pas satisfaits de la décision et on discute avec eux. On leur explique pourquoi. Cela ne les convainc pas toujours, mais ils savent pourquoi on a pris telle décision.

Maintenant, pour ce qui est de la responsabilité de chaque comité, par exemple, au comité technique, c'est sûr que tout le monde n'est pas toujours d'accord sur la décision. Il peut y avoir des décisions partagées, mais cela n'empêche pas

qu'il y ait une recommandation de faite. Autrement dit, un type du fédéral peut dire qu'il n'est pas d'accord avec cela techniquement, mais les quatre autres sont d'accord. Donc, le dossier monte au comité de gestion. Là, par contre, nous sommes deux qui décidons. Alors, il faut bien qu'on s'entende à un moment donné, s'il y en a un qui dit non. Mais, c'est vrai pour le fédéral et c'est vrai pour moi aussi. On peut bloquer un projet qui est, par exemple, "fédéral approach" comme on peut bloquer un projet...

**M. Jolivet:** D'une façon ou de l'autre...

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Laviolette.

**M. Jolivet:** ...il faut tenir compte aussi des autres recherches qui sont faites ailleurs. Cela ne sert à rien de payer pour une recherche qui est faite en Ontario sur le même sujet. On va attendre le résultat de cette recherche pour voir si on est capable d'en faire quelque chose. Il y a peut-être des choses comme celles-là qu'il faut regarder. Sauf que, si l'argent était juste au Québec, on déciderait rien que pour nous et on dirait au comité de choix: Avez-vous vérifié dans le monde s'il n'y a pas une expérience qui a déjà été faite pour qu'on ne dépense pas d'argent sur des choses qu'on ne devrait pas, si on s'aperçoit que cela ne donne pas de résultats positifs?

**M. Pagé:** Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Le commentaire du député de Laviolette témoigne encore une fois de façon très éloquente que le député de Laviolette est un vrai canadien.

**M. Jolivet:** Mais pas un Nordiques. Pour ceux qui ne comprennent pas, ceux qui n'ont pas suivi les débats, c'est que monsieur le ministre est Nordiques et moi, je suis Canadiens. Mais, des deux, il y en a qui ont commencé à jouer au golf plus vite que les autres.

**M. Pagé:** Mais ceux du Québec vont être capables de battre les vôtres, parce qu'on a commencé avant.

**M. Jolivet:** Sauf que les "green" ne sont pas plus avancés qu'ailleurs.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Laviolette.

### Accord de libre-échange

**M. Jolivet:** J'aurais un autre sujet, M. le Président, *impact* de l'Accord de libre-échange

sur l'agriculture. À ce point de vue, malgré l'insertion de l'article 11 de l'accord du GATT à l'intérieur de l'accord, le ministre n'est pas sans savoir que les agriculteurs sont quand même un peu inquiets. Malgré aussi l'engagement du ministre fédéral, M. Wise, d'inscrire en vertu de ce même article 11 la crème glacée et le yaourt sur la liste des produits protégés par des quotas d'importation, les producteurs ont fait savoir par la voix de l'UPA qu'ils sont inquiets, surtout dans le contexte des secteurs des produits transformés, de la volaille, des fruits et légumes en conserve. Aussi, il y a l'autre sujet qui semble persistant. Le ministre a peut-être des indications que je n'ai pas là-dessus. Il serait bon qu'il indique à ce moment-ci qu'il y a, dans les négociations sur l'accord international du GATT, des rumeurs de la part des États-Unis et du Japon, je pense, voulant qu'on demande l'abolition de l'article 11.

Dans ce contexte, à quoi sert-il d'avoir inscrit cet article à la dernière minute si on n'est pas capable de se protéger après? D'abord, est-ce que le ministre peut nous dire si vraiment ces rumeurs sont fondées? Et le ministère a-t-il réalisé une étude sur les dispositions de l'accord final intervenu, signé au début de janvier dernier dans le secteur agricole? Si oui, est-ce que le ministre est prêt à rendre cette étude publique?

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Mme la Présidente, j'apprécie la question du député. Elle permettra de faire le point sur l'évolution de la situation en ce qui concerne les négociations bilatérales entre les États-Unis et le Canada et plus particulièrement en ce qui concerne l'agriculture du Québec.

La position du Québec dans ce dossier a été constante. Elle a été d'exiger que les autorités canadiennes, dans la négociation de toute entente, maintiennent et fassent en sorte que soit garanti le maintien de certaines politiques agricoles, de certains principes... dans un premier temps, le droit pour le Canada, étant donné notre juridiction nationale, de développer son agriculture, sans être obligé d'aller cogner à la porte de la Maison-Blanche. Ce principe a été reconnu et la même chose s'applique aussi pour les États-Unis.

Le deuxième principe défendu a été le maintien de nos structures de commercialisation. Vous savez, si les agriculteurs canadiens, dans des productions comme le lait, la transformation, dans la volaille, les oeufs, dans le poulet... Si on a une économie qui est aussi performante, des entreprises qui ont atteint un certain niveau d'équité, des entreprises qui sont moins dépendantes des subventions ad hoc comme on le voit dans le cas des céréales, c'est parce qu'on s'est donné des disciplines de commercialisation et de mise en marché du produit. C'est-à-dire que nos agences de vente s'inspirent d'un principe qui est d'ajuster notre production aux besoins de notre

consommation. Partant de là, le consommateur paie un prix plus constant pour son produit. Cependant, il a toujours un produit qui lui est offert.

En aval ou en amont, il y a une entreprise agricole qui est en bonne santé, qui se développe, qui investit, qui produit, qui est capable faire face au défi - exemple: le défi des technologies nouvelles - ce qui n'est pas le cas aux États-Unis. Par contre aux États-Unis, il faut retenir que dans certaines productions, il y a des producteurs qui sont en position très précaire. On n'a pas besoin d'aller aux États-Unis, juste ici au Canada. Pas au Québec mais au Canada. Dans l'Ouest canadien, dans des productions, entre autres dans les céréales, il y a des gens qui sont en très mauvaise santé financière. Pour nous, cette discipline que les Canadiens et les Québécois se sont donnée pour la production, ce n'était pas facile. On se rappelle tous les quotas pour le lait. Il y a des gens qui étaient très sceptiques à l'égard du succès de cette politique. Pour certains c'était scandaleux, on devait limiter notre production. On se rappelle les déclarations théâtrales à la télévision, de certains producteurs qui jetaient le lait dans les égouts. N'empêche que c'est cette politique de contingentement de la production, d'adaptation de la production au développement industriel et finalement de la consommation, qui aura permis de construire une agriculture beaucoup plus forte.

Ce principe est reconnu et confirmé. Maintenir de tels offices est un droit fondamental qui nous appartient au Canada.

Le troisième élément, c'est le droit, pour le Canada, d'intervenir dans le cadre de programmes d'assurance-stabilisation des revenus de ces producteurs, c'est-à-dire de se donner des régimes, tant au niveau canadien qu'au niveau des provinces pour maintenir la garantie d'un revenu donné à un producteur donné dans une production, pour tenir compte... Parce qu'on sait que plus la production augmente à l'échelle mondiale, plus les marchés sont ouverts, plus les marchés se resserrent, évidemment. Cela a été reconnu. Je dois vous dire que les informations que j'ai, que j'avais en août 1987... C'était sur la table et les Américains avaient beaucoup de réserves et ils étaient contre nos régimes d'assurance-stabilisation. Cela a été gagné.

Le quatrième point, et je termine là-dessus, c'est que malgré la volonté commune et respectueuse des deux pays d'en arriver à une diminution des tarifs sur certains produits, le Canada maintient le droit de *recourir* aux dispositions de l'article 11 des accords du GATT pour limiter l'accès d'un produit venant des États-Unis mais dirigé au Canada.

L'autre élément... Vous me dites que le Japon est contre l'article 11 des accords du GATT, je vous dirais ceci. La ronde de négociation des accords du GATT a été amorcée il y a quelque temps. C'est une négociation qui convie

autour de la même table 93 pays ou 97 pays. C'est une entente qui n'a pas de force contractuelle, si je peux utiliser le terme. C'est une entente de bonne foi, c'est un engagement moral des pays signataires de cette entente. Ils ne s'y engagent pas légalement, mais ils s'y engagent moralement. Le Japon n'est pas contre la disposition de l'article 11, mais farouchement pour le maintien de l'article 11 aux accords du GATT, parce que le Japon est un pays très protectionniste, comme on le sait. Ce sont les États-Unis qui sont contre le maintien de cet article.

(22 heures)

**M. Jolivet:** Est-ce que le ministre peut me permettre une question, parce que je veux bien comprendre? Lors de la dernière négociation, les États-Unis avaient accepté cet article 11 dans la mesure où on mettait en place des programmes de stabilisation comme ceux qu'on a ici. Le seul problème, c'est qu'ils n'ont pas été capables de le faire chez eux. Aujourd'hui, ils disent: Les fruits qu'on escomptait de cela n'ayant pas été réalisés, aujourd'hui on veut le faire disparaître. Le Japon, avec la communauté européenne qui est le problème...

**M. Pagé:** La communauté européenne est aussi pour le maintien du droit de recours à l'article 11.

**M. Jolivet:** Ce sont les États-Unis?

**M. Pagé:** Ce sont les États-Unis qui sont contre. La lecture qu'on en fait, c'est que ce sont des négociations qui vont durer cinq ans. La position du Canada est à se définir et elle est en train de se véhiculer. Évidemment, nous demandons le maintien de cette disposition. C'est quand même une négociation qui va durer quatre, cinq ans. À ma connaissance, c'est cinq ans qui est prévu. Pour nous, ce qui était important, c'était de s'assurer de sécuriser nos producteurs le plus possible en regard des structures qu'on s'est données, notamment au Québec, par exemple, le financement agricole, l'assurance-stabilisation, la politique laitière, etc. Cela a été fait. Le Québec a joué un rôle de premier plan, si on se réfère à l'inclusion dans l'accord du droit de recours à l'article 11.

Là, il y a un autre élément. C'est là que le Québec doit être vigilant. C'est là que les agriculteurs sur le terrain ont peut-être un peu d'inquiétude et je les comprends pleinement et entièrement. Même si le Canada a sur papier un droit de recours aux dispositions de ces accords, il faut avoir la volonté politique de l'utiliser. Si le Canada ne l'utilise pas, ne s'en prévaut pas, on risque aussi d'être affecté. C'est pourquoi on a demandé très clairement deux choses, dans un premier temps: la première, qu'on établisse immédiatement le yaourt et la crème glacée sur la liste des produits protégés et cela a été fait le 15 février dernier. De plus, nous demandons, ce qui n'est pas encore fait...

**M. Jolivet:** Cela a été fait?

**M. Pagé:** Le 15 février.

**M. Jolivet:** Dernier.

**M. Pagé:** C'est le 15 février que cela a été fait?

**Une voix:** Oui, inclusion formelle à la liste.

**M. Pagé:** C'est cela.

**M. Jolivet:** D'accord. Je voulais vous poser une question sur les garanties. L'avez-vous par écrit de la part du ministre?

**M. Pagé:** Oui, c'est fait. C'est annoncé. Le 15 février, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il acceptait la demande.

**M. Jolivet:** Je le sais bien qu'il l'a annoncé, mais l'avez-vous par écrit?

**M. Pagé:** C'est un arrêté en conseil.

**M. Jolivet:** Est-ce qu'il est possible d'en avoir une copie? Pas de problème, vous l'avez.

**M. Pagé:** Oui. Le yaourt et la crème glacée ont été établis comme des produits qui doivent apparaître sur cette liste.

**M. Jolivet:** Nous avons été avertis de cette liste.

**M. Pagé:** Oui et cela a suscité beaucoup de mécontentement de la part des États-Unis.

**M. Jolivet:** Je m'excuse encore une fois...

**M. Pagé:** La deuxième chose qu'il reste maintenant à faire, c'est de déclarer d'autres produits, entre autres, la volaille transformée et les oeufs d'incubation...

**M. Jolivet:** Juste une question. Dans les discussions que j'ai eues jusqu'à maintenant, j'étais sous l'impression que c'était clair, les États-Unis étaient contre l'inclusion de l'article 11 dans le futur accord du GATT.

**M. Pagé:** Cela va durer cinq ans. Aux États-Unis, bien des choses vont changer d'ici cinq ans. Ici aussi, j'en conviens.

**M. Jolivet:** Je veux dire une chose: je voulais être sûr de cela. Deuxièmement, j'avais toujours eu l'impression - peut-être que je me trompe. Le ministre me dit que je n'ai pas raison, je vérifierai à nouveau, je prends sa parole - que le Japon, dans le nouveau contexte, n'était pas d'accord pour l'inclure tel quel. Les

communautés économiques européennes et le Canada étaient d'accord.

**M. Pagé:** Mme la Présidente, M. Jean-Yves Lavoie, directeur des études économiques, du service des études économiques du ministère va parler pour et en mon nom.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Lavoie.

**M. Lavoie (Jean-Yves):** Dans le cas du Japon, il vient d'y avoir un jugement d'un panel du GATT qui condamne le Japon sur une utilisation, sur quatre utilisations pour être très précis, qu'il a faites de l'article 11. Le Japon préconise l'utilisation de l'article 11 et, si on analyse le jugement du panel du GATT, en fait, il en a un peu abusé. Le jugement dit essentiellement: Vous n'avez pas le droit de faire ce que vous avez fait parce que vous n'avez pas mis en place des programmes de gestion de l'offre comme l'exige l'article 11. L'article 11 permet de fermer des frontières pour assurer l'application d'un programme de gestion de l'offre comme on a ici. Là, ils ont fermé des frontières à certains produits et dans cela il y avait des produits laitiers, sauf qu'en pratique, il n'y avait pas chez eux de gestion de l'offre. Ils permettaient à leurs producteurs de faire ce qu'ils voulaient. Mais le Japon est un grand défenseur de l'article 11.

**M. Jolivet:** Donc, la seule chose c'est l'utilisation, c'est cela la question.

**M. Lavoie:** Il en a fait une utilisation, qu'un panel du GATT - parce que les litiges entre les membres du GATT sont jugés par des panels - a jugée abusive.

**M. Jolivet:** Finalement, il y a seulement les États-Unis qui sont contre pour des raisons...

**M. Lavoie:** Plus de principe, si vous voulez.

**M. Jolivet:** C'est cela. Surtout l'incapacité de mettre en place chez eux les plans de stabilisation.

**M. Lavoie:** Ils utilisent une autre forme d'intervention en agriculture, non pas d'abord la gestion de l'offre. Ce sont surtout des paiements d'appoint, pour utiliser leurs termes, aux agriculteurs et d'autres formes de limites à l'agriculture. Mais pas de gestion de l'offre proprement dite comme le demande l'article 11.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député.

**M. Jolivet:** Si, par hypothèse - je sais que c'est une question hypothétique que je pose, simplement pour bien nous sécuriser - où l'article 11 était aboli, quel serait l'effet justement sur l'ensemble de l'entente du libre-échange intervenue entre le Canada et les États-Unis?

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Le danger serait que le Canada soit privé du droit de limiter l'accès à certains produits sur notre marché. Et comme, évidemment, Us sont 250 000 000 de consommateurs, et qu'on est 25 000 000 ou 26 000 000 ici, dans certaines productions on pourrait être affectés, selon une base cyclique. On s'est référé au yaourt, à la crème glacée et à la politique laitière. C'est le cas qu'on aurait pu être affectés en ce qui a trait à ces deux produits. Par contre, on pourrait le faire par un échange assez exhaustif à l'égard de la politique laitière américaine qui est beaucoup plus complexe que la nôtre et qui comporte certaines particularités qui sont entre autres concentrées dans le centre et dans l'ouest du pays. Vous savez, c'est beau de dire qu'ils produisent beaucoup mais ils ont quand même des coûts de transport énormes pour atteindre certains marchés canadiens.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Lavolette.

**M. Jolivet:** Si, par hypothèse, l'article 11 n'était pas retenu dans les ententes du GATT dans cinq ans, est-ce que le gouvernement du Québec s'est prémuni auprès du gouvernement du Canada, en ce sens que l'entente sur ce point pourrait être remise en question? Je reviens. Dans l'hypothèse où l'article 11 ne serait pas retenu aux ententes à venir du GATT et que dans cinq ans on ne l'avait pas, est-ce qu'il y a une clause qui prémunit le Québec contre les effets de la non-application dans l'entente Canada-États-Unis du libre-échange? Est-ce que vous vous donnez une possibilité de vous exclure?

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Les parties, dans l'entente, conviennent d'accepter les dispositions de l'accord du GATT. Cependant, à la lecture qu'on en fait, l'effet, pour le Canada de l'abolition de la disposition prévue à l'article 11 de l'accord actuel du GATT serait tel que, pas un gouvernement légitimement élu pourrait accepter une situation comme celle-là.

**M. Jolivet:** On renégocierait l'entente.

**M. Pagé:** Et non seulement à l'égard de l'agriculture. Il y a évidemment d'autres secteurs qui seraient visés.

**M. Jolivet:** Oh oui!

**M. Pagé:** Imaginez-vous si demain matin il était démontré que cette disposition sécurisante, on en convient, mais on se doit... Notre taille et évidemment un pays aussi vaste, implique certaines clauses de sécurité. Imaginez-vous la

levée de boucliers, seulement dans le monde agricole... Alors, ne soyez pas inquiet. On va continuer à veiller au grain, même dans cinq ans.

**M. Jolivet:** On verra.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Lavolette.

**M. Jolivet:** Quelles sont les interventions que vous avez prévues à l'égard de l'industrie québécoise des fruits et légumes en conserve qui, elle, risque d'être affectée sérieusement par les avantages climatiques qu'il y a au Sud, les économies d'échelles qu'ils ont et leur capacité excédentaire de production?

**M. Pagé:** Les légumes en conserve?

**M. Jolivet:** Oui. Et les fruits.

**M. Pagé:** D'accord. On doit dire qu'on pourrait faire un long commentaire sur les légumes en conserve. On sait que dans l'ensemble de l'Amérique, l'industrie des légumes et des produits en conserve traverse une période véritablement charnière, en ce que la consommation ou l'accès de produits à l'état frais aux consommateurs augmente. Vous savez, quand on amorce des projets de production en serre, quand on s'assure que le consommateur, par exemple chez nous, puisse avoir des produits frais pendant une période plus longue sur leur table, quand on modifie complètement nos programmes de conservation de nos produits pour en prolonger la conservation, il est définitif qu'on fait moins référence aux produits en conserve. Ce qu'on a fait chez nous, nous sommes intervenus dans l'industrie de la conserve par un soutien apporté de façon à s'associer, via la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, à l'intégration de certaines entreprises dans ce secteur-là. Demain, quand nous serons avec les gens de SOQUIA, on pourra aborder, si vous le jugez opportun, ce dossier spécifique de la conserverie au Québec. Je pense que vous serez à même non seulement de constater, mais de confirmer que le gouvernement du Québec a joué un rôle utile dans le renforcement de cette industrie au Québec...

**M. Jolivet:** ...depuis nombre d'années.

**M. Pagé:** Pardon?

**M. Jolivet:** Depuis nombre d'années.

**M. Pagé:** Cela s'est fait, je m'excuse, depuis un an et demi...

**M. Jolivet:** ...deux ans.

**M. Pagé:** Depuis un an et demi.



**M. Jolivet:** Crime! Vous aviez l'intention de faire... En tout cas, on reviendra sur SOQUIA. Vous aviez d'autres intentions dans le passé qui sont changées. En tout cas...

**M. Pagé:** À quoi?

**M. Jolivet:** SOQUIA.

**M. Pagé:** Ah! Bien SOQUIA est maintenue et elle est en plein développement et cela va bien.

**M. Jolivet:** Ah! bon. Ah! bon.

**M. Pagé:** Oui, oui, sauf que mon...

**M. Jolivet:** Une bonne nouvelle pour eux!

**M. Pagé:** On a réorienté nos interventions, on intervient moins comme pompier, on intervient davantage sur le fond, à partir d'objectifs à long terme, par exemple dans le dossier des conserveries où il nous apparaissait...

**M. Jolivet:** Alors, on y reviendra demain.

**M. Pagé:** ...qu'on devait conserver ce dossier-là.

**M. Jolivet:** Ou peut-être ce soir, cela dépendra du temps qu'il nous reste.

**M. Pagé:** L'autre volet, je vais demander à M. Lavoie d'en parler.

**M. Lavoie:** Je vais ajouter une précision sur ce que contient l'accord, en ce qui concerne les légumes de conserverie, parce qu'il y a eu beaucoup d'imprécisions qui ont été véhiculées à savoir comment les conserveries peuvent être touchées. Vous avez mentionné tout à l'heure dans votre question, que cette industrie aurait beaucoup de difficulté à supporter la concurrence américaine, étant donné leur désavantage climatique, étant donné le contenu de l'accord sur le libre-échange. Le désavantage climatique est là, c'est vrai; il était là auparavant. La signature de l'accord n'y changera rien. Ce qu'il y a de changé dans la condition ou la capacité de l'industrie canadienne de concurrencer, c'est l'abolition des tarifs, très techniquement. D'abord, cette abolition va se faire sur une période de dix ans. Il y a deux types de tarifs en horticulture: les tarifs qui s'appliquent à longueur d'année - c'est ceux-là qui sont abolis sur dix ans - et les tarifs saisonniers, dans les légumes frais et dans les conserveries. On a droit d'utiliser ces tarifs saisonniers pendant encore au moins 20 ans.

**M. Pagé:** Ils sont maintenus.

**M. Lavoie:** Ils sont maintenus. Il y a

certaines conditions pour leur application mais, en pratique, la protection saisonnière pour les légumes de conserverie existe encore, au moment de la récolte des légumes qui seront transformés.

Il y a aussi, non pas seulement pour l'industrie de l'horticulture ou de la conserverie, une protection extraordinaire qu'on peut utiliser envers n'importe quel secteur. S'il y a entrée massive d'un produit américain ou canadien - parce que cette protection peut être appliquée dans les deux sens - qui menace, qui cause un préjudice grave à une industrie nationale, il est toujours possible à un pays de rétablir les tarifs, peu importe où on est rendus, dans neuf ou dix ans, ou de limiter les importations, s'il y a une menace grave envers une industrie nationale. Cette mesure, je dois le dire, amène une mesure équivalente américaine dans un autre secteur, si c'est nous qui l'utilisons.

**M. Jolivet:** On le sait. On a vu cela dans d'autres secteurs comme le bois d'oeuvre.

**M. Lavoie:** C'est différent un peu des droits compensateurs.

**M. Jolivet:** Oui, je le sais.

**M. Lavoie:** C'est une mesure de protection.

**M. Jolivet:** Je veux dire qu'ils peuvent prendre d'autres moyens pour faire valoir leur point de vue. Ils sont assez puissants pour le faire.

**M. Lavoie:** Ou s'il devait y avoir un dommage grave à l'industrie, le Canada est en droit, tout en respectant l'accord, de mettre des protections.

**M. Jolivet:** Parce que quand on parle d'horticulture ou de légumes frais - je ne parlerai pas de fruits parce qu'il y a des choses différentes - en particulier, avec la possibilité de l'utilisation des serres et d'après les expériences qui sont faites un peu partout, on en arrivera peut-être à avoir de la difficulté à augmenter notre production si on n'a pas une certaine protection.  
(22 h 15)

**M. Lavoie:** Vous mentionnez les légumes en serre. C'est déjà vrai pour les légumes frais où on a besoin du marché d'exportation, où on va être les grands gagnants de la disparition des tarifs sur les légumes comme les carottes, les oignons, etc. On les exporte déjà massivement.

**M. Pagé:** Mais le principal marché est le marché américain. On a maintenant traité de l'accord du libre-échange en fonction d'une approche défensive, ce qu'on doit sécuriser, ce qu'on doit protéger, les acquis qu'on doit maintenir. Maintenant, si on le regarde d'un aspect

offensif, il faut bien avoir à l'esprit qu'en deçà de 500 milles de Montréal, on a un marché de 100 000 000 de consommateurs qui nous est disponible. Environ 85 000 000 ou 90 000 000 de consommateurs. C'est un marché qu'on peut pénétrer parce qu'on produit des biens ou des produits bioalimentaires de qualité ici. On est capable, dans plusieurs secteurs, de pénétrer ce marché. Qu'il me suffise de vous référer aux produits d'horticulture et aux légumes. Si on n'avait pas le marché de Boston ou le marché de New York, on serait dans une position très précaire avec nos carottes, nos oignons, etc. On envoie du brocoli, de la salade, des choux de Bruxelles. On serait dans une position délicate...

**M. Jolivet:** Les légumes fins...

**M. Pagé:** Demandez à mon collègue, le député de Huntingdon et aux députés de la région du sud de Montréal, comment cela peut être important. D'ailleurs, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation va être à New York pas plus tard que lundi pour s'assurer, avec mon vis-à-vis de là-bas, du maintien du rapport de qualité pour la pénétration de nos produits du Québec sur le marché de la côte est des États-Unis.

**M. Jolivet:** Pour sécuriser le monde, peut-être qu'il pourrait inviter les membres de la commission à l'accompagner.

**M. Pagé:** Ah! Si vous voulez venir, il n'y a pas de problème. C'est parce que je ne suis pas habilité à faire des dépenses qui n'ont pas trait à mon ministère, mais je vous invite...

**M. Jolivet:** Non, non, mais la commission le pourrait...

**M. Pagé:** Ah! La commission. Trop fort ne casse pas.

**M. Jolivet:** Non, Je fais des farces en passant. Je blaguais. Dans ses démarches auprès d'Ottawa, est-ce que le ministre entend ajouter à la liste - il l'a mentionné mais j'aimerais l'entendre davantage avant de terminer sur ce sujet - des produits protégés ceux de la volaille surtransformée et les oeufs d'incubation...

**M. Pagé:** La demande est déjà formulée par le gouvernement du Québec, sous ma signature, depuis le 12 décembre 1987.

**M. Jolivet:** Cela n'a pas empêché le problème qu'on a connu au mois de février dernier en ce qui a trait aux poussins.

**M. Pagé:** Non. Je fais référence à ce que je vous disais tantôt. Il faut non seulement le droit de recours mais il faut une volonté politique de s'en prévaloir. Je crois comprendre que le

gouvernement du Canada devrait bouger éventuellement.

**M. Jolivet:** D'accord. J'aurais un autre sujet avant d'aborder le premier élément.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député d9 Lavoie.

### Crédits périmés

**M. Jolivet:** C'est la question que le ministre me demandait de lui poser tout à l'heure sur l'ensemble des crédits périmés.

**M. Pagé:** Oui.

**M. Jolivet:** Le ministre fait un beau discours mais au-delà du discours, on voit qu'il y a quand même 16 300 000 \$. Là, je ne voudrais pas qu'il me rabâche les mêmes réponses. Je les connais et ce n'est pas ce que je veux savoir. Il y avait 16 000 000 \$ de crédits périmés en 1987.

**M. Pagé:** Oui.

**M. Jolivet:** La moitié, soit 8 200 000 \$, provient du programme 3 sur l'aide à la production du ministère. Cela représente en effet l'essentiel de l'ensemble des budgets des programmes d'aide à la production, qui découlent de la réforme des programmes d'aide mise en oeuvre le 1er avril 1987. À l'autre partie de la commercialisation des produits agro-alimentaires, on note 2 300 000 \$ de crédits périmés. Je lui rappelle qu'à l'étude des crédits en 1987, le ministre avait dit et je vous l'avais d'ailleurs indiqué en 1986: "Je ne veux pas traiter de la question tout de suite... que j'avais l'intention de dépenser au maximum les crédits qui m'étaient votés par l'Assemblée nationale plutôt que de me bomber le torse avec des gros budgets et de plier la tête devant le conseil..." Vous avez répété tout cela tout à l'heure. Je ne vous demanderai pas...

**M. Pagé:** Mais qu'est-ce que vous lisez? Les galées de ce soir?

**M. Jolivet:** Non. Mais ce sont quasiment les mêmes galées que ce soir puisque c'est la transcription du mois de juin 1987.

**M. Pagé:** Cela démontre que je suis quand même constant dans mes positions.

**M. Jolivet:** Ah, ça, j'en suis sûr! Vous êtes un homme têtue sur ces points et c'est parfois dangereux.

**M. Pagé:** Avec les chiffres que je vais vous donner, c'est tellement clair que je dirai probablement la même chose l'an prochain.

**M. Jolivet:** Le ministre, cependant, a prétendu qu'il allait dépenser au maximum les crédits votés par son ministère. Malheureusement, il a quand même réussi à avoir des crédits périmés de 16 300 000 \$. Comment peut-il justifier de tels montants en crédits périmés, cette année? Dans la mesure où la question qui est posée par les agriculteurs concernant les programmes porte sur le fait que les critères d'admission sont tellement restrictifs et que les montants d'argent sont tellement plus petits qu'avant... Les gens disent: Avec toute la paperasse qu'on a à remplir, on en est un peu fatigué, donc on ne le fait pas. Parfois, cela arrive en retard, il faut suivre toute une procédure...

**M. Pagé:** Pour?

**M. Jolivet:** Sur des programmes.

**M. Pagé:** Quel retard?

**M. Jolivet:** Il y a des programmes...

**M. Pagé:** On paie en-dedans de 30 jours, monsieur. Jamais ce n'était le cas au gouvernement du Québec.

**M. Jolivet:** Je ne parle pas des paiements...

**M. Pagé:** Ah bon!

**M. Jolivet:** ...je parle de l'acceptation du projet. La personne doit s'inscrire et demander...

**M. Pagé:** On s'inscrit maintenant par téléphone. Avant cela, il fallait remplir une formule, aller au bureau et perdre une matinée d'ouvrage.

**M. Jolivet:** Oui!

**M. Pagé:** Dans la réforme des programmes, on s'inscrit maintenant par téléphone.

**M. Jolivet:** Oui!

**M. Pagé:** Bien oui!

**M. Jolivet:** Comment se fait-il que les gens disent...

**M. Pagé:** Pour les améliorations foncières, évidemment.

**M. Jolivet:** Pardon?

**M. Pagé:** Pour les améliorations foncières.

**M. Jolivet:** Oui, oui.

**M. Pagé:** Bon!

**M. Jolivet:** Je vous pose des questions, c'est parce que vous parlez... Je parle de l'ensemble des programmes et il n'y a pas que cette partie qui est contenue dans les programmes, il y en a - vous l'avez dit - 70 et qui ont été réduits à 7, avec, au total, une trentaine de volets. C'est ce qui fait que lorsqu'on se regarde à la fin, il y en a autant qu'avant, mais ils sont regroupés.

Les gens disent que les critères d'admissibilité sont restrictifs et que les montants d'argent qui sont donnés sont moindres, de telle sorte que, finalement, les gens s'y embarquent moins parce qu'ils disent: Avec ce qu'on a à remplir - là, vous allez peut-être rassurer du monde, peut-être qu'ils vont s'inscrire davantage et que l'année prochaine, vous allez avoir moins de crédits périmés... Cette année, ce que les gens disent: On n'a pas embarqué parce que, finalement, cela ne nous rapporte rien. Pour 100 \$ que je vais obtenir, avec tout ce que cela m'occasionne, j'aime autant ne pas embarquer.

**M. Pagé:** Il ne peut pas recevoir 100 \$, on n'émet plus de chèques en bas de 200 \$.

**M. Jolivet:** C'est nouveau. Allez-y, dites-moi pourquoi il y a eu autant de crédits périmés?

**M. Pagé:** Effectivement, il y a 8 221 000 \$ de crédits périmés dans le cadre du programme 3, aide à la production agricole, ce qui constitue 50 % de nos périmés, lesquels sont à 16 000 000 \$, ce qui représente 2,9 % de notre budget, comparativement à des périmés globaux de 11 %, de 10 % et de 9 %.

**M. Jolivet:** Tout à l'heure, vous avez donné tout cela. Je n'ai pas besoin de le savoir deux fois.

**M. Pagé:** Non, non, je sais que vous n'aimez pas...

**M. Jolivet:** Non, non, c'est parce que vous avez dit...

**M. Pagé:** ...vous faire dire cela...

**M. Jolivet:** ..."c'est au maximum"...

**M. Pagé:** ...parce que vous périmiez cinq fois plus.

**M. Jolivet:** Ce que vous avez dit, c'est... Non, je ne veux pas savoir...

**M. Pagé:** Vous périmiez 500 % de ce qu'on périmait.

**M. Jolivet:** Non, je ne veux pas le savoir, on a été jugés sur cela. Ce que je veux savoir, vous, sur ce que vous avez été...

**M. Pagé:** Bon, enfin! Un geste d'humilité.

Vous avez été battus et vous le reconnaissez.

**M. Jolivet:** J'ai toujours dit cela et je ne me suis jamais caché.

**M. Pagé:** Ce que le député de Lévis n'a jamais reconnu.

**M. Jolivet:** Lui, c'est le député de Lévis et moi, je suis le député de Laviolette.

**M. Pagé:** Bon, parfait!

**M. Jolivet:** Parfois les gens disent le député de Joliette, mais cela n'est pas grave; parfois ils m'appellent Chevrette au lieu de Jolivet.

**M. Pagé:** En tout cas!

**M. Jolivet:** Je suis bien content, c'est un bon chef que j'ai, au niveau parlementaire, ici, à l'Assemblée nationale. Je dois vous dire...

**M. Pagé:** Oui, mais M. Chevrette est beaucoup plus vieux que vous!

**M. Jolivet:** Pas tellement plus vieux.

**M. Pagé:** Non, ah!

**M. Jolivet:** On était à peu près dans les mêmes syndicats, le même travail, donc on se connaît.

**M. Pagé:** Ah bien, cela donne les mêmes images!

**M. Jolivet:** C'est à peu près la même chose, sauf que je roule moins mes Y, mais je vous dis une chose, c'est que vous avez dit "je vais l'utiliser au maximum"...

**M. Pagé:** C'est ce que j'ai fait.

**M. Jolivet:** Non.

**M. Pagé:** Bien oui, 2,9 %!

**M. Jolivet:** Cela n'a pas d'importance, vous avez 16 000 000 \$ qui n'ont pas été utilisés.

**M. Pagé:** Oui.

**M. Jolivet:** Bon! Je reviendrai tout à l'heure avec d'autres questions...

**M. Pagé:** Mais si vous me laissez le temps de vous expliquer...

**M. Jolivet:** Allons-y, mais ne me parlez pas du passé, parlez-nous de ce que vous avez fait.

**M. Pagé:** Du présent, d'accord.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le ministre.

**M. Pagé:** Donc, Mme la Présidente, on a périmé seulement 2,9 %. Dans ces 16 000 000 \$, il y a 8 221 000 \$ qui vont dans le programme 3, Aide à la production agricole. S'il y a un secteur, un programme dans lequel il y a presque toujours des périmés - parce que je ne veux pas revenir sur le passé - c'est ce secteur de l'aide à la production et pour plusieurs motifs. Encore cette année, on a vu des engagements qui ont été pris dans le cadre de certains programmes. Le producteur a son engagement, il n'effectue pas sa dépense ou encore il n'affectue pas en totalité sa dépense. Qu'est-ce que cela veut dire, concrètement? Cela veut dire qu'en fin d'année, parce qu'il n'y a pas eu de déboursé, on a des crédits périmés. Pendant les mois de février et de mars, on est susceptible de payer pour des factures qui pourraient entrer. Si elles n'entrent pas, on ne paie pas. Si on ne paie pas, ce n'est pas compliqué, on est obligé de périmé. On ne peut pas faire une motion pour arrêter le calendrier.

Donc, cette année, à l'élément 1, la mise en valeur des productions, qui sont nos programmes, les programmes en général parce que, dans ce programme 3, il y a quatre éléments: le premier élément, qui est la mise en valeur des productions; le deuxième, qui est l'amélioration foncière, la conservation des eaux et du sol, l'assainissement des sols, le troisième, qui est la santé animale et le quatrième, qui est l'administration et les services régionaux.

Dans la mise en valeur des productions, on a périmé, cette année, 4 170 000 \$. Cela s'explique parce que, dans ce secteur, il est explicable qu'il y ait des périmés en ce sens que les producteurs font des demandes pour des programmes, reçoivent une confirmation, font leurs achats, font leurs travaux ou ne les font pas complètement ou, encore, n'achèment pas leurs demandes de remboursement avant le 31 mars.

Je vous dirai, sans vouloir remonter en arrière, que les 4 100 000 \$ d'aujourd'hui, c'était, en 1984-1985, 9 700 000 \$ de périmés; 3 400 000 \$ en 1983 et 6 500 000 \$ en 1987. Nous sommes à 4 100 000 \$. C'est moins que le gouvernement précédent, mais c'est trop. Dans l'élément 2, Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux, 2 800 000 \$ de périmés; en 1984, c'était 4 100 000 \$ de périmés; 6 300 000 \$ en 1983; 5 700 000 \$ en 1982.

**M. Jolivet:** Mais quelles sont les raisons pour lesquelles vous en avez encore, alors que vous étiez pour utiliser le maximum? Je veux savoir pourquoi.

**M. Pagé:** Un autre élément qui est important si on se réfère, entre autres, aux 4 000 000 \$ pour la mise en valeur des productions: Il apparaît une tendance qui est une

constante au ministère de l'Agriculture. C'est que, lorsqu'on lance de nouveaux programmes, il y a toujours une période d'adaptation nécessaire - je vais vous le démontrer - comme l'expérience du passé le prouve en ce sens que, quand on lance un nouveau programme au ministère, comme la réforme des programmes qu'on a annoncée en 1987, cela prend toujours un certain temps, peu importe le programme et son contenu, avant que les agriculteurs y adhèrent pleinement et entièrement...

Par exemple, lorsque, en 1977, on a lancé les parquets d'engraissement, la première année, il s'est dépensé 91 000 \$; la deuxième année, 84 000 \$; la troisième année, 79 000 \$; la quatrième année, 1 165 000 \$. Avant de s'orienter, de participer et d'adhérer pleinement et entièrement à certains programmes, il faut parfois plus d'une année.

**M. Jolivet:** Mais, là, est-ce que vous considérez que ce sont les mêmes productions?

**M. Pagé:** Attendez un peu. Si on regarde l'expérience passée, la production de femelles de remplacement, c'est 152 000 \$ la première année; 280 000 \$ la deuxième année; 312 000 \$ la troisième année; 340 000 \$ la quatrième année. Cela, c'est entre 1977 et 1980. Le développement des agneaux, c'est la même chose: 509 000 \$ la première année; 1 100 000 \$ l'autre année.

Donc, étant donné que ces éléments de programme sont de lecture et de facture nouvelle, on anticipe une adhésion beaucoup plus grande, beaucoup plus forte l'année prochaine afin qu'on ne périclite pas les 4 000 000 \$. Cela me permettrait peut-être d'arriver l'année prochaine et d'avoir 2 500 000 \$ ou 1 800 000 \$, ce qui serait 1000 % de moins que les périmés moyens du député de Lévis. C'est beaucoup, cela, dix fois moins!

**M. Jolivet:** C'est parce que, je veux dire, de facture nouvelle... Quand vous dites que ce sont des programmes de facture nouvelle, vous avez refondu des programmes. Avez-vous tout changé? Est-ce que ce sont des critères d'admissibilité? Est-ce que ce sont des montants d'argent?

**M. Pagé:** Écoutez, des clubs de production, il n'y en avait pas dans votre temps? Des programmes régionaux, vous en aviez annoncé; il n'y avait pas d'argent dedans. Ce sont des programmes nouveaux et qu'on commence et cela va bien. Ne soyez pas inquiet. C'est constant. Les programmes mis de l'avant par le gouvernement, par Alcide Courcy, mon prédécesseur au ministère entre 1960 et 1966 ou, encore, par M. Clément Vincent, de 1966 à 1970, quand ils étaient lancés, cela prenait toujours un certain temps d'adaptation.

M. Normand Toupin pourrait venir vous le dire et M. Thomas Kevin Drummond, quoiqu'il n'a pas été *longtemps*. S'il y a d'autres éléments, à

l'égard des autres éléments, je demanderais à mon sous-ministre d'ajouter... Cela va être intéressant pour vous.

**M. Jolivet:** Juste avant, puisque vous dites toujours qu'il y a une amélioration par rapport au passé, je vous donne un exemple qui est l'aide au développement régional. Les crédits qui étaient prévus en 1986-1987 étaient de l'ordre de 3 071 000 \$. Les crédits en 1987-1988 étaient de 1 800 000 \$ et en 1988-1989, 1 600 000 \$. Est-ce que c'est une augmentation?

**M. Pagé:** On va répondre à cela. Dans le passé, la région pouvait bénéficier seulement de l'enveloppe du programme. Par exemple, l'honorable député de Jonquière pourrait vous le confirmer.  
(22 h 30)

Seulement l'enveloppe régionale pouvait être imputée aux producteurs de la région. Or, maintenant, c'est non seulement l'enveloppe mais l'ensemble des autres programmes, c'est-à-dire que le producteur de Jonquière - parce que je sais que le député en a quelques-uns, si je me rappelle bien - peut participer au programme régional et aux autres programmes provinciaux. D'ailleurs, mon sous-ministre va se faire un plaisir d'intervenir et de répondre plus complètement à la question. Je suis persuadé que vous allez être pleinement satisfait.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Jacob.

**M. Jacob (Guy):** Par exemple, il y a des programmes qui ne sont pas comptabilisés au développement régional, mais qui s'adressent expressément aux gens des régions périphériques. Je pense, par exemple, au programme d'aide aux pommes de terre de semence. Il est comptabilisé dans le volet provincial mais c'est exclusivement utilisé par les gens des régions périphériques. Plusieurs anciens programmes pour lesquels on a respecté les droits acquis, aide aux génisses laitières, achat de taureaux reproducteurs, qui sont comptabilisés sur le volet provincial, mais qui sont à peu près exclusivement utilisés par les gens des régions périphériques. Je pense aussi au programme d'aide au transport de la chaux qui est comptabilisé au volet provincial, mais qui dessert largement les régions périphériques, enfin, plus qu'ailleurs. Par exemple, le programme d'aide aux structures pour les entreprises laitières, à cause de la norme qui ne s'adresse qu'aux très petites entreprises qui sont comptabilisées dans le volet provincial et qui est un programme d'envergure provinciale. Il est à peu près exclusivement utilisé par les régions périphériques.

Or, si on refaisait la comptabilité, on dépasserait largement les 3 000 000 \$ que vous mentionniez, dans le cadre des budgets. C'est simplement la question de savoir où le montant est affecté dans les colonnes. Mais, il n'y a pas

de réduction du volet régional par rapport aux années précédentes.

**La Présidente (Mme Oionne):** M. le député de Laviotette.

**M. Jolivet:** Pour faire une bonne comparaison, est-ce que vous pourriez donner un tableau comparatif de ce que vous dites en termes d'utilisation des montants d'argent?

**M. Pagé:** Si cela vous intéresse, on pourrait le faire pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, par exemple. On est prêt à le faire, M. le député.

**M. Jolivet:** J'étais à Roberval hier, avant la tempête de neige dans le parc...

**M. Pagé:** Avant les élections surtout. C'était pour atteindre votre objectif...

**M. Jolivet:** Non, c'était avant la tempête de neige dans le parc...

**M. Pagé:** Avant la tempête rouge qui va passer dans Roberval. Regardez-la bien venir.

**M. Jolivet:** Ah non! Ce n'est pas grave. Je n'ai pas de crainte avec cela. C'est simplement pour dire que les gens se posaient justement des questions sur l'ensemble de la question des pommes de terre. Vous l'avez mentionné. Je vais déborder un peu du sujet des programmes pour aborder la question de la commercialisation de la pomme de terre alors que des gens, à Péribonka en particulier, parlaient du problème qu'ils ont actuellement avec l'écoulement de leur stock. Vous avez parlé de la pomme de terre de semence. Je parle de plus que cela, je parle de la pomme de terre elle-même...

**M. Pagé:** De la pomme de terre de table.

**M. Jolivet:** ...de la pomme de terre de table. Il arrive qu'actuellement, Hs se sentent pas mal en compétition avec l'île-du-Prince-Édouard, ce qui fait qu'ordinairement, à cette date-ci, ils sont à 10 % de leur production non écoulée, mais qu'ils seraient, cette année, à 40 %. Pour ceux qui sont sur la ...

**M. Pagé:** Pour la Pomexpan?

**M. Jolivet:** La Pomexper, oui.

**M. Pagé:** La Pomexpan. La Pomexper ce sont les pommes.

**M. Jolivet:** C'est cela. Excusez-moi. L'autre, c'est la pomme de terre de semence alors que les gens disaient que le prix qu'elle leur coûte pour s'assurer, ils sont rendus au maximum. S'ils dépassent cela, ils auront des problèmes.

**M. Pagé:** Si vous voulez, M. le député, on pourra revenir après les questions sur la production relevant de M. le sous-ministre.

**M. Jolivet:** En tout cas, je vous donne un préavis de ma question parce que...

**M. Pagé:** Mme la sous-ministre va se faire un plaisir de...

**M. Jolivet:** ...je l'avais, mais je voulais juste vous dire que j'ai eu de ces questions et j'ai besoin de pouvoir les rassurer sur ce problème.

Cela va pour la partie des crédits périmés. On pourrait passer maintenant au programme 1, Planification, recherche et enseignement.

**La Présidente (Mme Dionne):** Oui, M. le député de Saint-Hyacinthe.

#### Relations avec les chaînes d'alimentation

**M. Messier:** À la page 17, M. le ministre, je trouve intéressant que vous ayez formé un groupe de relations commerciales avec les grandes chaînes d'alimentation. Quel est l'apport réel du marché et quel est l'objectif que vous voulez atteindre avec ce nouveau groupe?

**M. Pagé:** C'est de s'assurer de certaines choses. La première: Le meilleur des témoins ou le témoin le plus près du consommateur, c'est celui ou celle qui travaille dans une grande chaîne d'alimentation, qui est quotidiennement en contact avec la consommatrice, qui connaît ses habitudes, ses préférences, qui est à même de juger, quotidiennement, du pourquoi de certains choix. Par exemple, pourquoi va-t-on prendre du veau de lait au lieu de prendre du veau de grain? Pourquoi est-ce qu'on va prendre de la Granny Smith dans les pommes, qui vient de l'extérieur du Québec plutôt que de prendre des pommes du Québec?

Donc, pour nous, les grandes chaînes sont des antennes susceptibles de nous transmettre des signaux rapidement. C'est pourquoi on garde un contact très étroit avec ces grandes chaînes.

L'autre élément, c'est de s'assurer de l'utilisation de produits québécois. Et, dans un premier temps, nous voulons savoir, entre autres, pourquoi certaines chaînes peuvent avoir des réserves quant à l'utilisation de certains produits du Québec? Est-ce que c'est le prix, la qualité, la conformité en regard de vos normes, de vos propres critères d'établissement? C'est aussi de voir avec eux en quoi on peut bonifier nos interventions ou adapter nos productions pour répondre exactement à leurs attentes et qu'on pénètre ainsi davantage de produits. Mais, je vous dirai, comme exemple concret, que cela nous permet aussi de passer des signaux, de nous associer avec certains producteurs ou certaines fédérations de producteurs.

Je rencontrais la semaine dernière ou il y a quinze jours, le groupe de la Fédération des producteurs de pomme du Québec. On a accepté le principe de la mise en place d'une structure qui s'appelle Pomexper, dans laquelle on a garanti l'argent, on a donné des subventions. Ces gens-là nous disaient: M. Pagé, depuis que nous y sommes, depuis qu'on a revu nos modes d'emballage, nos normes, nos critères d'acceptation pour qu'un produit puisse être emballé sous notre nom et vendu, une chaîne du Québec achetait, avant cela, 10 % de pommes du Québec et 90 % de l'extérieur. Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse. 90 % des pommes utilisées par cette chaîne viennent du Québec et 10 % de l'extérieur. Le contact\* avec les grandes chaînes est très important, en ce qui nous concerne.

Je pourrais vous donner plusieurs exemples. Une entreprise d'ici, qui prenait ses produits surgelés à l'extérieur du Québec, à partir de l'inventaire de ce qu'ils utilisent et comment ils l'utilisent, maintenant, ils prennent chez Schneider, qui est une entreprise dans laquelle SOQUIA est actionnaire. Ce contact, on l'a établi avec Mme la sous-ministre, avec mes adjoints. On a rencontré d'abord chacun des présidents, des dirigeants des conseils d'administration de Steinberg, de Provigo, de Métro-Richelieu, de Hudon et Deaudelin ltée. Le contact est maintenu et il est très étroit. On fait la même chose avec les grands de la restauration du Québec, ceux qui ont les chaînes.

M. Messier: Mais, les chiffres sont disponibles à savoir quelle est la part d'achat? Par exemple, si on prend Provigo, est-ce que c'est 40 % d'achat local ou provincial et après, ils importent tant pour cent de l'Ontario, tant pour cent des États-Unis? Est-ce possible d'avoir cette documentation?

M. Pagé: Mme la sous-ministre.

Mme Jarnuszkiewicz (**Agnès**): Dans le cas des chaînes de restauration rapide, ce sont des données qui sont beaucoup plus facilement disponibles et que, d'ailleurs, on a discutées lors des rencontres avec les représentants des chaînes de restauration rapide.

Vous comprendrez, compte tenu du volume qui est distribué dans les chaînes d'alimentation, que cette information est beaucoup plus difficile à obtenir. À tel point qu'on s'est rendu compte, lors de nos contacts, que les chaînes elles-mêmes n'avaient pas ce type d'information en ce moment; ce ne leur était pas disponible. Pour certains produits, c'était possible de retrouver l'origine du produit, mais, en catégorisant tous les produits disponibles sur les tablettes, ce ne l'était pas.

Dans ce cadre, justement, vu l'intérêt des chaînes d'alimentation et notre intérêt aussi pour savoir sur quelle base on parlait dans un objectif d'augmentation de la présence des produits

québécois sur les tablettes, dans le cadre du concours des annuelles de l'alimentation, qui sera cette année complètement révisé, on aura justement une méthode de détermination de la place sur les tablettes des produits québécois, par catégorie: produits frais, produits transformés, etc. Ces données nous seront disponibles dès l'année prochaine et vont naturellement être discutées avec les chaînes lors de prochaines rencontres. À partir de ce moment, il nous sera beaucoup plus facilement possible de nous donner des objectifs en commun au chapitre de l'augmentation de la présence des produits québécois.

C'est souhaité, je pense, par toutes les chaînes qu'on a rencontrées qui, évidemment, dans la mesure où la qualité et le prix sont équivalents, sont prêtes à privilégier les produits du Québec.

Dans le domaine de la restauration rapide, naturellement, on a eu de ce genre de contact. Par ailleurs, on a aussi fait réaliser une étude, M. Leblond me le rappelait, en ce qui concerne le réseau institutionnel, sur l'utilisation des produits du Québec, alors qu'il y avait déjà des groupes d'achat, entre autres, dans les hôpitaux. On a aussi fait réaliser une étude pour savoir quels étaient les principaux points de réticence et les barrages, encore, à l'utilisation des produits, de sorte que, maintenant, on est en mesure d'avoir ou en tout cas l'année prochaine on aura vraiment un portrait très complet de la situation. Mais, là où on a déjà un portrait, on se fixe même des augmentations annuelles en termes d'utilisation des produits, et je pense que jusqu'à maintenant cela va très bien.

### Attachés commerciaux

M. Messier: Une autre question, page 18, vous avez engagé sept attachés commerciaux, est-ce que c'est par affectation, mutation, ou...?

M. Pagé: Je dois dire que, quand j'indiquais que nous allions faire plus avec moins, ou encore avec les mêmes choses, c'en est un exemple quand même assez clair. Il est assez éloquent celui-là.

M. Messier: Est-ce que ce sont sept anciens fonctionnaires du ministère de l'Agriculture qui sont...

M. Pagé: Non, c'est tout à fait différent. C'est qu'avant cela, nous avions trois attachés commerciaux.

Une voix: Nous avons deux attachés et obtenu la permission du Conseil du trésor pour...

M. Pagé: Deux. On avait deux attachés commerciaux qui étaient des citoyens d'ici, qui nous représentaient ailleurs, dont un au Japon, et l'autre à New York. Il y en avait un à New York, et l'autre au Japon. Des gens d'ici qui vivaient évidemment là-bas, qui occupaient

quotidiennement là-bas des logements avec leur famille, avec des primes d'éloignement, avec, bon, etc.. Ce qu'on a fait c'est qu'on a rapatrié nos deux honorables fonctionnaires chez-nous, et dans les sept villes, nous avons procédé à l'embauche d'autochtones, de gens de là-bas. Nous avons embauché quelqu'un pour chacun de ces endroits. Le réseau va être complété d'ici quelques semaines. Déjà, je rencontrais ici à Québec notre représentante à Chicago, notre représentant à New-York, notre représentant à Boston, notre représentant à Toronto, il y a trois semaines de cela, et ce sont des gens des Etats-Unis ou encore de l'Ontario ou du Canada, qui nous représentent. Mais, ce sont des gens qui ont une expérience dans l'agro-alimentaire. Des gens qui, en arrivant au bureau le premier matin, connaissent le réseau d'utilisateurs de produits alimentaires, connaissent nos produits, évidemment, parce qu'on est en contact, qui sont susceptibles d'établir des relations commerciales et immédiatement susceptibles de bonifier notre pénétration de produits québécois.

Et, l'ensemble de ces sept attachés commerciaux nous coûte moins cher que les deux que nous avions avant.

**M. Jolivet:** Et, Mme la Présidente, elles répondent à qui, ces personnes-là.

**M. Pagé:** Ce sont des gens du ministère de l'Agriculture qui sont payés par nous. On a une entente avec le ministère du Commerce extérieur et le ministère des Relations internationales, et ces gens occupent... Par exemple à Toronto, il y a l'attaché agro-alimentaire du Québec, qui siège à l'intérieur de la délégation du Québec à Toronto mais qui relève du ministère de l'Agriculture chez-nous. Même chose à New York, même chose à Boston.

**M. Jolivet:** Bon, avec l'expérience des années à venir, à quel moment allez-vous faire une revérification, une réévaluation de l'impact qu'ils ont et des capacités qu'ils ont de pouvoir amener, pour le Québec, une possibilité de vendre notre produit sur le commerce extérieur, quelle que soit la forme.

**M. Pagé:** Bien, c'est sûr que la structure vient d'être mise en place, mais pour être en contact quand même assez étroit et assez fréquent avec Toronto, je peux vous dire que l'Ontario est un marché très important pour nous, premièrement.

Deuxièmement, autre élément, c'est que Toronto constitue aussi un carrefour de redistribution pour l'ensemble canadien des produits bio-alimentaires, et je peux vous dire que c'est avec beaucoup de détermination, pour ne pas dire d'acharnement, que cette personne-là travaille. Et si je peux parler de cette personne, c'est que j'ai été à même de voir ce qui se faisait là-bas, même si le poste y est ouvert depuis seulement

novembre dernier.

**M. Jolivet:** Vous prévoyez une réévaluation des rôles de chacun?

**M. Pagé:** Après un an. Et, élément assez intéressant, je dois vous dire que l'ensemble de ces gens-là parle le français, sauf notre délégué au Japon, qui lui parle le japonais.

**Mme Jarnuszkiewicz:** D'une part, on a effectivement la permission d'engager sept attachés commerciaux à l'étranger. La situation géographique des personnes est à déterminer par le ministère, sur une base annuelle, ou sur la base des contrats qui ont été signés, qui sont des contrats annuels. D'autre part, on a aussi mis en place, à la Direction des marchés extérieurs, tout un système d'évaluation de nos interventions maintenant en termes de produits, de clients potentiels, de clients servis, et de marchés géographiques. Alors, on pourra procéder, dès la fin de l'année budgétaire, à l'analyse par produit, par client et par marché... (22 h 45)

**M. Jolivet:** De l'année 1989, c'est-à-dire 1988-1989.

**M. Pagé:** Oui.

**Mme Jarnuszkiewicz:** Oui.

**M. Jolivet:** À la prochaine rencontre, on pourra poser des questions, à savoir ce qui est arrivé, ce que cela a donné comme production.

**Mme Jarnuszkiewicz:** Oui, quels sont les marchés les plus importants.

**M. Pagé:** Le rapport va s'en venir à ce moment-là.

**M. Jolivet:** On aura un bon aperçu du rapport.

**Mme Jarnuszkiewicz:** On aura certainement des données très intéressantes.

**La Présidente (Mme Dionne):** Est-ce que cela va? M. le député de... Vous avez une autre question?

**Une voix:** Le député des Îles-de-la-Madeleine voudrait...

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député des Îles-de-la-Madeleine.

#### Le dossier Steinberg

**M. Farrah:** Merci, Mme la Présidente. Tantôt, mon collègue de Saint-Hyacinthe parlait du lien que vous avez avec les grandes chaînes d'alimentation. Est-ce que vous êtes préoccupés



par la situation qui prévaut actuellement chez Steinberg concernant la vente de certaines succursales...

**M. Jolivet:** Mme la Présidente, cette question devrait être posée ailleurs dans le programme. On a dépassé presque toute la base des crédits périmés. C'est une question que j'ai à poser, étant donné que je voudrais aborder le programme 1.

**M. Pagé:** Compte tenu du fait qu'on ne périmé pas beaucoup, on fait beaucoup de choses...

**Des voix:** Ha, ha, h?!

**M. Pagé:** ...c'est pour cela que les questions sont d'ordre général.

**M. Jolivet:** J'ai compris.

**M. Farrah:** Mme la Présidente, je ne peux pas dire que j'ai abusé beaucoup du temps de la commission jusqu'à présent.

**M. Jolivet:** C'est parce que j'aurais d'autres questions que je ne voudrais pas traiter...

**M. Pagé:** Le député de Lavolette va convenir avec moi que l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine n'abuse pas.

**M. Jolivet:** Ça, je le sais. Le député de Lévis dit toujours qu'il n'abuse jamais.

**M. Pagé:** Le député de Lévis abuse souvent.

**M. Jolivet:** Non, mais le député des Îles-de-la-Madeleine.

**M. Pagé:** En tout cas.

**M. Jolivet:** Cette question-là...

**M. Farrah:** Mme la Présidente, je pense qu'honnêtement j'ai quand même droit...

**M. Pagé:** Je vais répondre. Plutôt que de passer quinze minutes pour savoir si on doit lui donner la réponse, on est aussi bien de répondre, Mme la Présidente.

**M. Farrah:** J'ai quand même droit à mon droit de parole. Étant donné que le député de Lavolette est d'accord que je n'ai pas abusé de mon temps jusqu'à présent et que je n'ai pas l'intention non plus d'abuser du temps de cette commission, je pense qu'il est opportun de poser une telle question, compte tenu de la situation qui prévaut au Québec.

**M. Jolivet:** C'est au programme 5. La seule chose, c'est que je suis au programme 5 et on

avait des questions à poser...

**M. Pagé:** Mme la Présidente, si le député de Lavolette n'était pas intervenu, la réponse serait déjà complétée et le député des Îles-de-la-Madeleine serait satisfait, ainsi que tout le monde, et on aurait passé à autre chose.

**M. Jolivet:** Non, pas nécessairement moi, mais en tout cas, c'est autre chose. Allez-y donc.

**M. Pagé:** D'accord.

**M. Jolivet:** J'y reviendrai quand même.

**M. Pagé:** Dès le moment où j'ai été saisi de l'offre ou de l'intention manifestée par les actionnaires de la chaîne d'alimentation Steinberg ou de la compagnie Steinberg, parce qu'ils débordent le strict cadre de l'alimentation si on réfère à tout le volet de leurs transactions sur des terrains, sur des immeubles, par l'intermédiaire de Ivanhoe Corporation, j'ai eu, dès ce moment-là, un contact avec le président de Steinberg, M. Ludmer, pour voir avec lui quelles étaient les intentions<sup>a</sup> quel était le caractère, finalement, sérieux de ces annonces, etc. Je peux vous indiquer, comme ministre, que le contact a été maintenu avec les autorités de Steinberg - je parle de la direction - non pas pour influencer quoi que ce soit ou leur prescrire des diktats ou quoi que ce soit - ce n'est pas le rôle du gouvernement - mais pour se tenir continuellement informé de l'évolution de cette situation. Steinberg est un très bon citoyen corporatif au Québec. Steinberg est un très bon Québécois. Steinberg est un grand utilisateur de produits du Québec. Pendant longtemps, la compagnie Steinberg, et encore aujourd'hui, c'est-à-dire depuis longtemps, cette compagnie se fait toujours un point d'honneur d'utiliser nos produits bio-alimentaires québécois. Pour nous, ce qui est important, c'est que si - je dis bien "si" - une transaction devait survenir, ce qui est important, c'est que le nouvel actionnaire demeure un aussi bon citoyen corporatif. Je peux vous donner l'assurance que c'est ce sur quoi nous travaillons. Certains diront: Il devrait être Québécois ou il devra... Ce qui est important, ce sont les achats chez nous. On suit cela de très près, je peux vous l'assurer.

**M. Farrah:** En termes de volume, est-ce que vous pouvez nous confirmer à combien cela équivaut?

**M. Pagé:** C'est près de 1 000 000 000 \$.

**M. Farrah:** Donc, c'est important.

**M. Pagé:** Très important.

**M. Farrah:** Merci.

**M. Jolivet:** Mme la Présidente...

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Laviolette.

**M. Jolivet:** ...sur le même sujet, pour le terminer, puisqu'on y est entrés. On sait qu'il y a des décisions qui sont prises quelque part. Admettons que cela devienne ontarien, dans un contexte où il y a aussi toutes sortes d'autres décisions qui viennent autour, dans un marché où on dit: On met un attaché commercial du Québec pour vendre nos produits, et qu'on s'aperçoit que, finalement, si c'était une compagnie ontarienne qui achetait et qu'elle aurait aussi autour d'elle tous ses contacts d'achat, elle aurait tendance à acheter beaucoup plus de choses en Ontario plutôt qu'au Québec, et là, ce serait au détriment des Québécois. Quelle serait la réaction du ministre dans l'hypothèse où Steinberg passerait sous le contrôle ontarien et que les nouveaux acheteurs, pour réaliser tout ce qui est normal... Ce n'est pas négatif quand je dis cela. Ce sont des gens qui, normalement, veulent faire des profits, donc il y a des économies d'échelle qu'ils doivent rechercher et, dans ce contexte, ils achèteraient des produits ontariens au détriment du Québec pour alimenter leurs nouveaux supermarchés au Québec. À ce moment-là quelle est l'implication du ministre?

**M. Pagé:** Mme la Présidente, je peux vous dire que nous suivons l'évolution de ce dossier. Nous sommes à l'affût de ce qui peut survenir, s'il y a une transaction. À ce moment-là, je ferai mes commentaires, comme ministre de l'Agriculture, au nom du gouvernement. Je peux vous indiquer que notre objectif - c'est un objectif qu'on poursuit, et on ne changera pas d'idée là-dessus - c'est que Steinberg demeure le bon citoyen corporatif qu'il est, avec le rôle éminemment important et même structurant qu'il joue dans l'économie du Québec.

**M. Jolivet:** Admettons une autre...

**M. Pagé:** Non, ce sont toutes des hypothèses.

**M. Jolivet:** Je le sais bien.

**M. Pagé:** Je vais vous donner un exemple. Vous parlez de l'Ontario. Vous savez, ce n'est pas parce que certaines entreprises de l'Ontario possèdent certains marchés qu'on ne peut pas les pénétrer. Je donnais l'exemple Bexel dans mon intervention de cet après-midi, avec les restaurants Scott et le Kentucky...

**M. Jolivet:** Le poulet frit.

**M. Pagé:** ...fried chicken", le poulet frit Kentucky. Ce qui venait de l'Ontario auparavant, ils le prennent maintenant au Québec. Non

seulement ils le prennent au Québec pour le Québec, mais ils le prennent au Québec pour une partie de l'Ontario. On s'est assis avec ces gens. On les a rencontrés. On a discuté avec eux. On a mis ces gens en contact avec les gens de l'industrie. Pour nous, ce n'est pas compliqué. Vous savez, quand on rencontre des grandes chaînes, on ne leur dit pas: Écoutez, vous devriez acheter au Québec. On ne se limite pas à dire cela. C'est une relation qui est très professionnelle, on leur dit ceci: Vous utilisez telle quantité de poulets, par exemple, nous apprécierions que vous nous donniez vos critères de spécificité - cela demeure évidemment confidentiel parce que ce sont des "know-how", ce sont des connaissances, ce sont des secrets d'entreprise, etc., mais quand même - et si nous pouvons répondre à vos critères de spécificité de production, de transformation et de conditionnement d'un produit et si nous sommes capables de répondre au rapport du prix concurrentiel en regard des prix, on apprécierait beaucoup que vous achetiez chez nous parce qu'on est capable de vous fournir des produits au même titre que quiconque ailleurs, qu'il soit en Ontario ou au Nouveau-Brunswick, peu importe. C'est le genre de relations qu'on établit. Je me réfère à un dossier qui est maintenant connu, définitif et réglé, celui de Bexel. J'aurai très probablement l'occasion de me référer à d'autres sous peu parce qu'on est en contact dans d'autres gros dossiers comme celui-là. Cette relation nous a permis d'asseoir une entreprise, un grand utilisateur: Qu'est-ce qu'il faut que vous fassiez pour répondre à son besoin? Cela impliquait un investissement de tant. D'accord. Vous êtes capables de le faire, on peut y aller via ce client ou des programmes d'aide du ministère et cela s'est fait. Aujourd'hui, on fournit l'Ontario...

**M. Jolivet:** Prenons l'hypothèse...

**M. Pagé:** ...une partie de l'Ontario, le Québec et une partie des Maritimes.

**M. Jolivet:** Dans l'hypothèse suivante, toujours concernant Steinberg... Admettons que ce ne sont pas les Ontariens qui l'ont, que ce sont des gens du Québec, Métro-Richelieu. Dans un contexte de négociations avec deux gros géants de l'alimentation, quelles difficultés pourraient survenir pour les producteurs agricoles du Québec qui doivent les fournir? En termes de négociations, ce sera un peu plus difficile.

**M. Pagé:** Non. Ce qui a été évoqué, ce n'est pas seulement un achat par Métro, c'est un achat par... Ce qui a été connu publiquement, c'est un intérêt de Provigo et de Métro-Richelieu.

**Une voix:** Un partage des magasins.

**M. Pagé:** C'est cela.

M. Jolivet: Il reste quand même que ce sera Provigo et Métro-Richelieu dans le Québec...

M. Pagé: On va voir tout cela.

M. Jolivet: ...donc, les producteurs agricoles devant deux géants.

M. Pagé: On va voir tout cela avec l'impact que cela peut avoir. Mais je vous dis que s'il y a une transaction, on la commentera à ce moment-là.

M. Jolivet: Et la troisième chose...

M. Pagé: Je ne pense pas qu'il soit d'intérêt public que le ministre de l'Agriculture se mette à faire part des réactions gouvernementales à certaines hypothèses susceptibles ou non de se réaliser. On va attendre, mais je peux vous assurer qu'on suit ce dossier avec beaucoup d'intérêt.

M. Jolivet: Je ne demande pas que le ministre me dise quelles sont ses intentions au moment où cela va arriver. Je lui demande ceci: Quelles sont les surveillances qu'il fait pour éviter que n'arrivent des choses semblables?

Troisièmement, est-ce que le ministre...

M. Pagé: Il n'est pas d'intérêt public de répondre à cette partie de question.

M. Jolivet: ...a invité SOQUIA à suivre de très près ce dossier? Et quelle est son implication?

M. Pagé: Le ministre n'a pas à demander à SOQUIA de suivre de très près des dossiers majeurs comme celui-là. Ils sont en mesure et ils ont assez de compétence, d'expérience et d'expertise pour les suivre par eux-mêmes, sans que le ministre le demande.

M. Jolivet: Le ministre n'a pas intérêt à leur demander, d'une façon spéciale, dans le contexte où il pourrait passer à des intérêts ontariens ou à deux grosses chaînes...

M. Pagé: Bien, voyons donc!

M. Jolivet: ...à regarder de plus près?

M. Pagé: Je vous dis qu'il n'est pas d'intérêt public de parler des nombreuses hypothèses. Exemple concret: quand vous dites: "Le ministre n'a pas d'intérêt à demander", un instant. Si, un matin, je prends connaissance d'une nouvelle dans le journal, qui est publique, qui est sue, qui concerne mon ministère, pensez-vous que je vais appeler mon sous-ministre pour lui dire: Aie, astu regardé le journal? Pourrais-tu demander à ton sous-ministre responsable de ce secteur s'il a regardé le journal et s'il est informé de cette

nouvelle? Voyons donc! Pour SOQUIA, qui a quand même des économistes, qui sont des gens dans l'agro-alimentaire, de suivre des dossiers comme ceux-là, cela va de soi...

M. Jolivet: Donc, quand...

M. Pagé: ...les différents impacts que cela pourrait avoir, ce qui pourrait être fait, etc. Je vous dis qu'il n'est pas d'intérêt public...

M. Jolivet: Donc, ce que vous me dites, c'est que...

M. Pagé: Je vous...

M. Jolivet: ...lorsque SOQUIA sera ici, on pourra poser la question...

M. Pagé: ...dis qu'il n'est pas...

M. Jolivet: ...pour voir quelle est leur implication.

M. Pagé: ...d'intérêt public, à ce moment-ci - et vous le comprenez, par surcroît vous avez été ministre. J'en conviens, que c'est seulement pendant quelques semaines ou quelques mois...

M. Jolivet: Oh! plusieurs mois. Suffisant pour vous préparer votre politique forestière.

M. Pagé: Pardon?

M. Jolivet: Suffisant pour vous préparer la politique forestière.

M. Pagé: Suffisant pour faire avancer d'un pas une politique forestière qui avait été amorcée par des libéraux du temps de M. Drummond...

M. Jolivet: Ah mon Dieu! Bien là, on...

M. Pagé: ...et qui a été complétée par M. Côté.

M. Jolivet: ...va finir à minuit et quart.

M. Pagé: Cela étant dit, il n'est pas d'intérêt public de pousser plus en avant les réponses à donner aux questions du député de Laviolette.

M. Jolivet: Le programme 1, Mme la Présidente?

M. Pagé: Adopté.

La Présidente (Mme Dionne): Programme 1?

M. Messier: Mme la Présidente, j'aurais une autre question avant le programme 1.

**M. Jolivet:** C'est sur quel programme? Parce que je ne passerai pas mon temps à passer d'un programme à l'autre.

**M. Messier:** Bien non.

**M. Pagé:** On ne passe pas d'un programme à l'autre...

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de Lavolette, on a...

**M. Pagé:** ...on n'a pas commencé.

**M. Jolivet:** Bien oui, mais Steinberg justement, c'est le programme 5, M. le ministre.

**La Présidente (Mme Dionne):** Compte tenu du fait que toutes les questions ont été d'ordre général depuis que j'ai appelé le programme 1, je pense qu'on pourrait peut-être compléter par la dernière question d'ordre général.

**M. Jolivet:** Oui, oui, cela dépend...

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député..

**M. Messier:** Deux autres questions d'ordre général aussi, merci.

**La Présidente (Mme Dionne):** ...de Saint-Hyacinthe.

### Margarine et beurre

**M. Messier:** Vous parlez, en page 21, de la nouvelle réglementation sur la coloration de la margarine. Quelle est l'évaluation que vous faites de ce changement de coloration et à la suite des allégations des margariniers, à savoir que cela n'a rien changé, que c'est le statu quo et que la part de marché que vous attendiez, selon eux, n'a pas été atteinte?

**M. Pagé:** J'ai lu, comme tout le monde, l'article du journal, en fin de semaine, des margariniers. C'est un bel aveu d'incompétence, je pense, de la part de ceux qui les représentaient et qui prévoient une baisse dramatique de la consommation. Ces gens se sont promenés pendant les mois d'août et septembre 1987 pour dire à tout le monde que c'était terrible. Je me rappelle avoir vu - comment s'appelait-il? - M. Lebon, si ma mémoire est fidèle, dire: C'est dramatique; on va perdre nos emplois, les gens n'en consommeront plus, c'est complètement déloyal à l'égard de nos entreprises. Ceux qui ont fait de telles analyses pour permettre à personne d'autre que le président de cette association de dire que cela allait être dramatique, et qui lui ont fourni les chiffres, pour le moins qu'on puisse dire, sont des incompetents et ils se sont trompés.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. le député de...

**M. Pagé:** L'autre élément, c'est qu'il apparaît très clairement que le produit naturel qu'est le beurre, qui était en diminution constante depuis un certain nombre d'années, est maintenant stabilisé.

**M. Messier:** Est-ce qu'il est en progression ou s'il est stabilisé pour...

**M. Pagé:** On sera en mesure de...

**M. Messier:** De l'évaluer un peu plus tard.

**M. Pagé:** ...l'évaluer à la fin de la présente année laitière. Une chose est certaine, c'est qu'on a failli en manquer au mois de mars. Alors, il faut qu'il s'en consomme quelque part.

**M. Messier:** Sur la même question du beurre, le Conseil de l'industrie laitière nous a rencontrés, les députés ministériels, en regard de la problématique de l'approvisionnement en lait de production ou en lait de transformation...

**M. Jolivet:** Mme la Présidente, je vais me choquer parce que là...

**M. Pagé:** Je n'ai pas complété.

**M. Jolivet:** Non, non.

**M. Pagé:** Au lieu de vous chicaner et de vous tirer des verres de lait, je pourrais peut-être continuer...

**M. Jolivet:** Non, Mme la Présidente...

**M. Pagé:** ...Mme la Présidente, dans le beurre.

**M. Jolivet:** Seulement une minute. Le principe de base, Mme la Présidente, est qu'on ait des objectifs de grands dossiers. J'ai touché, si je veux être bien honnête avec tout le monde, de grands dossiers, par exemple, le libre-échange, mais je n'ai pas touché aux programmes. Je m'en viens sur les programmes. La question qui est posée, c'est une autre de mes questions qui s'en vient. Je pense que la logique voudrait qu'on passe au programme 1, Mme la Présidente.

**M. Pagé:** Mme la Présidente, je ne voudrais pas...  
(23 heures)

**M. Jolivet:** Si au moment où je poserai ma question, il n'est pas d'accord, et en voudrait une autre, il en posera une autre mais...

**M. Messier:** Mais, on ne sait pas toutes les questions que vous avez.

**M. Pagé:** Mme la Présidente, le député de Lavolette a six enfants, j'en ai cinq. On a déjà entendu cette phrase disant: Mon père est plus grand que le tien!

**M. Jolivet:** Ce n'est pas cela.

**M. Pagé:** Mais, il vole ma question, Mme la Présidente!

**M. Jolivet:** Ce n'est pas la question. Mme la Présidente nous a demandé au départ d'aller sur des sujets généraux et ensuite aux programmes, c'est ce sur quoi on s'était entendus.

**M. Pagé:** D'accord.

**M. Jolivet:** Sinon on va faire des questions générales avec toutes les questions particulières, cela n'a pas de bon sens.

**M. Pagé:** Mme la Présidente, je peux dire ceci. J'avais donné un préavis tout à l'heure de mon intention de répondre à la question du député de Lavolette concernant le problème du lait. Je l'avais invité à ce qu'on en traite tous les deux au moment de l'étude des programmes...

**M. Jolivet:** C'est cela que j'ai compris.

**M. Pagé:** ...programme par programme. Peut-être que le député de Saint-Hyacinthe accepterait qu'au moment de l'étude du programme en question, c'est-à-dire toute la question de...

**M. Jolivet:** Il pourrait poser la question.

**M. Pagé:** D'accord.

**M. Messier:** En étant bon prince comme le ministre...

**M. Jolivet:** Ce n'est pas une question d'être bon prince, c'est une question de simplement agir en vertu des programmes.

**M. Messier:** Il est toujours insatisfait ce fichu député.

**La Présidente (Mme Dionne):** Compte tenu du consentement du député de Saint-Hyacinthe, on va commencer au programme...

**M. Messier:** Quoiqu'il est quand même 23 heures.

**M. Pagé:** Programme 1.

**M. Jolivet:** Oui, nous allons passer...

**M. Pagé:** Oui, si vous me permettez avant, 30 secondes, pour compléter dans le beurre. M. le directeur des études économiques aurait...

**La Présidente (Mme Dionne):** Je m'excuse, M. le ministre.

**M. Pagé:** On fait motion pour suspendre l'horloge.

**M. Jolivet:** C'est cela.

**La Présidente (Mme Dionne):** Est-ce qu'il y aurait consentement pour compléter?

**M. Jolivet:** D'une façon ou d'une autre, Mme la Présidente, les quinze minutes qui nous manqueraient je ne veux pas les prendre à 18 h 15 demain soir, j'aime mieux les prendre ce soir. Prendre quinze minutes pour être sûr de faire nos sept heures. Sans cela on va être obligés de les prendre à 18 h 15.

**La Présidente (Mme Dionne):** D'accord. Est-ce qu'il y a consentement?

**M. Pagé:** Consentement unanime.

**La Présidente (Mme Dionne):** Consentement.

**M. Pagé:** Est-ce que M. Lavoie pourrait ajouter sur la question du beurre. Il a des chiffres assez intéressants.

**La Présidente (Mme Dionne):** M. Lavoie, rapidement.

**M. Lavoie:** M. Pagé a mentionné tout à l'heure que c'était au terme de l'année laitière en cours qu'on pourrait vraiment évaluer l'impact de la nouvelle réglementation. Mais déjà, il y a certains chiffres de vente qui sont disponibles et par rapport aux variations que je vais déceler, je le répète, on ne peut pas directement ou par des coefficients de statistiques valables les imputer au règlement. Je pense que cela vaut la peine de les mentionner. Pour l'année 1987, si vous voulez c'est la dernière année avant l'application du règlement, il y avait eu une légère reprise des ventes de beurre. Je donne les deux chiffres comparatifs: en 1986 - ce sont des données canadiennes - on avait vendu 99 700 tonnes de beurre et en 1987, le chiffre atteignait 103 800 tonnes. Les deux derniers mois pour lesquels les données sont disponibles, soit décembre 1987 et janvier 1988 les ventes ont augmenté de 12 % dans le beurre par rapport aux deux mêmes mois, douze mois auparavant. Donc, il peut y avoir des variations saisonnières des stocks qui peuvent être amassés à certains endroits dans les réseaux de commercialisation. Je donne ces chiffres pour dire: Si la margarine a conservé sa position - c'est possible, parce qu'on n'a pas encore de données pour vraiment le vérifier - une chose est sûre également c'est que le beurre n'a pas perdu de terrain. Même avec ces chiffres les ventes sont bonnes.

**La Présidente (Mme Dionne):** Merci, M. Lavoie.

**M. Messier:** Une question. La réserve de beurre, est-ce qu'on est à sec ou est-ce qu'il y a encore... Je pense qu'il y avait une réserve d'environ deux ans pour le beurre. Est-ce possible cela sur les...

**M. Lavoie:** Il y a deux ans il y avait un stock de beurre de 20 000 tonnes.

**M. Jolivet:** Je suis en train de dire au ministre, que c'est à peu près comme le libre-échange: il y aurait plus d'emplois aux États-Unis, plus d'emplois au Canada, mais tout le monde se demande comment cela se fait qu'ils ont fait le libre-échange. C'est la deuxième chose, dans le secteur du beurre et de la margarine. Au bout de la course, tu dis: Il se vend plus de beurre et il se vend autant de margarine. Il y a quelque chose qui s'est passé quelque part. En tout cas, on verra cela en temps et lieu.

**Une voix:...**

**M. Jolivet:** Cela doit être cela. On a peut-être eu des cabanes à sucre qui en auraient dépensé un peu plus, mais... en tout cas...

**M. Lavoie:** Le beurre...

**M. Pagé:** On m'a informé qu'il y avait certaines cabanes à sucre de votre région qui utilisaient de la margarine, M. le député.

**M. Messier:** Ah! Ah!

**M. Jolivet:** Dans mon comté? Nommez-moi les donc!

**M. Pagé:** Je vais vous envoyer la liste.

**M. Jolivet:** Oui, oui parce qu'il n'y a pas beaucoup de cabanes à sucre à part celles de Sainte-Thècle et de Grand-Mère.

**M. Messier:** C'est celles-là.

**M. Jolivet:** Les autres sont dans le comté de Champlain.

**M. Pagé:** Je vais voir les adresses.

**M. Jolivet:** Faites attention parce qu'il y a des gens qui pensent...

**M. Pagé:** Si besoin en est, je communique avec vous. Vous me promettez cependant d'intervenir pour les sensibiliser...

**M. Jolivet:** Certainement...

**M. Pagé:** ...à la nécessité de consommer du beurre.

**M. Jolivet:** Je vais leur dire qu'il y aurait peut-être intérêt à utiliser des produits de ce genre.

**M. Pagé:** D'accord.

**M. Jolivet:** Mais, d'une façon ou d'une autre, je n'empêcherai jamais personne de prendre sa liberté d'agir.

**M. Pagé:** Vous, consommez-vous du beurre ou de la margarine?

**M. Jolivet:** Ma femme aime bien le beurre.

**M. Pagé:** D'accord. Et vous?

**M. Jolivet:** Moi aussi.

**La Présidente (Mme Dionne):** Je m'excuse, M. Lavoie, aviez-vous terminé votre réponse?

**M. Pagé:** Ma femme aime le beurre, j'aime ma femme, donc j'aime le beurre!

**M. Lavoie:** En ce qui concerne les stocks de beurre, il est vrai que depuis 24 mois, ils ont diminué considérablement. Ces stocks sont maintenus à environ 10 000 tonnes depuis douze mois, alors qu'en 1985-1986, on avait, à certains moments dans l'année, des stocks de 25 000 tonnes. Je n'ai pas les chiffres exacts devant moi, mais ils sont de cet ordre. Je ne dirais pas que c'est un accident de l'industrie, c'est une politique délibérée des producteurs de la Commission canadienne du lait de réduire les stocks parce que avec 10 000 tonnes, on est capables de fonctionner et de répondre aux besoins de l'industrie, sans avoir à assumer, comme en 1985, des frais d'entreposage assez élevés.

**M. Pagé:** Il faut dire aussi qu'on produit environ 48 % du beurre au Canada et que les mutations de transformation de produits au Québec, de la poudre de lait et du beurre vers, par exemple, du fromage de classe 4, a un impact évidemment sur les stocks.

**M. Jolivet:** Sur le programme 1.

**La Présidente (Mme Dionne):** Le programme 1, M. le député de Laviolette.

#### **Planification, recherche et enseignement**

**M. Jolivet:** Oui. M. le ministre, une chose est inquiétante actuellement, c'est le nombre d'inscriptions - je pense qu'on va terminer avec ce programme-là ce soir - aux cours collégiaux de formation agricole. On remarque que les

inscriptions au programme collégial, Gestion et exploitation de l'entreprise agricole, ne cessent de diminuer depuis deux ans. On avait, en 1983, 399 inscriptions; en 1984, 359; en 1985, 276 et, en 1986, 242. On observe le même phénomène pour les cours par correspondance en agriculture. J'aimerais savoir, de la part du ministre, compte tenu de la baisse de ces inscriptions observée depuis deux ans au programme collégial, compte tenu de l'importance que les jeunes agriculteurs aient une formation académique de base et très spécialisée avant leur établissement et au-delà du fait que la bonification est liée à la formation collégiale au chapitre de l'aide à l'établissement prévue par le projet de loi 46, quelles sont les mesures que le ministre compte mettre en oeuvre pour offrir aux jeunes agriculteurs une formation collégiale mieux adaptée à leurs besoins et pour endiguer cette baisse qu'on peut juger un peu déplorable des inscriptions au chapitre de la formation agricole au niveau collégial? Ce sera ma première question, j'en aurai d'autres ensuite.

**M. Pagé:** J'ai failli, Mme la Présidente, me faire prendre à mon propre piège. Quand le député de Laviolette a dit: Je m'inquiète, j'ai failli lui dire: Vous vous inquiétez toujours. Mais cette fois-ci, je devrai lui dire qu'il a raison de s'inquiéter. Je suis tout aussi inquiet que lui à l'égard des statistiques faisant référence à la formation en agriculture. On constate une diminution très substantielle du nombre d'admissions sur tous les plans. Considérant les chiffres qu'on m'indique ici, si on fait référence à l'enseignement collégial professionnel au Québec et non pas nécessairement à l'agriculture seulement, pour l'enseignement collégial professionnel, entre 1983 et 1987, il y a une baisse de 9 %. L'enseignement collégial agricole, de 1983 à 1987, c'est moins 44 %. L'enseignement collégial qui est sous la responsabilité du MAPAQ, l'institut, nos deux ITA et MacDonald, c'est 10,3 % en moins pour la même période. Pendant la même période, l'enseignement collégial agricole au Canada, lui, diminuait de 15 %.

Si on fait référence au nombre d'admissions au niveau du bacc, c'est-à-dire au niveau universitaire, avec un premier cycle en agriculture: aux États-Unis, de 1983 à 1987, c'est une diminution de 25 %; au Canada, une diminution de 7 %; en Ontario, une diminution de 24 % et, au Québec, une diminution de 13 %. Cela veut donc dire que c'est une situation qui semble être générale, globale, non seulement au Québec, mais dans l'ensemble canadien avec, évidemment, un problème qui se pose avec plus de gravité dans certaines provinces que dans d'autres. Par exemple, au Canada, en Ontario par rapport au Québec.

On peut se l'expliquer, entre autres, ici, au Québec - j'escompte bien que la commission parlementaire puisse accepter... en fait ce sont des députés qui vont décider, mais je pense que ce serait faire oeuvre utile que de se donner

comme mandat ce sujet au cours de l'année - par le problème de diminution de notre population qui est important.

J'ai les statistiques ici pour les groupes de 18 ans au Québec. Je peux vous les donner. Les gens qui avaient 18 ans en 1972 au Québec, on en avait 125 000; en 1974, 130 000; en 1976, 131 000; en 1978, 132 000; en 1980, 127 000; en 1982, 126 000; en 1984, 111 000; en 1986, 97 000, ce qui veut dire qu'on est passé, entre 1982 et 1986, de 126 000 personnes au Québec qui avaient 18 ans à 97 000 donc, en baisse de 26,4 % en quelques années.

Si on regarde le niveau collégial professionnel au Québec: entre 1978 et 1983, une croissance de 18 %, passant de 59 000 à 70 000, et on est ramené en 1987, passant de 70 000 à 64 000, à une baisse de 9 %, ce qui veut dire, dans un premier temps, qu'on a un problème de conjoncture qui est difficile pour plusieurs motifs. Par exemple, notre conjoncture est difficile. On sait que l'agriculture commande des investissements très importants. Il y a un problème de population.

**M. Jolivet:** ...le transfert de la ferme entre les générations qu'il a...

**M. Pagé:** Oui, sauf que ce ne sont pas tous les étudiants qui étudient dans la perspective d'un emploi comme agricultrice ou agriculteur. Mais il y a aussi...

**M. Jolivet:** Je vais vous donner un exemple d'un cas que j'ai eu...

**M. Pagé:** Je vais vous en donner un autre que j'ai eu samedi après-midi.

**M. Jolivet:** C'est cela. Le cas de personnes qui ont suivi des cours et qui se retrouvent, du jour au lendemain, confrontées avec le fait qu'elles ne peuvent pas avoir de financement. Si elles ne peuvent pas avoir de financement, parce qu'on refuse de les financer, elles n'ont pas, par le fait même, la prime à l'établissement.

Je donne un exemple. Le ministre a répondu et je vais peut-être en profiter pour dire qu'à la page 126, il a répondu à une de mes préoccupations, mais je voudrais lui demander davantage. Par rapport à la pisciculture, quand il dit: l'ajout de l'élevage caprin, de l'élevage d'oiseaux fermiers reproducteurs et de la pisciculture, à l'aide, à l'amélioration de la productivité des élevages, on sait que le programme avait été enlevé dans la réforme des programmes pour ce qui est du financement de la pisciculture. On avait dit qu'il s'en allait plutôt vers la pisciculture commerciale. Donc, ce serait la partie des Pêcheries plutôt que celle du ministère de l'Agriculture...

**M. Pagé:** Oui.

**M. Jolivet:** ...pour ce qui est de l'élevage des truites et de ces espèces. Alors, la personne se retrouve, du jour au lendemain, non finançable par l'office et, par le fait même, non admissible à la prime d'établissement. Donc, la jeune fille qui voudrait prendre la relève de son père se trouve devant rien le lendemain matin. Elle a suivi un cours. Comment voulez-vous, après cela, qu'elle intéresse d'autres personnes à suivre des cours?

**M. Pagé:** Nous nous référons toujours à un problème de formation, d'intérêt pour des jeunes à recevoir une formation en agriculture. Je note la question que vous nous soulevez à l'égard de la pisciculture. Je peux vous indiquer qu'on maintient un programme de pisciculture individuel à la ferme et on maintient, parallèlement à cela, un programme de développement assez intensif des piscicultures sur une grande échelle.

**M. Jolivet:** Mais ce que j'ai comme renseignement, c'est qu'elle a fait une demande de financement. À l'office on lui a dit: Ce n'est plus finançable et comme elle n'est plus finançable, elle ne peut...

**M. Pagé:** Je ne pense pas, Mme la Présidente, que la commission parlementaire ou l'étude des crédits soit le moment privilégié pour amener chacun des cas individuels de notre comté.

**M. Jolivet:** Non, mais je donne un exemple, un exemple comme cela. Je pourrais en amener d'autres de gens qui disent: Bien...

**M. Pagé:** Mais, demain, on va entendre l'Office du crédit agricole du Québec et on pourra, à ce moment-là, traiter de cet aspect de la question si vous voulez.

**M. Jolivet:** D'accord. Je veux simplement dire que c'est une inquiétude. Les gens disent: Je ne peux pas être financé à quoi cela sert-il de suivre des cours? Je vais faire autre chose. Donc, il y a peut-être une relation de cause à effet en ce qui concerne la diminution de la clientèle. Mais, je remarque une chose qui est peut-être importante, que les membres de la commission devraient retenir et que la présidente devrait transmettre au président habituel attiré à la commission, à savoir que le ministre est d'accord à ce qu'on mette un mandat d'initiative ayant pour but de regarder toute la question de la formation agricole et cela de façon globale, comme je l'avais demandé à l'époque. Donc, nous autres on était déjà d'accord, l'Opposition, les gens du pouvoir l'étaient. On pourra, dès la prochaine rencontre, prévoir ce mandat d'initiative.

**M. Pagé:** De toute façon, Mme la Présidente, il me fera plaisir de revenir sur le sujet demain en ouvrant nos travaux.

**M. Jolivet:** D'accord.

**M. Pagé:** On recommence à 15 heures demain?

**M. Jolivet:** Après la période de questions.

**M. Pagé:** De 15 heures jusqu'à 16 heures. À 18 heures, c'est fini?

**M. Jolivet:** Oui.

**La Présidente (Mme Dionne):** Étant donné l'heure, nous ajournons nos travaux sine die.

**M. Pagé:** Merci, Mme la Présidente, vous êtes bien gentille.

(Fin de séance à 23 h 16)